

Il n'y a pas de manipulation de l'opinion sans une opinion manipulable.

Avertissement : Souveraine Tech revendique par vocation une approche transpartisane. Seule nous oblige la défense des intérêts supérieurs de notre pays. Nous proposons ainsi un lieu de « disputatio » ouvert aux grandes figures actives de tous horizons. La parole y est naturellement libre et n'engage que ceux qui la prennent ici. Cependant, nous sommes bien conscients des enjeux en présence, et peu dupes des habiles moyens d'influence plus ou moins visibles parfois mis en œuvre, et dont tout un chacun peut faire l'objet, ici comme ailleurs. Nous tenons la capacité de discernement de notre lectorat en une telle estime que nous le laissons seul juge de l'adéquation entre le dire et l'agir de nos invités.

Vendredi 1er septembre 2023

[Maï-Linh Camus](#) est présidente et fondatrice du cabinet [Prisme Intelligence](#)

1/ Vous avez servi cinq ans sous les drapeaux, qu'est-ce que cela a changé dans votre manière d'envisager votre activité professionnelle de chef d'entreprise ?

Lors de la réalisation d'une mission il est indispensable d'être efficace et concret. Un objectif est donné, il faut le réaliser ! Cela implique d'être capable de réagir vite, de savoir s'adapter et surtout de bien comprendre le besoin initial pour aller à l'essentiel. Cette rigueur s'applique

entièrement au sein des Forces Armées. En tant que dirigeante du cabinet Prisme Intelligence, dans le secteur du renseignement d'affaires, j'applique ces mêmes exigences. J'ai la volonté d'être concrète, efficace et d'apporter une vision appuyée sur le terrain aux dirigeants que j'accompagne. Cela s'illustre par la capacité à être efficace dans les techniques de recherche du renseignement et pertinente dans la sélection de ce qui est ensuite communiqué au dirigeant. Savoir lire et comprendre le besoin du dirigeant est nécessaire, ce qui nécessite très souvent d'aller au-delà des premières impressions. Il faut donc faire preuve d'analyse et inscrire nos actions dans la stratégie globale du dirigeant. Nous pouvons être tentés par la curiosité mal placée et se laisser submerger par la surinformation pour finalement noyer l'essentiel. En tant que professionnel du renseignement je me dois d'être objective, factuelle et de travailler sans biais d'interprétation.

□2/ *Le renseignement continue d'intriguer. Qui peut ou doit le pratiquer, et à quelle fin ? Peut-être même que, tel Monsieur Jourdain, nous y avons tous recours peu ou prou, sans le savoir ?*

Le renseignement permet de prendre en compte son environnement pour prendre des décisions. Chaque individu a recours au renseignement quotidiennement de manière inconsciente. C'est un instinctif que de prendre en compte les éléments mis à notre disposition pour prendre la meilleure décision, et un processus qui donc en effet se rapproche de Monsieur Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir ! Néanmoins, dans certains domaines tel que le renseignement étatique ou le renseignement d'affaires, il est indispensable de faire appel à des professionnels formés et aguerris. **□L'amateurisme ou la barbouzerie, dans le pire des cas, ne peuvent pas être tolérés.** Les enjeux sont bien trop importants et le cadre légal est très strict. Selon moi, il est nécessaire de toujours se demander : **« faire du renseignement pour quoi faire et avec quel objectif ? »** Avant de réaliser une mission

de renseignement, il est important de savoir quels sont les intérêts que nous allons servir et pour quelle finalité. Cela permet de se concentrer sur le cœur de la mission mais également de se situer d'un point de vue éthique.

Au sein du cabinet Prisme Intelligence, nous travaillons uniquement avec des professionnels du renseignement aux savoir-faire particuliers capables d'agir dans le monde entier avec des années d'expériences dans le domaine du renseignement, de l'investigation économique, de la diplomatie et des opérations militaires

□3/ Comment analysez-vous, si vous l'observez-vous aussi, l'entreprise de discrédit (de ridiculisation) à l'œuvre contre toute expression, dans l'espace médiatique, de l'idée même de la puissance de la France ?

Aujourd'hui, il y a un débat sur le positionnement de la France sur l'espace mondial du fait de sa place particulière qui bénéficie de relais de puissance important lui permettant d'exprimer une voie à part sur la scène internationale. Il est en effet aisé de trouver sur les médias des articles moquant l'idée de puissance de la France tant sur le plan économique, militaire, social et culturelle. La France se veut être une puissance de premier plan malgré un positionnement réel économique, militaire ou culturel factuellement moyen. Cette place unique s'appuie sur des démultiplicateurs exceptionnels de puissance, héritages de l'Histoire : une place de membre permanent au Conseil de sécurité, la possession de l'arme nucléaire, un réseau diplomatique et culturel de premier rang, un statut de membre fondateur et de puissance moteur au sein de l'Union Européenne... Régulièrement les ressources investies pour maintenir actifs ces relais de puissance sont remises en question, jugées plus utiles peut-être pour être réorientées vers des priorités plus internes ou alors vues comme soutenant une vision passéiste des relations internationales. Plus grave peut-être, **cette remise en cause peut également être le fruit**

de puissances étrangères agissant pour leur propre compte et cherchant à diminuer, critiquer ou restreindre la puissance française.

Néanmoins, cette remise en cause n'est pas autant systématique qu'on veut nous le faire penser.

La France est une puissance d'équilibres (selon les mots du président Macron) qui cherche à défendre une vision particulière des relations internationales et de l'équilibre du Monde. Cette vision est régulièrement expliquée, défendue et argumentée dans les médias, elle est donc présente pour qui se donne la peine de l'écouter ! La question à se poser, sans forcément d'ailleurs chercher à se positionner, serait donc davantage celle de la capacité de résonance : les deux discours sont présents mais il semble que celui critiquant ou relativisant cette place de la puissance française fasse meilleure recette. **Je suis donc modérée**, et je ne relève pas l'impression d'une entreprise de discrédit systématique à l'encontre de la puissance de la France. En effet, je constate que si le discours négatif est très présent, il existe également dans le même temps des défenseurs de l'idée de puissance de la France dont je fais partie. Il s'agit donc peut-être plutôt d'une question de perception individuelle ou collective.

4/ Les Etats-Unis ont recours aux deepfakes dans le cadre de campagnes de déstabilisation. Devrons-nous inéluctablement nous déplacer sur ce terrain ou est-il encore envisageable en 2023 de livrer cette bataille économique et informationnelle « à la loyale » ?

Le recours aux deepfakes est avéré dans le cadre de luttes d'influences entre États, voire entre groupes d'opinion et de pression.

Se positionner ou non sur ce terrain renvoie pour les États, les sociétés et les individus au choix des armes avec lesquelles ils se battent : faut-il se priver de quelque chose

qui sera utilisé sans états d'âme par l'adversaire ? La question des valeurs est centrale et aujourd'hui la France préfère opposer une capacité de déconstruction des narratifs intentionnellement faussés pour construire sa légitimité et celle de sa stratégie d'influence.

Cependant, dans un conflit plus important, avec des enjeux vitaux, la question resterait posée. Jusqu'où aller par nécessité de s'opposer à la stratégie adverse sans pour autant détruire sa propre légitimité ? C'est plus délicat qu'il n'y paraît car aujourd'hui on voit par exemple qu'un État comme la Russie pourtant reconnu comme manipulant faits et vérité au service de ses objectifs obtient malgré tout de réels succès dans certaines opinions publiques. Je n'ai pas la prétention d'apporter une réponse tranchée, tant elle serait dépendante du contexte et des intérêts mis en cause, en revanche **je crois que l'éventuel usage de deepfakes pourrait toujours se faire de manière encadrée, légitime**, peut-être comme un dernier recours, sans exclure les autres procédés « à la loyale » qui restent le fondement d'une posture légitime et crédible. Au sein d'une entreprise le sujet se simplifie, et s'il est évident que les experts de Prisme Intelligence sont formés à la détection des fakes news et très sensibilisés au deepfake, le recours à cette dernière stratégie est totalement en-dehors du champ éthique du cabinet.

5/ Si l'on en croit les enseignements d'Edward Bernays, l'auteur du fameux ouvrage « Propaganda : Comment manipuler l'opinion en démocratie », le peuple est le dindon de notre farce contemporaine. Quels conseils concrets pourriez-vous nous donner pour nous former et assumer une opinion vraiment personnelle ?

Il n'y a pas de manipulation de l'opinion sans une opinion manipulable.

Aujourd'hui il est plus qu'indispensable de s'éduquer, de se former, de se sensibiliser à la manipulation de l'information

pour tout simplement pour ne pas en être victime et garder son libre arbitre. C'est exactement ce que je souhaitais dire sur la question des fake news : elles ne valent que tant qu'il existe un public suffisamment vulnérable pour y être sensible.

Il est nécessaire de garder en tête qu'une information est par essence toujours plus ou moins biaisée par le média qui la diffuse, par le contexte (politique, climatique, géopolitique, économique...) qui nous entoure mais aussi par nos propres biais d'interprétation. Quand nous partons du principe que l'information est biaisée, il est de notre devoir de se renseigner avec quelques actes réflexes tout simple :

- Réaliser des recherches sur un canal différent de celui où nous avons eu la première information ;
- Multiplier les sources d'informations et leur positionnement (politique, économique, ...) ;
- Prendre de la hauteur et mettre de côté nos émotions dans l'interprétation de l'information ;
- Discuter avec des personnes différentes capables de confronter notre lecture.

A ce moment-là on peut dire que nous cultivons la fameuse « pensée complexe » et nous pouvons nous faire une réelle opinion de l'information. Je prends souvent l'exemple de la pièce de théâtre. Imaginez que vous l'observez depuis votre fauteuil puis vous changez de place. Si la pièce est similaire mais vous percevez des différences subtiles, c'est que vous devez varier les sources de l'information (média, ...). Si la pièce est sensiblement différente, c'est que l'information a été manipulée et donc à vous de faire quelques recherches pour trouver la vérité. Il est important de ne pas tomber dans le panneau de l'information « instantanée », non sourcée et de prendre pour argent comptant ce que vous pouvez lire et écouter sur un unique média.

La cabinet Prisme Intelligence accompagne des dirigeants sensibilisés à la maîtrise de l'information stratégique afin qu'ils puissent obtenir les informations dont ils ont besoin

pour prendre les bonnes décisions, de manière consciente et éclairée. Cela peut paraître logique, mais ce n'est pas une chose aisée car la surinformation noie totalement le renseignement pertinent. La prochaine étape est d'intervenir auprès du public afin de le sensibiliser à la manipulation de l'information afin qu'il n'en soit pas victime.

□6/ Dans le combat armé, il est une dimension importante : celle des forces dites « morales ». Comment selon vous l'importer dans le cadre de la guerre économique et technologique ?

Derrière l'idée de forces dites « morales » se cache l'idée de résilience.

Dans le combat armé, c'est l'idée de faire appel à des capacités autres que physiques pour faire face à une adversité peut être très violente. Ce peut être la discipline, la camaraderie, la cohésion, l'amitié, ou encore même si cela pourra faire sourire le patriotisme ou même la Foi ! Tout ce qui peut permettre au soldat de mettre en perspective ce qu'il vit pour lui donner du sens, et ce faisant prendre du recul et se détacher pour préserver sa capacité de réflexion, son esprit critique et ses valeurs. Cette violence peut tout à fait s'exprimer également dans le champ économique par des actions de concurrence hostiles très déstabilisatrices.

Le contexte économique lui-même peut d'ailleurs être vu comme intrinsèquement violent, avec des conséquences humaines réelles : mise au chômage, familles qui basculent dans la pauvreté, ou encore suicides d'artisans, de paysans, de dirigeants, voire pour aller encore plus loin et sur un autre niveau, actions de déstabilisation personnelle dans le cadre de l'espionnage industriel. On pourrait trouver beaucoup d'exemples permettant de réaliser un parallèle entre le combat et l'économie !

Importer l'idée de forces dites « morales » en tant que tel n'est peut-être pas immédiatement transposable dans l'univers

économique et technologique. En revanche, l'idée de résilience l'est selon moi bien davantage. En effet, la capacité de diversifier ses ressources, de connaître ses concurrents, de prendre en compte son environnement d'affaires afin d'anticiper les risques et de maîtriser l'information stratégique sont par exemple des moyens de diversifier les assises de son entreprise et de mieux garantir sa capacité de développement.

□7/ Que diriez-vous à l'une de nos lectrices qui aimerait intégrer l'ESM Saint Cyr ?

Foncez, dépassez-vous et n'ayez aucune limite !

L'académie des écoles militaires de Saint-Cyr a tout à vous apprendre, tant sur les valeurs que sur votre propre personnalité. Beaucoup se révèlent à l'issue de la formation militaire, c'est une expérience incroyable qui mérite d'être vécue. Évidemment, ce n'est pas chose aisée. Il faudra beaucoup de persévérance et de résilience, de volonté et de combativité car devenir soldat et chef n'est pas anodin. Ce qui est certain en revanche c'est que vous serez au meilleur endroit pour le devenir.

□8/ Qu'est-ce à vos yeux qu'un pays allié de la France aujourd'hui ?

Je ferai une définition assez simple : un pays allié est un pays qui partage les mêmes valeurs, une proximité de vision politique, avec des liens économiques et culturels privilégiés et/ou encore faisant partie d'une même alliance politique et/ou militaire (ex : UE / OTAN). Sans que cela soit un détail, je crois aussi qu'un pays allié est aussi un pays avec lequel on peut s'opposer sur certains points sans remettre en cause le fond de la relation (ex : les États-Unis pour la guerre d'Irak 2003). Avec ces deux définitions, on comprend que je vois la France disposer de beaucoup d'alliés ! En revanche, l'importance des uns et des autres évolue et diffère selon le contexte et le domaine considéré : **sur le plan**

militaire notre allié principal est les États-Unis mais en termes économiques, nous développons davantage de synergies avec nos partenaires de l'Union européenne, par exemple.

□9/ *Le terme de souveraineté est durablement revenu sur le devant de la scène, mettant en lumière l'importance du verbe dans les rapports de force. Quelle réalité, mais aussi quelle aura attribuez-vous à ce mot ?*

Le mot souveraineté est aujourd'hui au cœur des débats et c'est une réalité qui s'est réimposée avec force dans presque tous les domaines : politique, économique, militaire, mais aussi médical, culturel...

On relève ainsi des efforts importants de la part des politiques mais aussi et surtout des acteurs économiques pour préserver et maintenir la souveraineté de notre pays, voire la restaurer des crises majeures comme le COVID ou la guerre en Ukraine ayant mis en lumière la vulnérabilité de certains secteurs critiques. Ces actions ont à saluer ! Je m'inscris entièrement dans cette démarche, car **le renseignement d'affaires est un outil au service de la souveraineté nationale**. Engagée auprès des entreprises françaises, j'ai créé le cabinet Prisme Intelligence pour apporter un avantage concurrentiel aux acteurs économiques français afin d'être plus compétitifs dans le monde entier. En effet, c'est avec des entreprises françaises plus concurrentielles et rentables que la France peut préserver sa souveraineté !

□10/ *Pouvez-vous citer une vertu que vous vous efforcez de cultiver quotidiennement, (et non pas « au quotidien » selon l'atroce locution en vogue) ?*

L'audace !

Depuis toujours j'ai l'audace d'oser prendre des chemins non conventionnels et d'entreprendre. Aujourd'hui, il semble courant de communiquer sur l'intelligence économique. J'ai osé assumer le terme « renseignement d'affaires » et je ne me

prive pas de communiquer sur la matière afin d'apporter un maximum de clarté sur les pratiques. Il me semble indispensable, dans le renseignement d'affaire, de savoir faire preuve de clarté tant sur le positionnement de nos activités que sur les méthodes employées. Cela permet dès le départ de définir avec le dirigeant ce qu'il est possible de réaliser ou non dans le cadre qui nous est défini. Il n'y aurait rien de pire que de ne pas se comprendre, ou de répondre de manière erronée à un besoin ! Vous pouvez me lire sur LinkedIn où je publie régulièrement et échange avec les dirigeants. Je cultive l'audace dans chacun des dossiers que je traite. Cela permet d'obtenir une vision globale du sujet, d'apporter aux dirigeants une vraie plus-value en lui assurant un renseignement complet. Travailler avec audace, c'est aborder les sujets avec un prisme différent. **Et je terminerai en citant la devise du 1er régiment de parachutistes d'infanterie de marine : « qui ose gagne » que j'applique quotidiennement.**

La France va-t-elle se doter d'un système d'exploitation souverain ?

Le gouvernement chinois l'a annoncé avec fracas, la Chine est déterminée à se passer de Windows, le populaire système d'exploitation de Microsoft. Cette déclaration, à vrai dire, fait suite à la menace du gouvernement américain de ne plus autoriser les Chinois à utiliser Windows. On ne sait donc pas exactement qui quitte qui...

Cette information, sortie il y a quelques semaines, aurait

ressemblé à un scénario de politique fiction il y a seulement une dizaine d'années. **C'est pourtant notre réalité : la technologie est devenue un sujet politique.** Et chaque Etat ou groupement d'Etats y va de « je te quitte » à « je t'interdis d'utiliser mon logiciel ».

La Russie a interdit Facebook et Instagram pour cause « d'extrémisme » le 21 mars 2022. La Chine bloque Google depuis 2012. De son côté, les Etats Unis ont interdit la vente des smartphones Huawei le 26 novembre 2022. Et le 24 février dernier, la commission européenne a interdit à ses employés l'usage de l'application chinoise TikTok.

Au Maroc, [le MCBI](#) propose désormais un OS souverain baptisé Atlas OS qui répond à la fois à une commande publique et à un engouement du secteur privé pour accélérer sur le commerce international, mais sans perdre le contrôle de ses données.

Derrière ces OS souverains se cache en réalité une simple variante de Linux aux couleurs du pays, sécurisée, bénéficiant de ses propres mises à jour et construite pour répondre aussi bien au marché privé qu'à la commande publique.

Mais au fait, que se passe-t-il au pays magique des technologies ? Il semble que la douce utopie d'un monde globalisé où toute distance est abolie est en train de disparaître au profit d'un monde de frontières et de blocs souverains.

Comment en est-on arrivé là ?

Internet est synonyme depuis sa naissance dans les années 1990 de liberté individuelle. Chacun va où il veut, utilise les logiciels qu'il veut, fait ses courses où bon lui semble. Mais cette belle utopie d'un monde sans frontières est en train de disparaître progressivement. C'est que derrière la liberté bien réelle des individus se cachent des enjeux économiques puissants. L'enrichissement des uns et l'appauvrissement des autres a fini par réveiller les politiques les plus réticents

à l'idée de frontière digitale.

D'abord la mondialisation en général laisse les européens sur leur faim. Elle profite surtout à la Chine et aux Etats unis. Le PIB des Etats Unis.

« En quinze ans, le PIB par habitant des Etats-Unis a crû 60 % plus vite que celui des habitants de l'UE. Et le Mississippi, Etat le plus pauvre des Etats-Unis, a un PIB par habitant plus élevé que celui de la France. » [rappelle André Loesekrug-Pietri, dans une tribune du Monde ce 21 juillet.](#)

Il met directement en cause notre faiblesse à juguler la domination des géants de la technologie américains.

D'autre part, chacun réalise que les données sont le nouvel or blanc et que la captation de données correspond ni plus ni moins à une fuite de valeur et même de capitaux. Or il est difficile de réguler la circulation des données car elle est invisible, les serveurs sont inaccessibles, les algorithmes secrets.

Dans ce monde en pleine réorganisation, les systèmes d'exploitation (Windows, Mac OS...) occupent une place centrale car depuis 2010, ils s'appuient sur le cloud, donc ils copient vos données aux Etats Unis. Il n'y a pas d'autre moyen de sortir du cloud US que de changer de système d'exploitation. Et depuis l'éclatement de l'affaire de la CIA en 2013, révélé par Edward Snowden, nous savons que le gouvernement américain collabore avec Microsoft pour exploiter ces données, y compris à des fins économiques.

C'est ce que les chinois ont compris en lançant leur propre moteur de recherche puis leur propre système d'exploitation. Celui-ci est baptisé KYLIN, déjà utilisé par 90 % des fonctionnaires de l'État. Comme toujours en Chine les décisions prennent peu de temps à se matérialiser.

Au Maroc, [The Moroccan Center for Business Intelligence](#) sort

un système d'exploitation souverain qui suscite l'intérêt des autorités. Nul doute que le Maroc, qui a voté dès 2009 une loi stricte sur la souveraineté des données, basculera dans un système d'exploitation souverain dans les prochaines années.

En France, il y a peu de débat en France sur la nécessité d'un système d'exploitation souverain. Au contraire, **Windows équipe 85 % des PC dans l'hexagone.** Mais la France pourrait être entraînée dans cette évolution par des voisins moins patients.

En 2017, l'autorité néerlandaise de protection des données accusait Microsoft de récolter des données personnelles au prétexte d'améliorer la qualité du service.

Le 15 juillet 2019, l'Allemagne a interdit l'usage de Windows et de Microsoft 365 dans l'ensemble de ses écoles en raison du non respect de la RGPD par l'entreprise américaine.

Et le 13 juin 2022, le gendarme suisse de la protection des données considère qu'un organe fédéral ne peut pas, dans le respect du droit applicable, utiliser la suite office de Microsoft dite Microsoft 365 dans la mesure où celle-ci stocke les données aux Etats Unis.

Le point de bascule pourrait toutefois ne pas être politique, mais économique. [Dans une récente tribune au Figaro](#), le chef d'entreprise Antoine Dubosc constate que la France a tout à perdre à fonctionner comme une colonie numérique des Etats Unis. A commencer par sa compétitivité. Il plaide pour une souveraineté numérique de la France et de l'Europe.

A vrai dire c'est **cette petite voix de la souveraineté qui commence à résonner sur l'ensemble de l'échiquier politique** et qui pourrait faire basculer l'opinion.

Le problème, il est vrai, n'est pas technique mais presque exclusivement psychologique. La plupart des gens ne comprennent rien à leur ordinateur et sont principalement soucieux que rien ne change par crainte de perdre le contrôle

de la machine.

C'est d'ailleurs pourquoi plusieurs sociétés européennes se sont lancées dans la fabrication de systèmes d'exploitation souverains qui imitent Windows le plus possible afin de ne pas perdre les utilisateurs.

Aujourd'hui, une des solutions les plus célèbres s'appelle [Zorin](#). Elle remplace Windows de façon pratiquement indolore et peut être adaptée au contexte souverain de chaque pays puisqu'elle ne stocke aucune donnée en dehors du PC. Zorin est lui-même basé sur Linux, comme l'est la solution chinoise Kylin.

Nous sommes donc arrivés dans un monde où il est possible et confortable de passer de Windows à Linux de façon lisse et transparente. La montée en puissance du souverainisme technologique renforcée par le cadre juridique européen favorisent et facilitent cette migration. Or **quitter Windows est le premier pas de notre souveraineté technologique** puisque ce système d'exploitation exporte nos données. Il faut attaquer le mal à la racine.



© [Thomas De Praetere](#), CEO, [Dokeos](#), le 2 août 2023

Le Choc des Souverainetés

Le lecteur entre très vite dans le dernier ouvrage du président de l'Institut Choiseul, Pascal Lorot. D'abord parce qu'il est écrit dans un français impeccable qui manque à bien des oeuvres qui jonchent les étals des libraires; Ensuite parce que l'ordonnancement de son propos nous mène méthodiquement, des constats jusqu'aux préconisations, à l'adhésion de plein gré.

Notre ère est celle du retour du tragique, ou de l'Histoire. Elle correspond aussi à la « fin d'une certaine mondialisation ». Partout dans le monde, nous assistons au réveil des souverainetés. Pendant ce temps, les Etats-Unis imposent leurs règles à des alliés qu'ils « *traitent davantage en vassaux ou en obligés* » tandis que « *la Russie tente de renouer avec sa gloire impériale et a fait de la souveraineté une question existentielle* ». Naguère sous le joug soviétique, la Pologne et la Hongrie, se réapproprient quant à elles « *une histoire, des racines et des codes culturels en décalage avec le progressisme qui domine à l'ouest de l'Europe.* »

L'époque est mouvante, et certains amnésiques tentent d'épouser son rythme sans vergogne. Ainsi des laudateurs du « *fabless* » qui aujourd'hui se font parangons de la réindustrialisation, ou encore des contempteurs du nucléaire qui se reconvertissent en apôtres de la fission.

L'auteur part à la recherche des causes de nos renoncements ainsi qu'aux origines de l'abandon de notre souveraineté. La pression exogène exercée par les Etats-Unis a sa part d'importance. Washington et ses normes, « instruments du soft

power américain ». Pour asseoir sa domination, l'Oncle Sam « a également veillé à ce que la généralisation du libre-échange soit conforme à ses vues » (Magique !). Pascal Lorot évoque aussi la très préoccupante extraterritorialité du droit américain, qui fait figure de « machine de guerre juridico-administrative ».

Notre souveraineté est également mise à mal par « l'archipelisation » d'une France atomisée, presque prise au piège du citoyen roi, insusceptible de s'engager dans l'allégeance ou de se projeter encore dans une vision collective de l'avenir.

La remise en cause de la souveraineté tient enfin aux élites françaises et européennes, embourgeoisées, qui ont pénétré le capitalisme français et se sont déracinées. Face aux gens qui sont de quelque part les « somewhere », ils sont « de nulle part », toujours en transit, et conséquemment assez peu soucieux des conditions de vie de ceux de leur compatriotes qui vivent de manière sédentaire.

Ces élites sont par ailleurs, et dès le berceau, biberonnées au catéchisme atlantique grâce à la French American Foundation et son programme de Young Leaders. Allez vous étonner qu'ils le récitent quand les intérêts de l'Europe sont pourtant en jeu.

Notre perte de souveraineté (*ne faisons pas peser la faute que sur les autres*) tient aussi aux choix désastreux que nous avons pu exercer. Comment, ainsi « comprendre l'interdiction de la vente des voitures thermiques à l'horizon 2035 ? » illustre Pascal Lorot.

Pour bien positionner l'enjeu de souveraineté entre État et entreprises, Pascal Lorot mobilise la réflexion de Lorraine Tournyol du Clos (Conseillère spéciale du président de l'Institut Choiseul), dans les termes qu'elle emploie non sans fulgurance, dans la note de l'Institut Choiseul intitulée

« Repenser la souveraineté » et dont voici un extrait :
« L'État, au carrefour d'injonctions contradictoires, peine trop souvent à se placer en défenseur de la souveraineté nationale. Et les entreprises, dont les comportements mal coordonnés ou bloquants trouvent une justification naturelle dans la recherche de rentabilité financière [...] hypothèquent parfois le renforcement à long terme de cette même souveraineté nationale. On parle alors de « tragédie des horizons » pour décrire cette incapacité à arbitrer entre le court terme et la préparation du futur. Le contexte actuel ne le rappelle que trop bien : nous payons des choix passés qui ont été effectués au mépris de l'avenir et des intérêts français; en cédant à l'électoratisme ou à la satisfaction de minorités vociférantes, une partie de nos élites ont hypothéqué les atouts de la France ».

Les entreprises ont bel et bien un rôle majeur à jouer dans la défense et l'illustration de cette souveraineté ! « De ce point de vue, les entreprises ont évidemment une mission fondamentale à remplir. À la différence des représentants politiques et de l'État, qui ont parfois tendance à être versatiles et à embrasser l'air du temps en fonction de contingences électorales, les entreprises sont contraintes de s'inscrire dans le moyen et le long terme, au moins dans le secteur industriel. Elles représentent donc un atout déterminant pour briser la « tragédie des horizons » et éviter que la souveraineté ne soit sacrifiée sur l'autel du court-termisme un écueil dans lequel la France a régulièrement sombré depuis une trentaine d'années. »

Une grande vertu de cet ouvrage est sa dimension panoptique. Pas un aspect de la situation actuelle, de ses tenants ou aboutissants, n'est ignoré par l'auteur.

L'accent est certes mis sur la dépendance (« plus que jamais ») de l'Europe vis à vis des Etats-Unis. Pascal Lorot ne craint pas d'écrire par exemple que « les Etats-Unis ont utilisé l'OTAN afin de poursuivre davantage encore

l'accroissement de leur sphère d'influence jusqu'aux anciennes républiques soviétiques, engendrant ainsi des crispations inutiles avec une Russie se sentant agressée et menacée dans ses intérêts vitaux ». Le moins que l'on puisse dire est que ce type d'assertion n'a pas exactement cours dans les plateaux TV en ce moment.

L'ouvrage rassemble en un seul et même lieu un faisceau de propositions de bon sens habituellement défendues ça et là, parmi lesquelles on retrouve un Small Business Act européen, la mise en place d'un fonds européen « late stage », la valorisation de l'atout considérable que représente notre Zone économique exclusive (ZEE), l'investissement dans le « new space ». D'autres mesures sont préconisées. Il faut en finir avec la fiscalité vexatoire appliquée aux entités industrielles. Il est « primordial » de développer le nombre d'ETI en France (5000 chez nous contre 13000 en Allemagne). Nous devons moderniser notre appareil productif, accroître son degré d'automatisation etc.

Mais avant toute chose, l'auteur présente « la défense des intérêts français » comme une priorité. Etait-ce si difficile à invoquer jusque là ? La mère des batailles, dans ce combat, s'appelle donc bien réindustrialisation. Tout cela passe sans doute par une communication sur l'industrie comme « voie d'excellence » plutôt que « voie de garage ». Pascal Lorot fait d'ailleurs de la logistique la pierre angulaire de la souveraineté et d'une réindustrialisation réussie. »

Sur la question européenne, le lecteur appréciera un propos pragmatique, nuancé, mais non pas fuyant. Oui le couple franco-allemand est un mythe. Non, on ne peut pas, en rigueur de termes, parler de souveraineté européenne, puisqu'il n'est pas de nation européenne. Pour autant, il ne faudrait pas négliger un deuxième étage à cette souveraineté, une « souveraineté partagée » où se retrouveraient les nations d'Europe pour assurer ensemble, par exemple, la défense du Vieux continent

L'ouvrage se referme sur un vibrant appel au patriotisme. Et il ouvre sur deux notions fondamentales, quasi-absentes de la littérature du genre : la puissance de la France, posture que nous devons enfin assumer et l'indispensable proximité, comme facteur de au service de la réindustrialisation, de la souveraineté, de la transition écologique et de la cohésion territoriale, notamment dans nos campagnes.

Nous sommes le 12 juillet, n'est-ce pas une date appropriée pour vous conseiller une saine et bonne lecture ?

Très agréable surprise que ce magnifique ouvrage qui nous permet de mieux cerner la vision de Pascal Lorot et de l'institut qu'il préside.

Et, d'une certaine manière, d'y souscrire...

? [« Le Choc des Souverainetés » – Pascal LOROT](#)

Éditions Débats Publics 200p

Un dernier mot peut-être, qui est un motif de grande réjouissance : [Lorraine Tournyol du Clos](#) nous fait l'immense honneur d'intervenir à l'occasion de [notre colloque malouin du 29 septembre prochain](#).

**Newsletter n°63 - 30 juin
2023**

☐☐ **Éditorial**

En beauté

Nous finissons en beauté cette « saison » de nos entretiens avec une grande dame de l'intelligence économique, unanimement respectée à ce titre et à bien d'autres. Une fois n'est pas coutume, nous pouvons sortir de notre réserve et dire notre alignement avec la vision de celle qui fut Déléguée interministérielle à l'intelligence économique de juin à 2013 à juin 2015. Nous espérons que vous prendrez plaisir à lire cet entretien, comme vous avez trouvé de l'intérêt dans les précédents et nous l'espérons, dans ceux que nous ne manquerons pas de publier à la rentrée, en septembre. Claude Revel figure parmi la petite trentaine de brillants intervenants présents à l'occasion de notre colloque du 29 septembre au Palais du Grand Large à Saint-Malo. Réservez cette date. Nous serons 200 face à la mer et au Fort National. Ce sera l'occasion de nous rencontrer, de nous présenter, de débattre, de resserrer nos rangs et de choquer nos verres. Ce sera le moment de vivre un colloque pas comme les autres, riche en propositions concrètes. Enfin, nombreux sont ceux parmi vous qui nous ont demandé comment nous soutenir. Eh bien c'est simple, venez le 29 septembre, jour de grande marée placé non sous le haut patronage de quelque ministre, mais sous la protection des saints archanges Michel, Gabriel et Raphaël. [Au 29 septembre !](#)

[Bertrand Leblanc-Barbedienne](#)

Nous avons aujourd'hui le très grand honneur de recevoir [Claude Revel](#), qui est essayiste et politiste – présidente du [GIE FRANCE SPORT EXPERTISE](#), dirigeante du

think tank [SKEMA PUBLIKA](#), administratrice [CLASQUIN](#), et présidente d'[Information & Strategies](#).



La vision budgétaire a remplacé la vision politique.

□□ Le grand entretien

1/ Vous êtes une pionnière dans la mise en œuvre de l'intelligence économique. Quel regard portez-vous sur l'essor qu'a connu cette discipline depuis la création de l'OBSIC en 1989 ?

D'abord notons que l'OBSIC était un organisme privé, créé fin 1988 à l'initiative des grands groupes de BTP français qui se lançaient à l'international et financé par eux. Nous avons au début reçu une petite participation du ministère de l'Équipement et du ministère des affaires étrangères sous forme d'un contrat de prestation, comme coup de pouce à une initiative de regroupement qui leur paraissait très pertinente. Il était entendu qu'ils se retireraient au bout

d'un an et c'est ce qui s'est passé, ce qui ne nous pas empêchés de continuer à leur envoyer systématiquement nos rapports et notes, dans une logique de partenariat public-privé efficace.

Il y avait à l'époque dans l'administration et dans les grandes entreprises, bien avant le rapport Martre, des personnes sensibilisées à l'intérêt de comprendre et anticiper les marchés internationaux, même si nous n'appelions pas cela intelligence économique, mais c'est bien ce que nous faisons et qui s'est développé par la suite en lobbying réglementaire international auprès des grandes institutions. Je suis sûre qu'il y a eu d'autres initiatives du même genre dans d'autres secteurs, mais moins connues.

Après le rapport Martre de 1994, il y a eu des tentatives d'action commune public-privé, puis c'est retombé, puis le rapport Carayon de 2003 a vraiment relancé les choses. En est sortie notamment la nomination d'Alain Juillet comme Haut Responsable à l'IE.

Depuis lors, l'IE d'Etat a subi des hauts et des bas, dus en grande partie au cloisonnement de l'organisation administrative et au fait que jamais ce projet d'IE d'Etat n'a été totalement porté par un politique. C'est à mon époque, de 2013 à 2015, qu'il y a eu un projet véritablement global mais dès fin 2015 il a été éclaté entre plusieurs ministères. Ce projet global, embrassant tout le spectre de l'IE, est encore à re créer. Il nous manque notamment aujourd'hui pour le secteur public une orientation commune sur l'influence, articulée avec les acteurs non étatiques.

En revanche côté entreprises, il me semble qu'il y a eu pas mal d'avancées, une vraie sensibilisation, notamment à la sécurisation. Tout n'est pas fait mais le secteur privé s'est globalement plus organisé que le public.

2/ Que pouvez-vous nous dire du Think Tank SKEMA PUBLIKA dont vous assurez le développement, notamment au regard des questions que nous traitons habituellement sur Souveraine Tech ?

Ce think tank a été créé pour porter une pensée d'origine et de portée internationales, non franco-française, sur des sujets sociétaux et géopolitiques, avec une volonté d'anticipation sur tous les sujets, sans agenda politique si ce n'est d'être indépendante et issue de l'esprit critique, le tout assorti de pistes de recommandations, pour le débat public et pour les décideurs de politiques publiques.

Nous avons une proximité intellectuelle avec Souveraine Tech, dans la mesure où nous essayons de ne pas être enfermés dans les schémas mentaux qui souvent formatent les élites et les débats français et où nous cherchons toujours à décrypter, notamment avec les outils critiques de l'intelligence économique. Même si ce n'est pas notre objectif initial, nous pensons ainsi contribuer au renforcement et au rayonnement international d'une pensée française ouverte et constructive sur le monde. La souveraineté d'un pays n'est pas le repli mais au contraire la capacité à affirmer sa singularité et à être moteur dans un monde ouvert aux influences.

3/ Au XIVE siècle, Jean BURIDAN écrivait : « La volonté est l'intelligence et l'intelligence est la volonté. » De quoi manquons-nous exactement aujourd'hui ?

On peut aussi rappeler la phrase attribuée à Gramsci « le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté ». Je dirais qu'aujourd'hui en France et dans beaucoup de pays occidentaux, nous avons beaucoup d'intelligence mais manquons, non seulement de volonté, mais aussi de courage. Quand je dis « nous », je pense à ceux qui sont en charge de l'intérêt général, du bien commun, de la liberté d'expression, base de la démocratie. Car cette volonté ne manque pas, en revanche, aux forces économiques et idéologiques qui ont construit ce que j'ai appelé dans mon livre « La gouvernance mondiale a

commencé » de 2006, la gouvernance libéralo-morale qui s'est développée avec la mondialisation financière et qui a conduit à un ordre mondial intenable. Il faut du courage pour s'y opposer, pour se réformer et bien sûr aussi une profonde intelligence des situations.

4/ *Le génie de la lampe vous octroie le pouvoir de soumettre à la lecture intégrale d'un ouvrage un politique, un chef d'entreprise et un patron de média. Quels ouvrages faites-vous lire ? Et qui les faites vous lire ?*

A un politique l'inévitable mais ô combien riche « Art de la guerre » de Sun Tzu, à un chef d'entreprise, notamment dans la tech, « 1984 » de George Orwell et à un patron de media « Fahrenheit 451 » de Ray Bradbury. A tous un livre de psychologie qui m'a beaucoup marquée « Que dites-vous après avoir dit bonjour ? » de Eric Berne, pour l'analyse dite transactionnelle des rapports humains. Pour tous, il faut également lire Jung, notamment sa théorie sur les archétypes. Des réflexions globales embrassant la technologie et la philosophie seraient également utiles, comme celles de Jean Staune.

5/ *Aujourd'hui tout est technique, chiffré et assujéti à l'idée de rendement, d'efficacité ou d'optimisation. La règle de droit vous semble-t-elle encore échapper à ce vilain régime ?*

Je crains que non. On a un peu perdu dans le droit la notion de principe au profit exclusif de l'outil. Il est clair que l'influence du droit anglo-saxon, la common law, y a été pour quelque chose. On le voit à fond dans les directives européennes, en matière de comptabilité et de finance par exemple mais aussi pour tout ce qui est gouvernance et ne parlons pas de la fiscalité. Cela touche aussi le droit des contrats. La longueur et le détail des textes sont effrayants, et j'irais jusqu'à dire que c'est contraire à l'efficacité, car lorsqu'on veut tout détailler, on oublie toujours quelque

chose alors que la notion de droit romain de principe de droit interprété par le juge permet l'adaptation. Mais la règle de droit compliquée fait aussi le bonheur des cabinets d'avocats et de consultants.

6/ Internet est-il ou est il à vos yeux devenu un « service public » et le cas échéant quelles conséquences cela appelle-t'il ?

Oui l'internet est devenu aussi indispensable que l'eau et l'électricité pour toutes nos activités publiques et privées. La donnée est devenue source de richesse, pour l'instant surtout pour les grands groupes privés multinationaux qui ont initié l'internet et le dirigent. Nous avons laissé passer tous ces développements sans réaction, alors que beaucoup déjà alertaient. Il y a des évolutions, par exemple une participation publique au sein de l'ICANN. Mais la question de fond de l'accès pour tous n'est pas réglée. Rappelons d'ailleurs que pour l'eau et l'électricité, c'est le mouvement inverse qui se produit puisqu'elles sont déléguées à des groupes privés, pour censément faire régner la concurrence et les meilleurs prix. Les Etats ne sont pas organisés pour changer cet état de choses, même pour ceux qui le souhaiteraient, sans compter l'esprit général qui est encore que ce qui est privé est toujours plus efficace. Certes cela est vrai pour les activités commerciales mais quand on parle de besoins du peuple, on doit considérer différemment les choses. Il faut une grande réflexion au niveau mondial, déjà européen, mais on n'est pas actuellement parti pour cela.

7/ Le monde ne parle plus que d'IA. Y'aurait-il de notre part une bien utile diversion ou exonération, pour n'avoir plus à puiser dans le génie ou effectuer le devoir humains ?

Pour faire l'IA il a fallu puiser dans le génie humain. En elle-même, elle est extraordinaire. Mais là encore, on a laissé et on laisse se développer des outils et des produits commerciaux avec fascination et sans en faire l'objet d'une

réflexion politique, et même philosophique. Quand je dis on, ce sont les gouvernants car nombre de philosophes et sociologues analysent et alertent. Des comités d'éthique se sont créés par ci par là, et c'est bien mais pas suffisant.

Alors c'est vrai, le risque majeur est de déléguer à des outils gérés par des individus des décisions d'ordre politique. Oui l'IA va nous faciliter la vie mais si nous ne réagissons pas au niveau politique, elle continuera à être gérée par quelques-uns, les mêmes qui aujourd'hui nous parlent de revenu universel, bien pratique pour tenir les populations tranquilles avec en parallèle des produits d'entertainment et une éducation citoyenne dégradée qui leur feront oublier de faire appel à leur intelligence propre, à juger et aussi leurs devoirs de citoyens.

J'ai cependant confiance dans un sursaut, toutes les nouvelles technologies ont d'abord été captées par des individus plus ou moins prédateurs puis cela a été repris en mains pour l'intérêt général. J'ai le regret de dire que ce sursaut ne viendra peut-être pas de l'occident mais d'autres zones du monde, par exemple les BRICS, qui aujourd'hui s'organisent pour un nouvel ordre mondial. L'IA en fait partie. Il serait très utile de discuter avec eux dans des enceintes multilatérales, pour de bon et pas via des réunions grandioses et des rapports.

8/ Que vous inspire l'allocation financière invraisemblable qui est faite à destination des startups ?

La vision budgétaire a remplacé la vision politique. En négatif comme en positif : on fait des « coupes » et des « rabots » dans les services publics parce qu'il faut faire des économies, et en sens inverse, quand on veut favoriser un secteur, ou face à une situation de crise, on répand l'argent en pensant ainsi répondre aux enjeux.

Le mot start up est aussi devenu magique. Or pour favoriser

les activités entrepreneuriales technologiques innovantes et anticipatrices, il faut à la fois bien plus et bien moins qu'ouvrir systématiquement le portefeuille (des Français). Il faut bien plus, car pour favoriser l'essor de ces petites entreprises issues de la recherche, il faut d'abord débureaucratiser les processus, s'attaquer à la réforme de l'Etat et des administrations en général, qui est l'une des causes souvent avancées de départ à l'étranger de chercheurs entrepreneurs innovants. Il faut aussi anticiper, on n'est pas démunie d'intelligences sur ce point, mais le lien avec les décisions opérationnelles qui devraient en découler est bancal. Et on pourrait donner bien moins et plus efficacement, que d'argent pourrait être économisé en établissant des priorités, en les suivant réellement et en évitant les incohérences réglementaires, fiscales et les redondances de structures.

9/ Un sujet qui est peu abordé : la déconnexion croissante entre le langage et le réel, une vieille dispute de plusieurs siècles entre nominalistes et réalistes : la trouvez-vous d'actualité et pour quelles raisons ?

Hyper d'actualité ! Pour m'éviter de re-rédiger...! je reprends ci-dessous quelques lignes de mon livre « Nous et le reste du monde » de 2007, désolée de me citer mais c'est par facilité.

« Dans la pensée enfantine, il y a des mots qui produisent des effets magiques : « Tu l'as dit, tu l'es », disent les enfants. Le mode d'information privilégié est le conte.

Le technocrate n'en est parfois pas loin. Le verbe est la réalité. On l'a dit, on l'a promis, on l'a écrit – donc c'est fait. Il en est ainsi des mots qu'on emploie de manière incantatoire : la « concertation », la « coordination », la « simplification », et depuis quelque temps, dans le commerce extérieur, « chasser en meute »... Le politique pour sa part affectionne « l'écoute ». L'énoncé même de ces mots dispense

de précisions, ils sont des sésames censés par eux-mêmes produire des effets. Ainsi, l'on se réunit souvent pour se coordonner, sans bien savoir sur quoi et en quoi. Mais c'est une action qui se suffit à elle-même. [...]

Il s'agit d'un problème de prise sur la réalité, qui conduit à de graves faux-sens dans la communication. Quand un politique « écoute », celui qui lui parle a le sentiment que de ce dialogue va naître une action. C'est d'ailleurs pour cela qu'il parle. Or son interlocuteur politique pense quasiment, lui, qu'il a déjà fait son travail en se prêtant au dialogue. Pour le reste, il fera attribuer quelques crédits et l'affaire sera réglée. [...]

Cette « pensée magique » est amplifiée par la puissance des médias, qui par le seul fait de reprendre une annonce lui « donnent du corps ». On pense souvent que les promesses non tenues des politiciens révèlent leur cynisme. Peut-être, mais elles révèlent aussi leur « croyance magique », du moins en ce qui concerne les gouvernants en place : le pouvoir dont ils disposent leur donne le sentiment que leur seul verbe devient réalité, par un tour de main. C'est le syndrome des écrouelles : la mythologie veut que le roi de France n'ait eu qu'à se montrer aux malades pour qu'ils en guérissent. »

10/ Tout le monde cite à l'envi Voltaire et sa disposition à se battre pour que ceux dont il ne partage pas les idées aient le droit de les exprimer. Dans les faits, les voix discordantes ont tôt fait d'être sèchement ostracisées. Qu'est-ce que cela dit de l'état de santé de notre démocratie ?

Comme je l'ai dit, nous sommes aujourd'hui dans un ordre mondial occidental a priori fondé sur la recherche de la démocratie mais qui a été largement capté par des intérêts multinationaux parfaitement respectables mais dont le but premier et c'est normal n'est pas l'intérêt général. Les Etats sont censés garantir ce dernier mais d'une part sont affaiblis

par rapport à ces nouveaux pouvoirs, d'autre part sont de plus en plus intellectuellement soumis à des règles de conduite et schémas de pensée qui à mon avis s'éloignent sur le fond de la recherche absolue de liberté qui a été la base des Lumières (même si des dérives en ont découlé).

On peut gloser à juste titre sur les pouvoirs arbitraires qui se développent dans le monde. Cependant, à un moindre degré mais qui pourrait devenir très préoccupant, dans le monde occidental des mots comme le « bien », la « bienveillance, la « bonne gouvernance », etc. utiles à la base sont devenus des mots magiques pour fonder des politiques qui ont de plus en plus tendance à vouloir contrôler ceux qui de leur point de vue y dérogent et à devenir des couperets face à l'esprit critique et aux interprétations divergentes. Les médias se sont approprié les mots des pouvoirs, sans les remettre en cause, sauf par des critiques personnelles ou d'ordre politique, ce qui distrait à tous les sens du terme, et cela est grave. Sans compter la faiblesse de l'enseignement de l'esprit critique, pourtant indispensable face à la force décuplée des technologies de l'information.

La réglementation des contenus de l'information doit être utilisée « d'une main tremblante » comme le disait Montesquieu pour la loi en général. Je ne suis même pas sûre que beaucoup de gouvernants se rendent compte des dérives possibles de leurs bonnes intentions face à la liberté d'expression. C'est pour cela que les outils de l'intelligence stratégique, à savoir la veille permanente pour comprendre et anticiper le monde et la sensibilisation aux influences seraient indispensables dans les enseignements. Avec en additif des bases solides d'histoire et de philosophie, y compris des sciences.

[Claude Revel, esprit critique et décence commune](#)

☐☐ Mezze de tweets

☐ ☐☐ *Le futur président Harry Truman a fait son choix lui aussi : « Si nous voyons que l'Allemagne gagne, nous devons aider la Russie ; mais si c'est la Russie qui gagne, nous devons aider l'Allemagne, afin qu'ils s'entre-tuent au maximum. »* » <https://t.co/wAe24NdhzY>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 26, 2023](#)

<https://twitter.com/SouveraineTech/status/1674175870553010177?s=20>

"L'Union européenne envisage de dévier les rayons du soleil." Même Chuck Norris avait jeté l'éponge... <https://t.co/oXkM1bwBFU>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 28, 2023](#)

Pour sortir de l'hypocrisie générale, qui vire à la schizophrénie et puisque personne de sérieux ne songe à la décroissance, ayons au moins l'honnêteté de dénoncer le [#consuérisme](#), qui n'envisage la personne que dans son rapport à l'acquisition sans fin de biens et de services. <https://t.co/sNb2MpJwBS>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 28, 2023](#)

"Un [#Palantir](#) européen"

"Un [#ChatGPT](#) européen"

"Un [#Facebook](#) européen"

"Un [#Google](#) européen"...

Manquons-nous à ce point d'imagination ?

À quand un [#génie](#) européen ? <https://t.co/AWcBX0R1RC>

– Whaller (@whaller_fr) [June 28, 2023](#)

"Le logo d'[#Hyperloop](#) TT a été repeint en blanc et la société américaine est sommée de quitter le site de Francazal avant septembre 2023." <https://t.co/fNBenfVxAn>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 27, 2023](#)

"Des chercheurs tirent la sonnette d'alarme sur les outils d'[#IA](#), à l'origine destinés à repérer des cellules terroristes, qui finissent par être utilisés, outre Atlantique, pour repérer des syndicalistes en herbe ou des éléments « perturbateurs »." <https://t.co/OLl0BUxsqN>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 27, 2023](#)

Tant que l'on n'expliquera pas au grand public, bercé dans l'idée que la sainte concurrence est nécessairement bonne en soi, de quoi le protectionnisme doit nous protéger, tout le monde prendra cette posture – ce qui est un comble – pour une entrave à la juste marche du monde. <https://t.co/ImqzSp8zfr>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 25, 2023](#)

Paielements : SNCF, Système U et Auchan s'alarment de la progression de Visa et MasterCard <https://t.co/J4A4k6SvSk>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 24, 2023](#)

□ La [@CNIL](#) a prononcé le 15 juin une amende administrative à l'encontre de [@criteo](#) d'un montant de 40 000 000 € au regard des manquements constitués aux articles 7, 12, 13, 15, 17 et 26 du [#RGPD](#)

<https://t.co/ZQsFEVbdUm> pic.twitter.com/gLAzxkmI66

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 22, 2023](#)

Le [@CNRS](#) crée "à peu près DEUX STARTUPS PAR SEMAINE." □□

<https://t.co/I976t9x4Tn>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 19, 2023](#)

□□ **Hors spectre**



Saints archanges, Michel, Gabriel et Raphaël

La solitude est essentielle à la fraternité. Gabriel Marcel

**La vision budgétaire a
remplacé la vision politique.**

[Claude Revel](#) est essayiste et politiste, présidente du [GIE FRANCE SPORT EXPERTISE](#), dirigeante du think tank

SKEMA PUBLIKA, administratrice CLASQUIN, et présidente d'Information & Strategies.

1/ Vous êtes une pionnière dans la mise en œuvre de l'intelligence économique. Quel regard portez-vous sur l'essor qu'a connu cette discipline depuis la création de l'OBSIC en 1989 ?

D'abord notons que l'OBSIC était un organisme privé, créé fin 1988 à l'initiative des grands groupes de BTP français qui se lançaient à l'international et financé par eux. Nous avons au début reçu une petite participation du ministère de l'Équipement et du ministère des affaires étrangères sous forme d'un contrat de prestation, comme coup de pouce à une initiative de regroupement qui leur paraissait très pertinente. Il était entendu qu'ils se retireraient au bout d'un an et c'est ce qui s'est passé, ce qui ne nous pas empêchés de continuer à leur envoyer systématiquement nos rapports et notes, dans une logique de partenariat public-privé efficace.

Il y avait à l'époque dans l'administration et dans les grandes entreprises, bien avant le rapport Martre, des personnes sensibilisées à l'intérêt de comprendre et anticiper les marchés internationaux, même si nous n'appelions pas cela intelligence économique, mais c'est bien ce que nous faisons et qui s'est développé par la suite en lobbying réglementaire international auprès des grandes institutions. Je suis sûre qu'il y a eu d'autres initiatives du même genre dans d'autres secteurs, mais moins connues.

Après le rapport Martre de 1994, il y a eu des tentatives d'action commune public-privé, puis c'est retombé, puis le rapport Carayon de 2003 a vraiment relancé les choses. En est sortie notamment la nomination d'Alain Juillet comme Haut Responsable à l'IE.

Depuis lors, l'IE d'Etat a subi des hauts et des bas, dus en

grande partie au cloisonnement de l'organisation administrative et au fait que jamais ce projet d'IE d'Etat n'a été totalement porté par un politique. C'est à mon époque, de 2013 à 2015, qu'il y a eu un projet véritablement global mais dès fin 2015 il a été éclaté entre plusieurs ministères. Ce projet global, embrassant tout le spectre de l'IE, est encore à re créer. Il nous manque notamment aujourd'hui pour le secteur public une orientation commune sur l'influence, articulée avec les acteurs non étatiques.

En revanche côté entreprises, il me semble qu'il y a eu pas mal d'avancées, une vraie sensibilisation, notamment à la sécurisation. Tout n'est pas fait mais le secteur privé s'est globalement plus organisé que le public.

2/ Que pouvez-vous nous dire du Think Tank SKEMA PUBLIKA dont vous assurez le développement, notamment au regard des questions que nous traitons habituellement sur Souveraine Tech ?

Ce think tank a été créé pour porter une pensée d'origine et de portée internationales, non franco-française, sur des sujets sociétaux et géopolitiques, avec une volonté d'anticipation sur tous les sujets, sans agenda politique si ce n'est d'être indépendante et issue de l'esprit critique, le tout assorti de pistes de recommandations, pour le débat public et pour les décideurs de politiques publiques.

Nous avons une proximité intellectuelle avec Souveraine Tech, dans la mesure où nous essayons de ne pas être enfermés dans les schémas mentaux qui souvent formatent les élites et les débats français et où nous cherchons toujours à décrypter, notamment avec les outils critiques de l'intelligence économique. Même si ce n'est pas notre objectif initial, nous pensons ainsi contribuer au renforcement et au rayonnement international d'une pensée française ouverte et constructive sur le monde. La souveraineté d'un pays n'est pas le repli mais au contraire la capacité à affirmer sa singularité et à

être moteur dans un monde ouvert aux influences.

3/ Au XIVE siècle, Jean BURIDAN écrivait : « La volonté est l'intelligence et l'intelligence est la volonté. » De quoi manquons-nous exactement aujourd'hui ?

On peut aussi rappeler la phrase attribuée à Gramsci « le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté ». Je dirais qu'aujourd'hui en France et dans beaucoup de pays occidentaux, nous avons beaucoup d'intelligence mais manquons, non seulement de volonté, mais aussi de courage. Quand je dis « nous », je pense à ceux qui sont en charge de l'intérêt général, du bien commun, de la liberté d'expression, base de la démocratie. Car cette volonté ne manque pas, en revanche, aux forces économiques et idéologiques qui ont construit ce que j'ai appelé dans mon livre « La gouvernance mondiale a commencé » de 2006, la gouvernance libéralo-morale qui s'est développée avec la mondialisation financière et qui a conduit à un ordre mondial intenable. Il faut du courage pour s'y opposer, pour se réformer et bien sûr aussi une profonde intelligence des situations.

4/ Le génie de la lampe vous octroie le pouvoir de soumettre à la lecture intégrale d'un ouvrage un politique, un chef d'entreprise et un patron de média. Quels ouvrages faites-vous lire ? Et qui les faites vous lire ?

A un politique l'inévitable mais ô combien riche « Art de la guerre » de Sun Tzu, à un chef d'entreprise, notamment dans la tech, « 1984 » de George Orwell et à un patron de media « Fahrenheit 451 » de Ray Bradbury. A tous un livre de psychologie qui m'a beaucoup marquée « Que dites-vous après avoir dit bonjour ? » de Eric Berne, pour l'analyse dite transactionnelle des rapports humains. Pour tous, il faut également lire Jung, notamment sa théorie sur les archétypes. Des réflexions globales embrassant la technologie et la philosophie seraient également utiles, comme celles de Jean Staune.

5/ Aujourd'hui tout est technique, chiffré et assujéti à l'idée de rendement, d'efficacité ou d'optimisation. La règle de droit vous semble-t'elle encore échapper à ce vilain régime ?

Je crains que non. On a un peu perdu dans le droit la notion de principe au profit exclusif de l'outil. Il est clair que l'influence du droit anglo-saxon, la common law, y a été pour quelque chose. On le voit à fond dans les directives européennes, en matière de comptabilité et de finance par exemple mais aussi pour tout ce qui est gouvernance et ne parlons pas de la fiscalité. Cela touche aussi le droit des contrats. La longueur et le détail des textes sont effrayants, et j'irais jusqu'à dire que c'est contraire à l'efficacité, car lorsqu'on veut tout détailler, on oublie toujours quelque chose alors que la notion de droit romain de principe de droit interprété par le juge permet l'adaptation. Mais la règle de droit compliquée fait aussi le bonheur des cabinets d'avocats et de consultants.

6/ Internet est-il ou est il à vos yeux devenu un « service public » et le cas échéant quelles conséquences cela appelle-t'il ?

Oui l'internet est devenu aussi indispensable que l'eau et l'électricité pour toutes nos activités publiques et privées. La donnée est devenue source de richesse, pour l'instant surtout pour les grands groupes privés multinationaux qui ont initié l'internet et le dirigent. Nous avons laissé passer tous ces développements sans réaction, alors que beaucoup déjà alertaient. Il y a des évolutions, par exemple une participation publique au sein de l'ICANN. Mais la question de fond de l'accès pour tous n'est pas réglée. Rappelons d'ailleurs que pour l'eau et l'électricité, c'est le mouvement inverse qui se produit puisqu'elles sont déléguées à des groupes privés, pour censément faire régner la concurrence et les meilleurs prix. Les Etats ne sont pas organisés pour changer cet état de choses, même pour ceux qui le

souhaiteraient, sans compter l'esprit général qui est encore que ce qui est privé est toujours plus efficace. Certes cela est vrai pour les activités commerciales mais quand on parle de besoins du peuple, on doit considérer différemment les choses. Il faut une grande réflexion au niveau mondial, déjà européen, mais on n'est pas actuellement parti pour cela.

7/ Le monde ne parle plus que d'IA. Y'aurait-il de notre part une bien utile diversion ou exonération, pour n'avoir plus à puiser dans le génie ou effectuer le devoir humains ?

Pour faire l'IA il a fallu puiser dans le génie humain. En elle-même, elle est extraordinaire. Mais là encore, on a laissé et on laisse se développer des outils et des produits commerciaux avec fascination et sans en faire l'objet d'une réflexion politique, et même philosophique. Quand je dis on, ce sont les gouvernants car nombre de philosophes et sociologues analysent et alertent. Des comités d'éthique se sont créés par ci par là, et c'est bien mais pas suffisant.

Alors c'est vrai, le risque majeur est de déléguer à des outils gérés par des individus des décisions d'ordre politique. Oui l'IA va nous faciliter la vie mais si nous ne réagissons pas au niveau politique, elle continuera à être gérée par quelques-uns, les mêmes qui aujourd'hui nous parlent de revenu universel, bien pratique pour tenir les populations tranquilles avec en parallèle des produits d'entertainment et une éducation citoyenne dégradée qui leur feront oublier de faire appel à leur intelligence propre, à juger et aussi leurs devoirs de citoyens.

J'ai cependant confiance dans un sursaut, toutes les nouvelles technologies ont d'abord été captées par des individus plus ou moins prédateurs puis cela a été repris en mains pour l'intérêt général. J'ai le regret de dire que ce sursaut ne viendra peut-être pas de l'occident mais d'autres zones du monde, par exemple les BRICS, qui aujourd'hui s'organisent

pour un nouvel ordre mondial. L'IA en fait partie. Il serait très utile de discuter avec eux dans des enceintes multilatérales, pour de bon et pas via des réunions grandioses et des rapports.

8/ Que vous inspire l'allocation financière invraisemblable qui est faite à destination des startups ?

La vision budgétaire a remplacé la vision politique. En négatif comme en positif : on fait des « coupes » et des « rabots » dans les services publics parce qu'il faut faire des économies, et en sens inverse, quand on veut favoriser un secteur, ou face à une situation de crise, on répand l'argent en pensant ainsi répondre aux enjeux.

Le mot start up est aussi devenu magique. Or pour favoriser les activités entrepreneuriales technologiques innovantes et anticipatrices, il faut à la fois bien plus et bien moins qu'ouvrir systématiquement le portefeuille (des Français). Il faut bien plus, car pour favoriser l'essor de ces petites entreprises issues de la recherche, il faut d'abord débureaucratiser les processus, s'attaquer à la réforme de l'Etat et des administrations en général, qui est l'une des causes souvent avancées de départ à l'étranger de chercheurs entrepreneurs innovants. Il faut aussi anticiper, on n'est pas démuné d'intelligences sur ce point, mais le lien avec les décisions opérationnelles qui devraient en découler est bancal. Et on pourrait donner bien moins et plus efficacement, que d'argent pourrait être économisé en établissant des priorités, en les suivant réellement et en évitant les incohérences réglementaires, fiscales et les redondances de structures.

9/ Un sujet qui est peu abordé : la déconnexion croissante entre le langage et le réel, une vieille dispute de plusieurs siècles entre nominalistes et

réalistes : la trouvez-vous d'actualité et pour quelles raisons ?

Hyper d'actualité ! Pour m'éviter de re-rédiger...! je reprends ci-dessous quelques lignes de mon livre « Nous et le reste du monde » de 2007, désolée de me citer mais c'est par facilité.

« Dans la pensée enfantine, il y a des mots qui produisent des effets magiques : « Tu l'as dit, tu l'es », disent les enfants. Le mode d'information privilégié est le conte.

Le technocrate n'en est parfois pas loin. Le verbe est la réalité. On l'a dit, on l'a promis, on l'a écrit – donc c'est fait. Il en est ainsi des mots qu'on emploie de manière incantatoire : la « concertation », la « coordination », la « simplification », et depuis quelque temps, dans le commerce extérieur, « chasser en meute »... Le politique pour sa part affectionne « l'écoute ». L'énoncé même de ces mots dispense de précisions, ils sont des sésames censés par eux-mêmes produire des effets. Ainsi, l'on se réunit souvent pour se coordonner, sans bien savoir sur quoi et en quoi. Mais c'est une action qui se suffit à elle-même. [...]

Il s'agit d'un problème de prise sur la réalité, qui conduit à de graves faux-sens dans la communication. Quand un politique « écoute », celui qui lui parle a le sentiment que de ce dialogue va naître une action. C'est d'ailleurs pour cela qu'il parle. Or son interlocuteur politique pense quasiment, lui, qu'il a déjà fait son travail en se prêtant au dialogue. Pour le reste, il fera attribuer quelques crédits et l'affaire sera réglée. [...]

Cette « pensée magique » est amplifiée par la puissance des médias, qui par le seul fait de reprendre une annonce lui « donnent du corps ». On pense souvent que les promesses non tenues des politiciens révèlent leur cynisme. Peut-être, mais elles révèlent aussi leur « croyance magique », du moins en ce qui concerne les gouvernants en place : le pouvoir dont ils disposent leur donne le sentiment que leur seul verbe devient

réalité, par un tour de main. C'est le syndrome des écrouelles : la mythologie veut que le roi de France n'ait eu qu'à se montrer aux malades pour qu'ils en guérissent. »

10/ Tout le monde cite à l'envi Voltaire et sa disposition à se battre pour que ceux dont il ne partage pas les idées aient le droit de les exprimer. Dans les faits, les voix discordantes ont tôt fait d'être sèchement ostracisées. Qu'est-ce que cela dit de l'état de santé de notre démocratie ?

Comme je l'ai dit, nous sommes aujourd'hui dans un ordre mondial occidental a priori fondé sur la recherche de la démocratie mais qui a été largement capté par des intérêts multinationaux parfaitement respectables mais dont le but premier et c'est normal n'est pas l'intérêt général. Les Etats sont censés garantir ce dernier mais d'une part sont affaiblis par rapport à ces nouveaux pouvoirs, d'autre part sont de plus en plus intellectuellement soumis à des règles de conduite et schémas de pensée qui à mon avis s'éloignent sur le fond de la recherche absolue de liberté qui a été la base des Lumières (même si des dérives en ont découlé).

On peut gloser à juste titre sur les pouvoirs arbitraires qui se développent dans le monde. Cependant, à un moindre degré mais qui pourrait devenir très préoccupant, dans le monde occidental des mots comme le « bien », la « bienveillance, la « bonne gouvernance », etc. utiles à la base sont devenus des mots magiques pour fonder des politiques qui ont de plus en plus tendance à vouloir contrôler ceux qui de leur point de vue y dérogent et à devenir des couperets face à l'esprit critique et aux interprétations divergentes. Les médias se sont approprié les mots des pouvoirs, sans les remettre en cause, sauf par des critiques personnelles ou d'ordre politique, ce qui distrait à tous les sens du terme, et cela est grave. Sans compter la faiblesse de l'enseignement de l'esprit critique, pourtant indispensable face à la force décuplée des technologies de l'information.

La réglementation des contenus de l'information doit être utilisée « d'une main tremblante » comme le disait Montesquieu pour la loi en général. Je ne suis même pas sûre que beaucoup de gouvernants se rendent compte des dérives possibles de leurs bonnes intentions face à la liberté d'expression. C'est pour cela que les outils de l'intelligence stratégique, à savoir la veille permanente pour comprendre et anticiper le monde et la sensibilisation aux influences seraient indispensables dans les enseignements. Avec en additif des bases solides d'histoire et de philosophie, y compris des sciences.

[Claude Revel, esprit critique et décence commune](#)

Newsletter n°62 - 23 juin 2023

☐☐ **Éditorial**

Un gros mythe en stuc rose

Je crois, en contexte, avoir un petit accent plutôt correct en anglais, qui est une langue que j'aime, notamment du fait qu'elle m'a donné dans mes jeunes années accès à la musique des années 80 (la meilleure). Et non, je n'ai pas lu Shakespeare dans le texte, alas ! J'ai, par curiosité, écouté certaines « keynotes » données à l'occasion de VivaTech et me suis spontanément posé cette question : Mais personne ne veut donc leur dire qu'ils ne se rendent pas service en la disant

(si mal) en anglais ? Arrêtez un peu avec « la langue de l'international ». C'est évidemment un gros mythe en stuc rose posé au milieu du monde par ceux qui tiennent la boutique de l'anglophonie, en partie de ce fait ! Ça n'est pas parce que l'on parle anglais que l'on devient puissant ou charismatique (du tout). Et c'est précisément quand on est devenu puissant qu'il faudrait savoir oser parler français, avec panache ! Les recevez-vous sur LinkedIn ces courriers commerciaux non sollicités qui semblent trouver normal de vous « propose a meeting » quand tu t'appelles Jean-Michel ? STOP. Sommes-nous enfin décidés à comprendre que la langue peut parfois s'apparenter à un innocent outil de sujétion cognitive ? Bien sûr qu'il faut savoir parler l'anglais (two pints, please). Mais il faudrait apprendre aussi à ne le parler pas ! Cheers !

[Bertrand Leblanc-Barbedienne](#)

Nous recevons aujourd'hui [David Gendreau](#) et [Alexandre Leraître](#), réalisateurs des documentaires La Bataille d'Airbus (ARTE) et [Guerre fantôme](#) : la vente d'Alstom à General Electric (LCP).



LA BATAILLE D'AIRBUS

GRAND ENTRETIEN

**DAVID GENDREAU ET
ALEXANDRE LERAÎTRE**

**On ne peut pas reprocher aux États-Unis de défendre leurs
intérêts,
on peut en revanche reprocher aux élites françaises de ne pas
défendre les nôtres.**

□□ Le grand entretien

1/ Pourquoi se lancer dans la réalisation d'un tel documentaire ?

Notre précédent film sorti en 2017 qui révélait le scandale entourant la vente d'Alstom a eu un certain retentissement. Il a été visionné par des employés d'Airbus qui ont pris contact avec nous quelques mois plus tard. Airbus était au cœur de la tempête judiciaire à l'époque, et ces employés se sont reconnus dans l'affaire Alstom au point de craindre un dénouement similaire, à savoir l'infiltration de leur entreprise par des agents étrangers, et son démantèlement par un concurrent américain. Les deux sujets nous semblaient donc être dans une même continuité.

Et puis il y avait une question d'échelle : Alstom était certes un grand groupe, mais Airbus est une immense entreprise internationale, un symbole européen et l'unique concurrent des américains dans l'aéronautique. Airbus est aussi une entreprise stratégique officiant dans les domaines militaires les plus sensibles, comme les hélicoptères, les avions de chasse, les missiles tactiques et les missiles nucléaires. L'enjeu nous a donc semblé porté à une autre échelle. De là à lancer la production du film, il nous aura fallu 2 ans de plus pour convaincre Arte de se lancer dans l'aventure.

2/ Le vrai sujet, est-ce la corruption dans les affaires ou la loi extraterritoriale américaine ?

Il n'est pas question de minimiser la corruption dans ces dossiers. Elle est bien avérée et documentée, en particulier dans l'affaire Airbus qui a cet égard, était particulièrement gratinée ! Mais notre rôle est d'aller au-delà du simple constat que la corruption existe dans les grands groupes (ce qui n'est pas un scoop en soit), et de montrer la guerre économique qui sous-tend cette lutte contre la corruption. Et pour cause, certains n'osent pas dénoncer l'extraterritorialité du droit américain, qui cache visiblement d'autres objectifs. Certains pays, comme l'Allemagne, sont réticents à dénoncer cet impérialisme juridique, de peur de froisser les Américains d'une part, et par crainte de faire montre de complaisance dans la lutte contre la corruption. Or le sujet n'est pas là. On peut d'ailleurs retourner la question : si la loi américaine poursuit en priorité des entreprises européennes, doit-on en conclure que les entreprises américaines sont moins corrompues ? Ou est-ce tout simplement parce que leur corruption à elles n'est jamais sanctionnée ?

3/ Vous avez été amenés à interroger beaucoup de monde. Y-a-t'il un témoignage ou un témoin qui vous a marqué ou touché plus que les autres ? Et le cas échéant, pour

quelles raisons ?

L'histoire de Ian Foxley, le lanceur d'alerte britannique interrogé au début du film, nous a particulièrement touché. Cet ex-cadre d'une filiale britannique d'Airbus a découvert des faits de corruption en Arabie saoudite où il travaillait, et a tenté de faire éclater l'affaire. Il a vécu par la suite un véritable calvaire, en subissant toutes sortes de pression et en voyant sa vie professionnelle réduite à néant, sans parler de l'impact sur sa famille. Le FBI l'a approché pour en savoir plus ses trouvailles à cette époque, et nous pensons que cette rencontre explique les événements que nous relatons dans le film. Opiniâtre, il a tout de même réussi à faire juger son affaire en 2020, soit dix ans après avoir révélé les malversations dont il a été témoin.

4/ Qu'attendez-vous exactement de la diffusion de votre documentaire le **mardi 27 juin à 20h55 sur Arte** ?

Nous espérons que le public sera au rendez-vous. Le monde a été largement bouleversé pendant que nous faisons ce film, que ce soit par la pandémie ou la guerre en Ukraine. Ces deux événements ont remis au centre du débat public les notions de souveraineté et d'ingérence étrangère. La Bataille d'Airbus est largement centrée sur ces deux thématiques, et nous espérons que le film contribuera à alimenter intelligemment ce débat nécessaire.

5/ Vous auriez pu choisir comme bande sonore du documentaire le tube de Depeche Mode, « Everything counts », dont le refrain est « The grabbing hands / Grab all they can / All for themselves – after all / It's a competitive world ». Qu'en pensez-vous ?

Il aurait fallu avoir plus de budget pour la musique alors !
(rire)

Plus sérieusement, l'espionnage est au cœur des dossiers Alstom et Airbus. Que ce soit par l'entremise de leurs lois, de leurs procédures ou de leurs services de renseignement, les

Américains collectent toutes sortes de données économiques sensibles sur leurs concurrents, afin de rester les plus compétitifs possibles.

Les affaires Alstom et Airbus ont vu le jour parce que les Etats-Unis sont en mesure de collecter de nombreuses données compromettantes sur ces entreprises, et de monter un dossier anticorruption contre elles. Ils l'admettent publiquement d'ailleurs. Nous avons retrouvé une interview de James Woolsey, qui était le directeur de la CIA au moment où éclatait l'affaire Echelon. Cette interview du Figaro publiée en 2000 a complètement disparu depuis, mais nous avons réussi à retrouver une version papier.

Voici ce que disait James Woolsey :

« **LE FIGARO** – Alors, vous nous espionnez ?

James Woolsey – [...] Oui, les Etats-Unis ont clandestinement amassé des renseignements contre des firmes européennes. Eh oui, je crois que c'est tout à fait justifié. Soyons clairs : il n'est pas question d'espionnage industriel au profit d'entreprises américaines. Cela, les Etats-Unis ne le font absolument pas. Notre objectif est triple et limité. Surveiller les entreprises qui rompent les sanctions décidées par l'ONU ou par les Etats-Unis. Suivre à la trace les technologies duales. Et pour finir traquer la corruption dans le commerce international. »

Les Américains ne sont plus aussi cash dans leurs déclarations, mais les méthodes n'ont pas changé. Les révélations d'Edward Snowden ont non seulement révélé que les Etats-Unis espionnaient des citoyens du monde entier, mais aussi, et on le dit moins, des entreprises rivales des Etats-Unis. Wikileaks a confirmé cela en révélant que la NSA recueille des informations sur toutes les sociétés françaises présentes sur des marchés supérieurs à 200 millions de dollars.

Avec une telle masse d'informations, et une recherche si orientée, comment ne pas vouloir en faire profiter leur industrie ? C'est comme ça que vous vous retrouvez avec une affaire Alstom. La vraie question est plutôt celle-ci : quelle a été notre réaction ces 20 dernières années sur ces sujets ? Et c'est là que c'est le plus révoltant. Dans l'affaire Airbus on montre que l'on commence à prendre quelques mesures défensives, mais c'est très tardif et sûrement insuffisant.

6/ Les animations qui émaillent votre propos sont très réussies et ajoutent à l'impact de la narration. On sent bien que s'est joué là un drame en plusieurs actes. Quelle en serait la morale selon vous ?

Le fond de ces affaires étant très complexe, nous essayons de vulgariser au maximum les choses pour le grand public. Il ne s'agit pas simplement de pédagogie, mais surtout d'impliquer émotionnellement le spectateur, en lui racontant une histoire marquante. C'est pourquoi nous mobilisons beaucoup de codes narratifs à la culture populaire, comme les séries TV, le cinéma, les jeux vidéo ou la bande dessinée. Cela donne un parti pris visuel tranché dans lequel nous alternons entre reconstitutions avec des acteurs, des séquences en 2D ou en 3D, et des passages en dessin animé. Nous aimons également multiplier twists et flash-back pour rendre la narration plus impactante.

7/ Avez-vous rencontré des difficultés particulières ou été mis en difficulté dans le cadre de cette réalisation ?

La principale difficulté réside dans la reconstitution de faits qui se sont étalés sur une décennie entière. Nos nombreux interlocuteurs avaient parfois des difficultés à situer précisément tel ou tel événement dans le temps. Sans compter les rumeurs impossibles à prouver, l'inimitié entre tels et tels clans d'Airbus qui parfois brouillent les pistes. Si nous avons pu interroger près de 100 personnes en off durant cette enquête, il a fallu mettre en place une

méthodologie rigoureuse pour faire le tri des informations, établir une chronologie etc.

Ensuite la chaîne allemande qui codiffuse le film avec Arte, la NDR, a rendu la réalisation du film très compliquée. Nos partis pris visuels et esthétiques leurs déplaisaient, et la critique de l'impérialisme juridique américain sous l'angle de la guerre économique les mettait mal à l'aise. L'affaire n'est pas du tout perçue de la même manière en Allemagne. Il a fallu exprimer ces points de vue contradictoire dans un seul et même film. On s'est donc trouvé en plein psychodrame franco-allemand digne d'un sommet de l'Union Européenne. Cela a rendu la production compliquée : elle a duré trois ans quasiment à plein temps.

8/ Une forme de discernement, tout en nuance, est perceptible dans la narration du documentaire. On sent comme une envie de comprendre, qui en forme le fil rouge. Quelle était votre vision des choses en amont ? Et correspond-elle à celle que vous en avez eue en aval ?

Notre point de vue sur l'affaire a beaucoup évolué au fur et à mesure de la production. Le film est conçu pour que le spectateur suive le même cheminement que nous pendant notre enquête. Là où l'affaire Alstom était en grande partie terminée lorsque nous avons travaillé dessus, l'affaire Airbus nous semblait elle, en perpétuel mouvement. Nous avons suivi cette évolution, et le film tente de retranscrire ce point de vue de l'enquêteur qui évolue sans cesse.

L'affaire Alstom a beaucoup influencé notre perception d'Airbus, au début du moins. Idem chez nombre d'interlocuteurs, de l'entreprise ou de l'Etat, qui partageaient cette grille de lecture. Or, si les deux affaires sont étroitement liées, elles sont très différentes. Nous avons dû jongler avec ce paradoxe tout au long de l'enquête.

9/ Le mot de souveraineté est sur toutes les bouches aujourd'hui. Qu'est-ce que « La Bataille d'Airbus » en dit exactement, surtout en matière juridique ?

Que la souveraineté est avant tout une question de volonté politique. Nos élites ont multiplié les renoncements sur les questions de souveraineté, sous couvert d'une mondialisation inéluctable et d'une union européenne sur laquelle on se défasse lorsqu'on refuse de traiter un sujet.

L'affaire Airbus montre au contraire qu'avec une nouvelle loi, 4 ou 5 magistrats et une stratégie claire, il est tout à fait possible de défendre ses intérêts nationaux face à l'hyperpuissance américaine. Notre grande crainte est que cette affaire n'ait été qu'un sursaut de circonstance, un simple coup de com' lié au hasard du calendrier, et qui ne sera pas suivi d'une stratégie pérenne dans le temps.

10/ Après avoir vu votre documentaire, on conserve un goût amer lié à l'arrogance manifeste des Américains dans ce récit. S'agit-il là selon vous des Etats-Unis ou d'une certaine élite aux mains desquelles se trouvent actuellement les Etats-Unis

La doctrine d'intelligence économique américaine a vu le jour sous Bill Clinton il y a plus de 30 ans, et est devenue réellement offensive après le 11 septembre. L'extraterritorialité fait consensus chez les démocrates comme chez les républicains, elle n'est pas donc liée à l'élite politique actuelle en particulier. Si nous sommes parfois critique vis-à-vis des Etats-Unis, en montrant les manœuvres déloyales qu'ils déploient à notre encontre, nous devons d'abord être sévères avec nous-mêmes : le grand coupable de l'affaire Alstom, c'était avant tout la gestion désastreuse du dossier par l'Etat français. On ne peut pas reprocher aux Etats-Unis de défendre leurs intérêts, on peut en revanche reprocher aux élites françaises de ne pas défendre les nôtres.



☐☐ Mezze de tweets

☐ La [@CNIL](#) a prononcé le 15 juin une amende administrative à l'encontre de [@criteo](#) d'un montant de 40 000 000 € au regard des manquements constitués aux articles 7, 12, 13, 15, 17 et 26 du [#RGPD](#)

<https://t.co/ZQsFEVbdUm> pic.twitter.com/gLAzxkmI66

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 22, 2023](#)

☐ Coup de gueule ("rant" en anglais)

"Quelles sont les langues qui dominant le monde ?" Cette

carte aurait une toute autre allure si les Français qui mènent la danse dans leurs domaines respectifs avaient l'intelligence d'imposer le français dans leurs échanges avec le monde, ... pic.twitter.com/rUa4CmxPin

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 21, 2023](#)

Comment oracler les fonds de tiroir... C'est bien la [@dgccrf](#) qui est compétente en matière de publicité mensongère ?
□ <https://t.co/9k0Vf01zwa>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 21, 2023](#)

□ "Les gouvernements de l'UE veulent autoriser la surveillance étatique des journalistes et de leurs interlocuteurs, y compris l'utilisation de logiciels espions, si les autorités chargées de la sécurité le jugent nécessaire." <https://t.co/EXSf0vQfbI>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 20, 2023](#)

"La souffrance partout sensible dans nos sociétés ultramodernes vient de ce que chacun est sommé de s'affirmer en souverain gouverneur de sa propre vie, alors que son statut n'est plus garanti par les lois mais dépend de la solidité des liens affectifs et économiques qu'il a pu...
pic.twitter.com/6fIcF0TjHl

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 19, 2023](#)

"Près de 8 entreprises sur 10 souhaitent localiser leurs données sensibles en France", c'est ce que révèle une étude [@numeum](#)

Un corollaire logique : NE PAS exposer ces données à la

menace juridique extraterritoriale, en ayant recours à des éditeurs ☐☐ !<https://t.co/03vjYon0VB>

– Whaller (@whaller_fr) [June 19, 2023](#)

"Alors que le ministère des Armées a indiqué vouloir bloquer le rachat de [#Segault](#) par l'américain [#Flowserve](#), une autre entreprise stratégique est menacée. [#Velan](#) Lyon SAS est toujours contenue dans l'offre de rachat du groupe canadien Velan." <https://t.co/rcZBLs0qUN>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 17, 2023](#)

☐ Spectaculaire ! Doublage après échantillonnage de voix v/s doublage automatique. Imaginez un chef d'État en mesure de s'adresser au monde entier, de manière "naturelle" (sic) et dans la langue maternelle de chacun.

Via [@benoitraphael](#) sur LinkedIn <https://t.co/oKh8WThSSQ>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 18, 2023](#)

"Avec près de 95% de oui, les Genevois acceptent d'ancrer la protection de l'intégrité numérique dans la Constitution." <https://t.co/EmT7ohvX0M>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 18, 2023](#)

La Commission européenne a retiré le contrat qu'elle avait attribué à British Telecom pour la fourniture du réseau [#TESTA](#), le service conçu pour assurer l'échange sécurisé d'informations sensibles entre les autorités publiques des États membres de l'UE. <https://t.co/gujcDUccm9>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 18, 2023](#)

"[#CommandePublique](#) : l'État ouvre enfin la porte aux startups françaises et mobilise le privé"<https://t.co/xwy9GSnAuk>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [June 18, 2023](#)

☐☐ Hors spectre

<https://www.youtube.com/watch?v=Sa22eu1FWyo&feature=youtu.be>

Diffusion à la TV le mardi 27 juin à 20h55 sur Arte

« Dieu donne à la franchise, à la fidélité, à la droiture un accent qui ne peut être ni contrefait, ni méconnu. » **Joseph de Maistre**

On ne peut pas reprocher aux

États-Unis de défendre leurs intérêts, on peut en revanche reprocher aux élites françaises de ne pas défendre les nôtres.

[David Gendreau](#) et [Alexandre Leraître](#) sont les réalisateurs des documentaires *La Bataille d'Airbus* (ARTE) et *Guerre fantôme* : la vente d'Alstom à General Electric (LCP).

1/ Pourquoi se lancer dans la réalisation d'un tel documentaire ?

Notre précédent film sorti en 2017 qui révélait le scandale entourant la vente d'Alstom a eu un certain retentissement. Il a été visionné par des employés d'Airbus qui ont pris contact avec nous quelques mois plus tard. Airbus était au cœur de la tempête judiciaire à l'époque, et ces employés se sont reconnus dans l'affaire Alstom au point de craindre un dénouement similaire, à savoir l'infiltration de leur entreprise par des agents étrangers, et son démantèlement par un concurrent américain. Les deux sujets nous semblaient donc être dans une même continuité.

Et puis il y avait une question d'échelle : Alstom était certes un grand groupe, mais Airbus est une immense entreprise internationale, un symbole européen et l'unique concurrent des américains dans l'aéronautique. Airbus est aussi une entreprise stratégique officiant dans les domaines militaires les plus sensibles, comme les hélicoptères, les avions de chasse, les missiles tactiques et les missiles nucléaires. L'enjeu nous a donc semblé porté à une autre échelle. De là à

lancer la production du film, il nous aura fallu 2 ans de plus pour convaincre Arte de se lancer dans l'aventure.

2/ Le vrai sujet, est-ce la corruption dans les affaires ou la loi extraterritoriale américaine ?

Il n'est pas question de minimiser la corruption dans ces dossiers. Elle est bien avérée et documentée, en particulier dans l'affaire Airbus qui a cet égard, était particulièrement gratinée ! Mais notre rôle est d'aller au-delà du simple constat que la corruption existe dans les grands groupes (ce qui n'est pas un scoop en soit), et de montrer la guerre économique qui sous-tend cette lutte contre la corruption. Et pour cause, certains n'osent pas dénoncer l'extraterritorialité du droit américain, qui cache visiblement d'autres objectifs. Certains pays, comme l'Allemagne, sont réticents à dénoncer cet impérialisme juridique, de peur de froisser les Américains d'une part, et par crainte de faire montre de complaisance dans la lutte contre la corruption. Or le sujet n'est pas là. On peut d'ailleurs retourner la question : si la loi américain poursuit en priorité des entreprises européennes, doit-on en conclure que les entreprises américaines sont moins corrompues ? Ou est-ce tout simplement parce que leur corruption à elles n'est jamais sanctionnée ?

3/ Vous avez été amenés à interroger beaucoup de monde. Y-a-t'il un témoignage ou un témoin qui vous a marqué ou touché plus que les autres ? Et le cas échéant, pour quelles raisons ?

L'histoire de Ian Foxley, le lanceur d'alerte britannique interrogé au début du film, nous a particulièrement touché. Cet ex-cadre d'une filiale britannique d'Airbus a découvert des faits de corruption en Arabie saoudite où il travaillait, et a tenté de faire éclater l'affaire. Il a vécu par la suite un véritable calvaire, en subissant toutes sortes de pression et en voyant sa vie professionnelle réduite à néant, sans parler de l'impact sur sa famille. Le FBI l'a approché pour en

savoir plus ses trouvailles à cette époque, et nous pensons que cette rencontre explique les événements que nous relatons dans le film. Opiniâtre, il a tout de même réussi à faire juger son affaire en 2020, soit dix ans après avoir révélé les malversations dont il a été témoin.

4/ Qu'attendez-vous exactement de la diffusion de votre documentaire le *mardi 27 juin à 20h55 sur Arte* ?

Nous espérons que le public sera au rendez-vous. Le monde a été largement bouleversé pendant que nous faisons ce film, que ce soit par la pandémie ou la guerre en Ukraine. Ces deux événements ont remis au centre du débat public les notions de souveraineté et d'ingérence étrangère. La Bataille d'Airbus est largement centrée sur ces deux thématiques, et nous espérons que le film contribuera à alimenter intelligemment ce débat nécessaire.

5/ Vous auriez pu choisir comme bande sonore du documentaire le tube de Depeche Mode, « *Everything counts* », dont le refrain est « *The grabbing hands / Grab all they can / All for themselves – after all / It's a competitive world* ». Qu'en pensez-vous ?

Il aurait fallu avoir plus de budget pour la musique alors !
(rire)

Plus sérieusement, l'espionnage est au cœur des dossiers Alstom et Airbus. Que ce soit par l'entremise de leurs lois, de leurs procédures ou de leurs services de renseignement, les Américains collectent toutes sortes de données économiques sensibles sur leurs concurrents, afin de rester les plus compétitifs possibles.

Les affaires Alstom et Airbus ont vu le jour parce que les Etats-Unis sont en mesure de collecter de nombreuses données compromettantes sur ces entreprises, et de monter un dossier anticorruption contre elles. Ils l'admettent publiquement d'ailleurs. Nous avons retrouvé une interview de James

Woolsey, qui était le directeur de la CIA au moment où éclatait l'affaire Echelon. Cette interview du Figaro publiée en 2000 a complètement disparu depuis, mais nous avons réussi à retrouver une version papier.

Voici ce que disait James Woolsey :

« **LE FIGARO** – Alors, vous nous espionnez ?

James Woolsey – [...] Oui, les Etats-Unis ont clandestinement amassé des renseignements contre des firmes européennes. Eh oui, je crois que c'est tout à fait justifié. Soyons clairs : il n'est pas question d'espionnage industriel au profit d'entreprises américaines. Cela, les Etats-Unis ne le font absolument pas. Notre objectif est triple et limité. Surveiller les entreprises qui rompent les sanctions décidées par l'ONU ou par les Etats-Unis. Suivre à la trace les technologies duales. Et pour finir traquer la corruption dans le commerce international. »

Les Américains ne sont plus aussi cash dans leurs déclarations, mais les méthodes n'ont pas changé. Les révélations d'Edward Snowden ont non seulement révélé que les Etats-Unis espionnaient des citoyens du monde entier, mais aussi, et on le dit moins, des entreprises rivales des Etats-Unis. Wikileaks a confirmé cela en révélant que la NSA recueille des informations sur toutes les sociétés françaises présentes sur des marchés supérieurs à 200 millions de dollars.

Avec une telle masse d'informations, et une recherche si orientée, comment ne pas vouloir en faire profiter leur industrie ? C'est comme ça que vous vous retrouvez avec une affaire Alstom. La vraie question est plutôt celle-ci : quelle a été notre réaction ces 20 dernières années sur ces sujets ? Et c'est là que c'est le plus révoltant. Dans l'affaire Airbus on montre que l'on commence à prendre quelques mesures défensives, mais c'est très tardif et sûrement insuffisant.

6/ Les animations qui émaillent votre propos sont très réussies et ajoutent à l'impact de la narration. On sent bien que s'est joué là un drame en plusieurs actes. Quelle en serait la morale selon vous ?

Le fond de ces affaires étant très complexe, nous essayons de vulgariser au maximum les choses pour le grand public. Il ne s'agit pas simplement de pédagogie, mais surtout d'impliquer émotionnellement le spectateur, en lui racontant une histoire marquante. C'est pourquoi nous mobilisons beaucoup de codes narratifs à la culture populaire, comme les séries TV, le cinéma, les jeux vidéo ou la bande dessinée. Cela donne un parti pris visuel tranché dans lequel nous alternons entre reconstitutions avec des acteurs, des séquences en 2D ou en 3D, et des passages en dessin animé. Nous aimons également multiplier twists et flash-back pour rendre la narration plus impactante.

7/ Avez-vous rencontré des difficultés particulières ou été mis en difficulté dans le cadre de cette réalisation ?

La principale difficulté réside dans la reconstitution de faits qui se sont étalés sur une décennie entière. Nos nombreux interlocuteurs avaient parfois des difficultés à situer précisément tel ou tel événement dans le temps. Sans compter les rumeurs impossibles à prouver, l'inimitié entre tels et tels clans d'Airbus qui parfois brouillent les pistes. Si nous avons pu interroger près de 100 personnes en off durant cette enquête, il a fallu mettre en place une méthodologie rigoureuse pour faire le tri des informations, établir une chronologie etc.

Ensuite la chaîne allemande qui codiffuse le film avec Arte, la NDR, a rendu la réalisation du film très compliquée. Nos partis pris visuels et esthétiques leurs déplaisaient, et la critique de l'impérialisme juridique américain sous l'angle de la guerre économique les mettait mal à l'aise. L'affaire n'est pas du tout perçue de la même manière en Allemagne. Il a fallu

exprimer ces points de vue contradictoires dans un seul et même film. On s'est donc trouvé en plein psychodrame franco-allemand digne d'un sommet de l'Union Européenne. Cela a rendu la production compliquée : elle a duré trois ans quasiment à plein temps.

8/ Une forme de discernement, tout en nuance, est perceptible dans la narration du documentaire. On sent comme une envie de comprendre, qui en forme le fil rouge. Quelle était votre vision des choses en amont ? Et correspond-elle à celle que vous en avez eue en aval ?

Notre point de vue sur l'affaire a beaucoup évolué au fur et à mesure de la production. Le film est conçu pour que le spectateur suive le même cheminement que nous pendant notre enquête. Là où l'affaire Alstom était en grande partie terminée lorsque nous avons travaillé dessus, l'affaire Airbus nous semblait elle, en perpétuel mouvement. Nous avons suivi cette évolution, et le film tente de retranscrire ce point de vue de l'enquêteur qui évolue sans cesse.

L'affaire Alstom a beaucoup influencé notre perception d'Airbus, au début du moins. Idem chez nombre d'interlocuteurs, de l'entreprise ou de l'Etat, qui partageaient cette grille de lecture. Or, si les deux affaires sont étroitement liées, elles sont très différentes. Nous avons dû jongler avec ce paradoxe tout au long de l'enquête.

9/ Le mot de souveraineté est sur toutes les bouches aujourd'hui. Qu'est-ce que « La Bataille d'Airbus » en dit exactement, surtout en matière juridique ?

Que la souveraineté est avant tout une question de volonté politique. Nos élites ont multiplié les renoncements sur les questions de souveraineté, sous couvert d'une mondialisation inéluctable et d'une union européenne sur laquelle on se défousse lorsqu'on refuse de traiter un sujet.

L'affaire Airbus montre au contraire qu'avec une nouvelle loi, 4 ou 5 magistrats et une stratégie claire, il est tout à fait possible de défendre ses intérêts nationaux face à l'hyperpuissance américaine. Notre grande crainte est que cette affaire n'ait été qu'un sursaut de circonstance, un simple coup de com' lié au hasard du calendrier, et qui ne sera pas suivi d'une stratégie pérenne dans le temps.

10/ Après avoir vu votre documentaire, on conserve un goût amer lié à l'arrogance manifeste des Américains dans ce récit. S'agit-il là selon vous des Etats-Unis ou d'une certaine élite aux mains desquelles se trouvent actuellement les États-Unis

La doctrine d'intelligence économique américaine a vu le jour sous Bill Clinton il y a plus de 30 ans, et est devenue réellement offensive après le 11 septembre. L'extraterritorialité fait consensus chez les démocrates comme chez les républicains, elle n'est pas donc liée à l'élite politique actuelle en particulier. Si nous sommes parfois critiques vis-à-vis des Etats-Unis, en montrant les manœuvres déloyales qu'ils déploient à notre encontre, nous devons d'abord être sévères avec nous-mêmes : le grand coupable de l'affaire Alstom, c'était avant tout la gestion désastreuse du dossier par l'Etat français. On ne peut pas reprocher aux Etats-Unis de défendre leurs intérêts, on peut en revanche reprocher aux élites françaises de ne pas défendre les nôtres.



<https://www.youtube.com/watch?v=Sa22eu1FWyo&feature=youtu.be>

Newsletter n°61 - 16 juin 2023

☐☐ Éditorial

Assis sur les levées

Nous nous asseyons sur les levées. Pas un jour sans que nous soyons tenus de nous réjouir du fait que quatre ou cinq ingénieurs et un génie du marketing, dont le nez perle encore de la Blédine aient « levé » des dizaines voire des centaines

de millions d'euros sur une idée « disruptive » avec des pépites d'IA à l'intérieur. Par décence, attendez voir que ça marche ou que ça crache un peu avant de parler de ce qui a été pompé. Dans ce monde si responsable et durable et bas carbone et inclusif et solidaire, représentez-vous un peu, si tout ce discours a un sens quelconque, ce que 100 millions peuvent représenter pour un Français qui a déjà du mal à s'offrir un vivasteak. Arrêtez de nous mentir, tout ça ne vaut pas tout ça, évidemment. Enfin pas tout à fait. Et puis tout ne se règle pas à coup de virements quand même. Parlez nous de souveraineté, d'humanité, de rentabilité, de pérennité, parlez-nous d'avancées, de percées, de service, de prouesses, de noblesse, de conquêtes... Parlez-nous de la France de la tech discrète, attelée, ouvragière, productive, opiniâtre... Parlez-nous de la tech UTILE ici et maintenant. Pas, ou en tout cas un tout petit peu moins de celle qui gagne au grattage ou au tirage. Et par pitié, arrêtez, par souci d'hygiène mentale, de psalmodier ces montants obscènes qui ne représentent en vérité que de lointains paris faits sur 9 canassons dans le seul espoir que le 10ème gagne la course.

[Bertrand Leblanc-Barbedienne](#)

Nous recevons aujourd'hui [Dominique Luzeaux](#), qui est Directeur de l'[Agence du Numérique de Défense](#)



GRAND ENTRETIEN

DOMINIQUE LUZEAUX

La souveraineté en matière de défense n'est pas une option.

□□ Le grand entretien

1/ En matière de défense, la souveraineté vous paraît-elle être une option ? Et si non, quelle définition personnelle en donneriez-vous ?

Une définition assez largement répandue aujourd'hui est celle de Louis Le Fur, né en 1870 : « la souveraineté est la qualité de l'État de n'être obligé ou déterminé que par sa propre volonté ».

Une telle définition repose cependant sur une hypothèse où on avait des environnements fermés ou tout au moins où les échanges entre divers environnements politico-économiques étaient maîtrisés en quantité et qualité. Ce n'est plus le cas aujourd'hui dans un monde ouvert, où l'incertain et le complexe règnent, d'autant plus quand on aborde la question du numérique, lequel pose un espace sans frontières sur l'espace géo-politico-industriel.

Pour avoir une définition plus opérationnelle, je pense qu'il

faut prendre les choses autrement, en partant de la liberté d'appréciation, de décision et d'action. Les différentes éditions des Livres Blancs pour la Défense et la Revue Nationale Stratégique soulignent que l'autonomie stratégique est perçue comme le moyen pour un État d'exercer sa souveraineté, afin de détenir cette liberté d'appréciation, de décision et d'action. D'ailleurs, cette recherche d'autonomie stratégique est un des principes fondateurs de notre politique de dissuasion nucléaire depuis des décennies, théorisée par le général Lucien Poirier : c'est « la faculté pour un peuple de choisir librement, à l'abri de toute pression étrangère, le projet politique qu'il juge conforme à ses intérêts et à ses ressources ».

Par conséquent, pour un État, sauf à avoir intégré dans sa politique le fait de dépendre d'un autre pour se défendre, la souveraineté en matière de défense n'est pas une option.

Ceci dit, au-delà de cette réflexion axée sur la stratégie politique, on peut aussi s'intéresser à la souveraineté industrielle, à la souveraineté technologique, concepts qui reprennent la définition générale en la particularisant respectivement au domaine de la production industrielle, ou à telle ou telle technologie. La question tient alors de la maîtrise : dans la mesure où il n'est pas possible de tout vouloir maîtriser, selon les niveaux souhaités sur cette autonomie souhaitée, on aura des niveaux différents de souveraineté : souveraineté dégradée, quand on recherche maîtrise et résilience limitées au périmètre vital ; souveraineté partielle, maîtrise et résilience de activités critiques ; souveraineté complète, maîtrise et résilience étendues. Le vrai sujet est donc de définir ces différents périmètres, en fonction de la stratégie politique en amont, et en fonction des ressources budgétaires et humaines en aval.

2/ Les temps étranges que nous traversons vous paraissent-ils propices à un rapprochement entre les mondes civil et militaire ?

En fait, il n'y jamais deux mondes indépendants qui

s'ignoreraient. De nombreuses technologies et applications civiles sont issues de développements issus du monde militaire, et réciproquement le monde militaire se nourrit des innovations et développements civils. Il est donc essentiel que ces deux mondes s'appuient l'un sur l'autre, tant en matière d'innovation que sur le plan industriel.

Si l'on peut dire qu'en général le monde civil avance plus vite, notamment dans le domaine numérique, et que le monde militaire a alors intérêt à profiter de cette dynamique, il convient aussi de noter que le monde militaire permet des investissements ciblés sur des segments de niche, ce qui peut ensuite entraîner des applications inédites dans le monde civil. D'un côté, la logique de rentabilité court terme et d'agilité, de l'autre côté l'investissement plus long terme et davantage de conservatisme pour garder une maîtrise permanente de ses moyens. Ceci dit, les révolutions technologiques s'enchaînent, et les distinctions évoquées ci-dessus tendent à s'effacer, en particulier dans la mesure où les conflits actuels sont souvent asymétriques, le « faible » recherchant dans la disruption provenant du monde civil un avantage sur le « fort » qui, lui, s'appuie sur son existant issu du monde militaire. On le voit en Ukraine, mais cela avait déjà été le cas en Irak ou en Afghanistan.

3/ Quelles sont les métamorphoses auxquelles nos armées doivent se préparer ?

L'objectif recherché par les armées est de détenir la capacité convergente d'analyse, d'intégration et de partage au sein d'un système qui orchestre les milieux (Terre, Air, Mer, Espace) et les champs (informationnel, électromagnétique, cybernétique) entre eux, incarnant le bout-en-bout métier tactique-opératif-stratégique. Il s'agit de se doter d'une capacité de conduite et de commandement interarmées d'une opération OTAN interconnectant les différentes plateformes dédiées aux milieux ou aux champs, ce que l'on appelle le concept multi-milieu multi-champ (M2MC).

L'effet final recherché est de pouvoir transporter, partager,

exploiter en temps réel, stocker, administrer et sécuriser des données via les services/applications métier standard, en mode « plug and fight » avec nos alliés et partenaires de circonstance d'une opération majeure.

Aujourd'hui, l'efficacité des armées est intrinsèquement dépendante de leur environnement numérique, primordial pour les opérations comme pour les activités organiques, qui ne cesse de s'étendre et de se complexifier. Cet environnement numérique constitue désormais :

- la trame de la connectivité (compréhension des situations) et du combat collaboratif en M2MC (multi-domaine multi-champ) ;

- la toile de l'interopérabilité technique, déterminante pour notre ambition nation-cadre (OTAN, coalition ad hoc, UE).

Au plan opérationnel, la maîtrise de notre environnement numérique est centrale pour « gagner la guerre avant la guerre ». Elle est liée aux 6 aptitudes structurantes des armées :

- moyen de la supériorité informationnelle et du renseignement préalable à l'action (Anticiper) ;

- maîtrise de la donnée, de la réactivité des forces et de l'orchestration des effets (Combattre), aptitude d'autant plus prégnante en engagement de haute intensité ;

- clé de l'intégration M2MC (Intégrer) ;

- facteur de continuité tout au long de la chaîne de commandement, de résilience des forces et des systèmes d'armes (Se protéger) ;

- moyen de renforcer l'assise organique des armées (flux logistiques, gestion des stocks, optimisation de la disponibilité des moyens, etc.) (Soutenir et durer) ;

- support propre au champ informationnel et trame du milieu cyber (Influencer).

Le numérique modifie le contexte militaire tout autant qu'il transforme notre société : rapidité de transmission d'informations, nouveaux espaces de conflictualité tels le cyberespace, mais aussi l'espace avec sa militarisation

éventuelle et les menaces sur les différents satellites. Il convient donc de s'y adapter en permanence.

4/ Est-ce que l'une des manières de limiter l'exposition de nos données militaires à un ennemi potentiel n'est pas simplement d'en produire moins en nous montrant plus efficaces ? Le mot à la mode est sobriété, n'est-ce pas ?

Les données sont un avantage clé : les réduire serait se priver de moyens d'appréciation, de décision et d'action. La sobriété n'est pas dans la production de données, mais dans la consommation de ressources (matérielles, énergétiques) lors de leur utilisation.

Par contre, évidemment, il faut maîtriser et réduire au maximum la copie multiple de la même donnée, et c'est dans une telle recherche d'efficacité (partage, mutualisation), qu'il convient de raisonner en termes de sobriété.

L'enjeu clé en termes d'exposition de nos données à un ennemi potentiel est en fait celui de la sécurité des données et de leur accès. Le chiffrement, la séparation des réseaux, l'étiquetage des données en y intégrant des attributs quant à leur droit d'accès (cf. modèle ABAC) sont des éléments de réponse technique.

5/ Si Gustave Le Bon revenait à la vie, quel chapitre ajouterait-il selon vous à sa Psychologie des Foules ?

L'ouvrage de Gustave Le Bon date de la fin du XIXe siècle et est terriblement moderne. Évidemment il ne connaissait pas les réseaux sociaux numériques, mais ses considérations sur la psychologie des foules s'appliquent directement. Les communautés d'intérêt, ou les phénomènes de « like » ou de « bashing », répondent aux principes décrits par Gustave Le Bon : la foule n'est pas une simple somme de ses membres, mais développe une « âme », qui peut soit mener à un sentiment de « puissance » et à des actes violents qu'un individu n'aurait pas commis, soit mener à un « évanouissement » de la

personnalité individuelle. En effet les utilisateurs des réseaux sociaux, qui se cachent derrière l'anonymat ou un pseudonyme, manifestent les traits d'irresponsabilité notés par Gustave Le Bon, face à leurs prises de position (si tant est qu'un commentaire jeté sur un réseau social est une véritable prise de position réfléchie et assumée). Gustave Le Bon n'aurait donc pas rajouté un chapitre, mais aurait trouvé dans certaines utilisations sociétales du numérique d'autres exemples pour illustrer ses considérations !

6/ Hors la menace armée, de quoi devons-nous nous défendre aujourd'hui ?

La Revue Nationale Stratégique, publiée en novembre 2022 par le Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale, rappelle les intérêts nationaux de sécurité :

- protection du territoire national ;
- sécurité des États en application des traités par lesquels nous sommes liés ;
- stabilité de notre voisinage compte tenu des répercussions immédiates que toute crise y émergeant aurait sur notre propre territoire, métropolitain comme ultramarin ;
- liberté d'accès aux espaces communs dont le cyberespace, mais aussi le spatial et les espaces aéromaritimes.

La cybersécurité, la cyberdéfense, plus généralement la résilience cyber, est donc affirmée comme clé pour maintenir l'autonomie de décision et d'action de la France qui, rappelons-le, est membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, 7e économie mondiale contrôlant la 2e Zone économique exclusive, et est doté de l'arme nucléaire.

Les espaces communs (cyber, spatial, fonds marins et espaces aéromaritimes) font aujourd'hui l'objet d'une compétition de puissance renouvelée. Leur importance opérationnelle comme géographique croît alors que les règles communes qui les gouvernent sont insuffisantes, fragilisées ou contestées.

Sans rentrer dans le détail, en attaques physiques, il suffit

de se remémorer entre autres les dommages récents subis par certains câbles sous-marins qui ont ralenti le trafic Internet pour certaines régions mondiales, les dommages sur des fibres terrestres en Allemagne récemment ou en France il y a 2 ans. La menace est donc multiforme, d'où la nécessité de rechercher des réponses variées, ce qui nécessite de faire évoluer nos modèles d'armées.

7/ Le numérique de défense obéit-il à vos yeux aux lois de la science économique ou de l'économie politique ?

En temps de paix, ces lois s'appliquent nécessairement, dans la mesure où la politique d'un gouvernement est globale et ne se concentre pas uniquement sur l'aspect défense. C'est l'enjeu de nos modèles démocratiques de savoir raisonner ainsi globalement, écouter le citoyen tout en préservant les intérêts de l'Etat, répondre aux problématiques actuelles sans obérer l'avenir.

Évidemment, le numérique de défense pourrait profiter d'une augmentation budgétaire plus forte encore, mais cela se ferait alors au détriment d'autres choix, car les ressources budgétaires sont limitées par l'exercice de recherche d'équilibre politique et économique. Ce sont donc bien les règles de l'économie et de la politique qui déterminent les ressources disponibles pour le numérique de défense.

La situation serait tout autre en temps de guerre. Ceci dit, on serait alors dans un autre contexte politique et économique, avec d'autres lois. Donc, in fine, nonobstant ce changement de référentiel, on pourrait alors dire que l'on suivrait ces nouvelles lois !

8/ Les Armées pourraient-elles intégrer durablement et par défaut des solutions logicielles « souveraines », au point d'en nationaliser certaines ?

Que veut vraiment dire « nationaliser » ? Je pense qu'il faut plutôt poser la question en termes de définition de champions, par domaine, nationaux et/ou européens. Par ailleurs, ce n'est

pas qu'une question qui préoccuperait potentiellement les Armées, c'est une question de défense et de résilience de l'État.

Le numérique s'exerce macroscopiquement dans trois domaines : les données qui sont le cœur de l'enjeu, les applications informatiques qui permettent leur traitement, et les réseaux qui transmettent les échanges au sein de l'espace numérique.

Chaque domaine a ses propres enjeux de maîtrise.

Pour les données, il faut en contrôler la quantité, la qualité, la propriété. Il faut maîtriser l'accès à ces données, ainsi que la perte des données, fût-elle intentionnelle ou pas.

Les applications informatiques nécessitent l'acquisition de calculateurs et logiciels de nouvelle génération ayant en particulier des capacités d'apprentissage, d'où des questions de maîtrise de la confiance de ces logiciels. Si l'on ne peut chercher à maîtriser l'ensemble de la chaîne des calculateurs (ceci dit, c'est ce que fait par exemple Amazon Web Services, construisant l'ensemble des ressources matérielles nécessaires pour fournir commercialement les services), la maîtrise de la définition et de la fabrication de certains composants électroniques est clé. Mais l'est tout autant la maîtrise de certaines matières premières, comme les terres rares ou autres éléments rentrant dans la composition des équipements électroniques. Si la découverte de gisements est possible (comme en Suède très récemment), c'est plutôt la voie du recyclage qu'il faudrait développer de manière intensive.

Enfin, pour les réseaux, la maîtrise physique de bout en bout (terre, mer, air et espace) se décline au travers de leur sécurisation, de leur intégrité et de leur approvisionnement énergétique. N'oublions pas que le cyberspace n'est pas que virtuel et la couche de transport en est une empreinte physique majeure.

Tout ceci montre l'importance de la sécurisation et de la maîtrise de certaines technologies pour garantir la capacité à utiliser certains moyens d'action. Mais encore faut-il savoir les produire, et ensuite les distribuer et en rendre possible l'accès.

Une telle analyse doit se faire sur toute la chaîne de valeur du numérique : maîtrise des technologies ; maîtrise de la production de ces technologies, des produits et services associés ; maîtrise de la commercialisation et de la distribution des produits et services. Ces 3 dimensions sont à considérer, de la même manière qu'une maison a des fondations, des murs, et un toit.

Pour entamer un dialogue constructif avec l'industrie du numérique française, mais aussi avec certains établissements de recherche et de développement ainsi qu'avec des associations professionnelles et syndicales pour évaluer l'impact sociétal de certaines orientations, j'ai contribué à la création en 2022 du GINUM, le groupement des intervenants du numérique dans les domaines de la défense, de la sécurité et des enjeux d'importance vitale, pour un numérique souverain et responsable en France.

Les trois objectifs principaux du GINUM sont :

- fédérer l'expertise technologique, académique et industrielle des acteurs du numérique français ;
- organiser le dialogue entre institutionnels et acteurs du secteur ;
- promouvoir un numérique au bénéfice de la souveraineté et de la responsabilité sociétale et environnementale.

9/ Que vous inspire le fait que le US Special Operations Command n'ait aucun scrupule à [faire usage des deepfakes](#) dans le cadre de ses campagnes de [déstabilisation](#) ?

La Revue Nationale Stratégique souligne que certains États utilisent de plus en plus systématiquement l'arme cyber afin

de défendre leurs intérêts stratégiques ou dans le cadre de tensions géopolitiques. Ces stratégies hybrides (attaques cyber et numérique, espace) exploitent la difficulté, pour la plupart des États démocratiques, d'apporter une réponse efficace compatible avec le respect des engagements, traités et principes politiques au fondement de l'ordre international.

Un de nos enjeux est donc d'accélérer, d'adapter, de compléter notre posture stratégique face à des menaces qui évoluent dans leur allure, dans leur nature et dans leur espace, dans un cadre de plus en plus marqué par ces stratégies hybrides ou de déni d'accès pour peser sur nos intérêts (exploitation des vulnérabilités des flux ou infrastructures logistiques, des espaces aéromaritimes). Ceci amène à de nouveaux modes de réponse : LID (lutte informatique défensive), LIO (lutte informatique offensive), et désormais LII (lutte informatique d'influence), qui s'exerce dans les différentes dimensions diplomatique, militaire, économique, mais aussi culturelle, sportive, linguistique, informationnelle.

Dans le champ de la lutte contre les manipulations de l'information venant de compétiteurs étrangers, la France doit disposer d'un large éventail d'options de réponse. En particulier, il y a un besoin d'outils de riposte tant juridiques que numériques contre les intermédiaires (« proxies ») que des puissances hostiles utilisent afin de démultiplier leurs actions de contestation ou de compétition, tout en maintenant un déni plausible.

Cette posture est d'autant plus nécessaire que des entreprises privées développent progressivement des capacités offensives, des armes et des outils d'espionnage cyber sophistiqués prêts à l'emploi. Cette course à l'armement cyber accroît le risque d'escalade. La menace cybercriminelle, qui atteint un niveau inédit de sophistication et de désinhibition, constitue donc un défi stratégique pour notre sécurité nationale.

10/ L'atlantisme technologique qui affecte notre pays vous paraît-il aller dans le sens des intérêts de notre vieille nation ?

Je ne suis pas convaincu qu'il y ait un atlantisme technologique. Il est manifeste que dans le numérique, les champions Outre-Atlantique investissent massivement chaque année. Mais sur le strict plan des ressources budgétaires, l'Europe et certains de ses membres économiquement les plus favorisés pourraient tout autant le faire.

En fait, ce qui fait la différence, c'est qu'il n'y a pas forcément de volonté d'investir durablement, au-delà des changements de majorité, et c'est là le problème.

Une compétence dans le numérique se construit sur une décennie, avec une logique d'investissement qui ne doit pas souffrir d'à-coups. Pour avoir l'effet escompté, une telle politique doit, sur le plan financier, éviter tout saupoudrage et dispersion des efforts, et donc amener à des choix et des renoncements, assumés dans la durée.

Par ailleurs, n'oublions pas que la première société de pose de câbles sous-marins était française ; que le protocole TCP-IP faisant aujourd'hui fonctionner Internet est basé sur la commutation de paquets, idée française à l'origine ; que le Minitel était un concept disruptif et novateur préfigurant le déploiement généralisé futur de l'ordinateur individuel au sein de chaque foyer, ainsi que l'accès de tout public à des sites non institutionnels, tels les 3615 préfigurant les sites Internet de charme ; que Rhône-Poulenc était il y a 30 ans un des leaders de la chimie et du traitement des terres rares...

Donc ce n'est pas le potentiel d'innovation qui nous fait potentiellement défaut. C'est par contre une volonté politique, qui ne se cacherait pas derrière l'illusion d'un libéralisme économique élevé au niveau européen, qui n'est pas compatible simultanément des logiques de rentabilité court terme et d'investissement long terme.

La clé du changement pour un redressement de notre industrie,

tant au niveau national qu'europpéen : priorisation des moyens et mise en œuvre d'une politique industrielle cohérente. Cela passe par : revoir les dispositifs visant à mettre en synergies les acteurs publics et privés, définir des modes de gouvernance appropriés, et mettre en place des structures coopératives dans la durée.

Pour le mot de la fin, pour traiter la problématique de la souveraineté numérique, il faudrait l'organiser suivant un triptyque, avec une double logique de centralisation de la gouvernance et de décentralisation territoriale de l'exécution, la cohérence globale de la mise en œuvre de la politique publique étant garantie par la boucle de régulation.

La souveraineté en matière de défense n'est pas une option.

[Dominique Luzeaux](#) est Directeur de l'**[Agence du Numérique de Défense](#)**

1/ En matière de défense, la souveraineté vous paraît-elle être une option ? Et si non, quelle définition personnelle en donneriez-vous ?

Une définition assez largement répandue aujourd'hui est celle de Louis Le Fur, né en 1870 : « la souveraineté est la qualité de l'État de n'être obligé ou déterminé que par sa propre

volonté ».

Une telle définition repose cependant sur une hypothèse où on avait des environnements fermés ou tout au moins où les échanges entre divers environnements politico-économiques étaient maîtrisés en quantité et qualité. Ce n'est plus le cas aujourd'hui dans un monde ouvert, où l'incertain et le complexe règnent, d'autant plus quand on aborde la question du numérique, lequel pose un espace sans frontières sur l'espace géo-politico-industriel.

Pour avoir une définition plus opérationnelle, je pense qu'il faut prendre les choses autrement, en partant de la liberté d'appréciation, de décision et d'action. Les différentes éditions des Livres Blancs pour la Défense et la Revue Nationale Stratégique soulignent que l'autonomie stratégique est perçue comme le moyen pour un État d'exercer sa souveraineté, afin de détenir cette liberté d'appréciation, de décision et d'action. D'ailleurs, cette recherche d'autonomie stratégique est un des principes fondateurs de notre politique de dissuasion nucléaire depuis des décennies, théorisée par le général Lucien Poirier : c'est « la faculté pour un peuple de choisir librement, à l'abri de toute pression étrangère, le projet politique qu'il juge conforme à ses intérêts et à ses ressources ».

Par conséquent, pour un État, sauf à avoir intégré dans sa politique le fait de dépendre d'un autre pour se défendre, la souveraineté en matière de défense n'est pas une option.

Ceci dit, au-delà de cette réflexion axée sur la stratégie politique, on peut aussi s'intéresser à la souveraineté industrielle, à la souveraineté technologique, concepts qui reprennent la définition générale en la particularisant respectivement au domaine de la production industrielle, ou à telle ou telle technologie. La question tient alors de la maîtrise : dans la mesure où il n'est pas possible de tout vouloir maîtriser, selon les niveaux souhaités sur cette autonomie souhaitée, on aura des niveaux différents de souveraineté : souveraineté dégradée, quand on recherche maîtrise et résilience limitées au périmètre vital ;

souveraineté partielle, maîtrise et résilience de activités critiques ; souveraineté complète, maîtrise et résilience étendues. Le vrai sujet est donc de définir ces différents périmètres, en fonction de la stratégie politique en amont, et en fonction des ressources budgétaires et humaines en aval.

2/ Les temps étranges que nous traversons vous paraissent-ils propices à un rapprochement entre les mondes civil et militaire ?

En fait, il n'y jamais deux mondes indépendants qui s'ignorerait. De nombreuses technologies et applications civiles sont issues de développements issus du monde militaire, et réciproquement le monde militaire se nourrit des innovations et développements civils. Il est donc essentiel que ces deux mondes s'appuient l'un sur l'autre, tant en matière d'innovation que sur le plan industriel.

Si l'on peut dire qu'en général le monde civil avance plus vite, notamment dans le domaine numérique, et que le monde militaire a alors intérêt à profiter de cette dynamique, il convient aussi de noter que le monde militaire permet des investissements ciblés sur des segments de niche, ce qui peut ensuite entraîner des applications inédites dans le monde civil. D'un côté, la logique de rentabilité court terme et d'agilité, de l'autre côté l'investissement plus long terme et davantage de conservatisme pour garder une maîtrise permanente de ses moyens. Ceci dit, les révolutions technologiques s'enchaînent, et les distinctions évoquées ci-dessus tendent à s'effacer, en particulier dans la mesure où les conflits actuels sont souvent asymétriques, le « faible » recherchant dans la disruption provenant du monde civil un avantage sur le « fort » qui, lui, s'appuie sur son existant issu du monde militaire. On le voit en Ukraine, mais cela avait déjà été le cas en Irak ou en Afghanistan.

3/ Quelles sont les métamorphoses auxquelles nos armées doivent se préparer ?

L'objectif recherché par les armées est de détenir la capacité

convergente d'analyse, d'intégration et de partage au sein d'un système qui orchestre les milieux (Terre, Air, Mer, Espace) et les champs (informationnel, électromagnétique, cybernétique) entre eux, incarnant le bout-en-bout métier tactique-opératif-stratégique. Il s'agit de se doter d'une capacité de conduite et de commandement interarmées d'une opération OTAN interconnectant les différentes plateformes dédiées aux milieux ou aux champs, ce que l'on appelle le concept multi-milieu multi-champ (M2MC).

L'effet final recherché est de pouvoir transporter, partager, exploiter en temps réel, stocker, administrer et sécuriser des données via les services/applications métier standard, en mode « plug and fight » avec nos alliés et partenaires de circonstance d'une opération majeure.

Aujourd'hui, l'efficacité des armées est intrinsèquement dépendante de leur environnement numérique, primordial pour les opérations comme pour les activités organiques, qui ne cesse de s'étendre et de se complexifier. Cet environnement numérique constitue désormais :

- la trame de la connectivité (compréhension des situations) et du combat collaboratif en M2MC (multi-domaine multi-champ) ;

- la toile de l'interopérabilité technique, déterminante pour notre ambition nation-cadre (OTAN, coalition ad hoc, UE).

Au plan opérationnel, la maîtrise de notre environnement numérique est centrale pour « gagner la guerre avant la guerre ». Elle est liée aux 6 aptitudes structurantes des armées :

- moyen de la supériorité informationnelle et du renseignement préalable à l'action (Anticiper) ;

- maîtrise de la donnée, de la réactivité des forces et de l'orchestration des effets (Combattre), aptitude d'autant plus prégnante en engagement de haute intensité ;

- clé de l'intégration M2MC (Intégrer) ;

- facteur de continuité tout au long de la chaîne de commandement, de résilience des forces et des systèmes d'armes (Se protéger) ;

- moyen de renforcer l'assise organique des armées (flux logistiques, gestion des stocks, optimisation de la disponibilité des moyens, etc.) (Soutenir et durer) ;
- support propre au champ informationnel et trame du milieu cyber (Influencer).

Le numérique modifie le contexte militaire tout autant qu'il transforme notre société : rapidité de transmission d'informations, nouveaux espaces de conflictualité tels le cyberespace, mais aussi l'espace avec sa militarisation éventuelle et les menaces sur les différents satellites. Il convient donc de s'y adapter en permanence.

4/ Est-ce que l'une des manières de limiter l'exposition de nos données militaires à un ennemi potentiel n'est pas simplement d'en produire moins en nous montrant plus efficaces ? Le mot à la mode est sobriété, n'est-ce pas ?

Les données sont un avantage clé : les réduire serait se priver de moyens d'appréciation, de décision et d'action. La sobriété n'est pas dans la production de données, mais dans la consommation de ressources (matérielles, énergétiques) lors de leur utilisation.

Par contre, évidemment, il faut maîtriser et réduire au maximum la recopie multiple de la même donnée, et c'est dans une telle recherche d'efficacité (partage, mutualisation), qu'il convient de raisonner en termes de sobriété.

L'enjeu clé en termes d'exposition de nos données à un ennemi potentiel est en fait celui de la sécurité des données et de leur accès. Le chiffrement, la séparation des réseaux, l'étiquetage des données en y intégrant des attributs quant à leur droit d'accès (cf. modèle ABAC) sont des éléments de réponse technique.

5/ Si Gustave Le Bon revenait à la vie, quel chapitre

ajouterait-il selon vous à sa Psychologie des Foules ?

L'ouvrage de Gustave Le Bon date de la fin du XIXe siècle et est terriblement moderne. Évidemment il ne connaissait pas les réseaux sociaux numériques, mais ses considérations sur la psychologie des foules s'appliquent directement. Les communautés d'intérêt, ou les phénomènes de « like » ou de « bashing », répondent aux principes décrits par Gustave Le Bon : la foule n'est pas une simple somme de ses membres, mais développe une « âme », qui peut soit mener à un sentiment de « puissance » et à des actes violents qu'un individu n'aurait pas commis, soit mener à un « évanouissement » de la personnalité individuelle. En effet les utilisateurs des réseaux sociaux, qui se cachent derrière l'anonymat ou un pseudonyme, manifestent les traits d'irresponsabilité notés par Gustave Le Bon, face à leurs prises de position (si tant est qu'un commentaire jeté sur un réseau social est une véritable prise de position réfléchie et assumée). Gustave Le Bon n'aurait donc pas rajouté un chapitre, mais aurait trouvé dans certaines utilisations sociétales du numérique d'autres exemples pour illustrer ses considérations !

6/ Hors la menace armée, de quoi devons-nous nous défendre aujourd'hui ?

La Revue Nationale Stratégique, publiée en novembre 2022 par le Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale, rappelle les intérêts nationaux de sécurité :

- protection du territoire national ;
- sécurité des États en application des traités par lesquels nous sommes liés ;
- stabilité de notre voisinage compte tenu des répercussions immédiates que toute crise y émergeant aurait sur notre propre territoire, métropolitain comme ultramarin ;
- liberté d'accès aux espaces communs dont le cyberespace, mais aussi le spatial et les espaces aéromaritimes.

La cybersécurité, la cyberdéfense, plus généralement la résilience cyber, est donc affirmée comme clé pour maintenir

l'autonomie de décision et d'action de la France qui, rappelons-le, est membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, 7e économie mondiale contrôlant la 2e Zone économique exclusive, et est doté de l'arme nucléaire.

Les espaces communs (cyber, spatial, fonds marins et espaces aéromaritimes) font aujourd'hui l'objet d'une compétition de puissance renouvelée. Leur importance opérationnelle comme géographique croît alors que les règles communes qui les gouvernent sont insuffisantes, fragilisées ou contestées.

Sans rentrer dans le détail, en attaques physiques, il suffit de se remémorer entre autres les dommages récents subis par certains câbles sous-marins qui ont ralenti le trafic Internet pour certaines régions mondiales, les dommages sur des fibres terrestres en Allemagne récemment ou en France il y a 2 ans.

La menace est donc multiforme, d'où la nécessité de rechercher des réponses variées, ce qui nécessite de faire évoluer nos modèles d'armées.

7/ Le numérique de défense obéit-il à vos yeux aux lois de la science économique ou de l'économie politique ?

En temps de paix, ces lois s'appliquent nécessairement, dans la mesure où la politique d'un gouvernement est globale et ne se concentre pas uniquement sur l'aspect défense. C'est l'enjeu de nos modèles démocratiques de savoir raisonner ainsi globalement, écouter le citoyen tout en préservant les intérêts de l'Etat, répondre aux problématiques actuelles sans obérer l'avenir.

Évidemment, le numérique de défense pourrait profiter d'une augmentation budgétaire plus forte encore, mais cela se ferait alors au détriment d'autres choix, car les ressources budgétaires sont limitées par l'exercice de recherche d'équilibre politique et économique. Ce sont donc bien les règles de l'économie et de la politique qui déterminent les ressources disponibles pour le numérique de défense.

La situation serait tout autre en temps de guerre. Ceci dit,

on serait alors dans un autre contexte politique et économique, avec d'autres lois. Donc, in fine, nonobstant ce changement de référentiel, on pourrait alors dire que l'on suivrait ces nouvelles lois !

8/ Les Armées pourraient-elles intégrer durablement et par défaut des solutions logicielles « souveraines », au point d'en nationaliser certaines ?

Que veut vraiment dire « nationaliser » ? Je pense qu'il faut plutôt poser la question en termes de définition de champions, par domaine, nationaux et/ou européens. Par ailleurs, ce n'est pas qu'une question qui préoccuperait potentiellement les Armées, c'est une question de défense et de résilience de l'État.

Le numérique s'exerce macroscopiquement dans trois domaines : les données qui sont le cœur de l'enjeu, les applications informatiques qui permettent leur traitement, et les réseaux qui transmettent les échanges au sein de l'espace numérique.

Chaque domaine a ses propres enjeux de maîtrise.

Pour les données, il faut en contrôler la quantité, la qualité, la propriété. Il faut maîtriser l'accès à ces données, ainsi que la perte des données, fût-elle intentionnelle ou pas.

Les applications informatiques nécessitent l'acquisition de calculateurs et logiciels de nouvelle génération ayant en particulier des capacités d'apprentissage, d'où des questions de maîtrise de la confiance de ces logiciels. Si l'on ne peut chercher à maîtriser l'ensemble de la chaîne des calculateurs (ceci dit, c'est ce que fait par exemple Amazon Web Services, construisant l'ensemble des ressources matérielles nécessaires pour fournir commercialement les services), la maîtrise de la définition et de la fabrication de certains composants électroniques est clé. Mais l'est tout autant la maîtrise de certaines matières premières, comme les terres rares ou autres éléments rentrant dans la composition des équipements

électroniques. Si la découverte de gisements est possible (comme en Suède très récemment), c'est plutôt la voie du recyclage qu'il faudrait développer de manière intensive.

Enfin, pour les réseaux, la maîtrise physique de bout en bout (terre, mer, air et espace) se décline au travers de leur sécurisation, de leur intégrité et de leur approvisionnement énergétique. N'oublions pas que le cyberspace n'est pas que virtuel et la couche de transport en est une empreinte physique majeure.

Tout ceci montre l'importance de la sécurisation et de la maîtrise de certaines technologies pour garantir la capacité à utiliser certains moyens d'action. Mais encore faut-il savoir les produire, et ensuite les distribuer et en rendre possible l'accès.

Une telle analyse doit se faire sur toute la chaîne de valeur du numérique : maîtrise des technologies ; maîtrise de la production de ces technologies, des produits et services associés ; maîtrise de la commercialisation et de la distribution des produits et services. Ces 3 dimensions sont à considérer, de la même manière qu'une maison a des fondations, des murs, et un toit.

Pour entamer un dialogue constructif avec l'industrie du numérique française, mais aussi avec certains établissements de recherche et de développement ainsi qu'avec des associations professionnelles et syndicales pour évaluer l'impact sociétal de certaines orientations, j'ai contribué à la création en 2022 du GINUM, le groupement des intervenants du numérique dans les domaines de la défense, de la sécurité et des enjeux d'importance vitale, pour un numérique souverain et responsable en France.

Les trois objectifs principaux du GINUM sont :

- fédérer l'expertise technologique, académique et industrielle des acteurs du numérique français ;
- organiser le dialogue entre institutionnels et acteurs du

secteur ;

– promouvoir un numérique au bénéfice de la souveraineté et de la responsabilité sociétale et environnementale.

9/ Que vous inspire le fait que le US Special Operations Command n'ait aucun scrupule à faire usage des deepfakes dans le cadre de ses campagnes de déstabilisation ?

La Revue Nationale Stratégique souligne que certains États utilisent de plus en plus systématiquement l'arme cyber afin de défendre leurs intérêts stratégiques ou dans le cadre de tensions géopolitiques. Ces stratégies hybrides (attaques cyber et numérique, espace) exploitent la difficulté, pour la plupart des États démocratiques, d'apporter une réponse efficace compatible avec le respect des engagements, traités et principes politiques au fondement de l'ordre international.

Un de nos enjeux est donc d'accélérer, d'adapter, de compléter notre posture stratégique face à des menaces qui évoluent dans leur allure, dans leur nature et dans leur espace, dans un cadre de plus en plus marqué par ces stratégies hybrides ou de déni d'accès pour peser sur nos intérêts (exploitation des vulnérabilités des flux ou infrastructures logistiques, des espaces aéromaritimes). Ceci amène à de nouveaux modes de réponse : LID (lutte informatique défensive), LIO (lutte informatique offensive), et désormais LII (lutte informatique d'influence), qui s'exerce dans les différentes dimensions diplomatique, militaire, économique, mais aussi culturelle, sportive, linguistique, informationnelle.

Dans le champ de la lutte contre les manipulations de l'information venant de compétiteurs étrangers, la France doit disposer d'un large éventail d'options de réponse. En particulier, il y a un besoin d'outils de riposte tant juridiques que numériques contre les intermédiaires (« proxies ») que des puissances hostiles utilisent afin de démultiplier leurs actions de contestation ou de compétition, tout en

maintenant un déni plausible.

Cette posture est d'autant plus nécessaire que des entreprises privées développent progressivement des capacités offensives, des armes et des outils d'espionnage cyber sophistiqués prêts à l'emploi. Cette course à l'armement cyber accroît le risque d'escalade. La menace cybercriminelle, qui atteint un niveau inédit de sophistication et de désinhibition, constitue donc un défi stratégique pour notre sécurité nationale.

10/ L'atlantisme technologique qui affecte notre pays vous paraît-il aller dans le sens des intérêts de notre vieille nation ?

Je ne suis pas convaincu qu'il y ait un atlantisme technologique. Il est manifeste que dans le numérique, les champions Outre-Atlantique investissent massivement chaque année. Mais sur le strict plan des ressources budgétaires, l'Europe et certains de ses membres économiquement les plus favorisés pourraient tout autant le faire.

En fait, ce qui fait la différence, c'est qu'il n'y a pas forcément de volonté d'investir durablement, au-delà des changements de majorité, et c'est là le problème.

Une compétence dans le numérique se construit sur une décennie, avec une logique d'investissement qui ne doit pas souffrir d'à-coups. Pour avoir l'effet escompté, une telle politique doit, sur le plan financier, éviter tout saupoudrage et dispersion des efforts, et donc amener à des choix et des renoncements, assumés dans la durée.

Par ailleurs, n'oublions pas que la première société de pose de câbles sous-marins était française ; que le protocole TCP-IP faisant aujourd'hui fonctionner Internet est basé sur la commutation de paquets, idée française à l'origine ; que le Minitel était un concept disruptif et novateur préfigurant le déploiement généralisé futur de l'ordinateur individuel au sein de chaque foyer, ainsi que l'accès de tout public à des sites non institutionnels, tels les 3615 préfigurant les sites

Internet de charme ; que Rhône-Poulenc était il y a 30 ans un des leaders de la chimie et du traitement des terres rares...
Donc ce n'est pas le potentiel d'innovation qui nous fait potentiellement défaut. C'est par contre une volonté politique, qui ne se cacherait pas derrière l'illusion d'un libéralisme économique élevé au niveau européen, qui n'est pas compatible simultanément des logiques de rentabilité court terme et d'investissement long terme.

La clé du changement pour un redressement de notre industrie, tant au niveau national qu'europpéen : priorisation des moyens et mise en œuvre d'une politique industrielle cohérente. Cela passe par : revoir les dispositifs visant à mettre en synergies les acteurs publics et privés, définir des modes de gouvernance appropriés, et mettre en place des structures coopératives dans la durée.

Pour le mot de la fin, pour traiter la problématique de la souveraineté numérique, il faudrait l'organiser suivant un triptyque, avec une double logique de centralisation de la gouvernance et de décentralisation territoriale de l'exécution, la cohérence globale de la mise en œuvre de la politique publique étant garantie par la boucle de régulation.

Il faut en revenir à l'Europe souhaitée par le général de Gaulle.

[Patrice Huiban](#) est Président du [Nouvel Essor Français](#) et l'auteur d'[Osons changer le modèle français](#).

1/ Quel regard le St Cyrien que vous êtes porte-t-il sur l'état des techniques, moyens et outils dont dispose la France ?

Je ne sais pas si le regard d'un saint-cyrien est spécifique ?.

Quoi qu'il en soit, je pense que la situation actuelle du pays laisse un goût amer, le sentiment d'un immense gâchis tant le potentiel de la France est élevé de par sa géographie, ses talents scientifiques, les compétences de sa main-d'œuvre, l'esprit entrepreneurial qui y souffle à nouveau, condition sine qua non pour créer des richesses dans nos territoires et financer ainsi de façon pérenne et souveraine, et non pas l'endettement, notre prospérité, notre niveau de vie et tous les services associés (santé, éducation, justice, etc.).

Ce potentiel est plus que jamais élevé avec une population davantage prête au sursaut qu'il y a trente ans. Pourquoi ? Il y a un retour du patriotisme, une très bonne nouvelle en soi, c'est-à-dire une puissante attente de collectif, dans toutes les couches de la société. Il n'y a qu'à regarder les emballages des produits en rayon. Dès qu'il est ne serait-ce que conçu en France, il y a un gros logo bleu-blanc-rouge. Le but des entreprises n'étant pas de faire du patriotisme pour du patriotisme, mais de faire prospérer un modèle économique, cela traduit une forte attente des citoyens remontée par toutes les études marketing, pour des raisons sociale et environnementale ou pour des raisons d'emploi, de compétitivité. Le « Made in France » rassemble ainsi au-delà des courants politiques, à droite comme à gauche.

Une première difficulté est que là où ce retour du patriotisme est le plus faible, c'est chez ceux qui sont payés pour porter l'étendard, pour sonner le tocsin du renouveau, à savoir les hauts-fonctionnaires que je connais bien pour en être, qui conseillent et irriguent le monde politique. Y règne majoritairement et a minima un conformisme résigné ou, pire,

une logique post-nationale de dissolution de la Nation dans des ensembles supranationaux.

Au-delà, sur le fond, ce potentiel est gâché par une mauvaise gestion de l'argent public qui asphyxie le pays à petit feu, les marges de nos PME, qui emploient 70% des salariés dans nos territoires, et le pouvoir d'achat des actifs. A titre d'exemple, une étude KPMG de 2019 montre que le résultat net (par définition après impôts) d'une entreprise qui fait 34M€ de chiffre d'affaires est de 5M€ aux Pays-Bas, 4,4M€ en Allemagne, 3M€ en Italie et... 1M€ en France ! Et ces pays ne sont pas des enfers sociaux, mais au contraire des contrées qui affichent des indicateurs socio-économiques généralement meilleurs que les nôtres. Du côté des actifs et selon l'IFRAP, sur 100€ versés par les employeurs, les salariés français perçoivent 47€ contre 60€ en moyenne au sein de l'UE et 70€ en Suisse, pays qui affiche des taux de pauvreté et même d'inégalités inférieurs aux nôtres.

2/ Avec Nouvel Essor Français, vous dites vouloir « changer le modèle » français. Peut-on vous demander le modèle que vous avez vous-même « en magasin » ?

Le modèle alternatif que l'on propose peut se résumer en trois axes.

- Faire vivre notre modèle social et environnemental de haut niveau en ramenant les prélèvements obligatoires (impôts, taxes et cotisations sociales) qui pèsent sur nos PME dans la moyenne européenne et en augmentant notre effort global de recherche, les pays les plus dynamiques sur le temps long (Corée du Sud, Allemagne, Etats-Unis notamment) y consacrant 3,5% à 4,5% de leur PIB contre 2,2% en France. De façon imagée, il s'agit de faire grossir le gâteau avant de partager les parts.
- Mettre des moyens sur le terrain dans les 5 fonctions de base attendues par les citoyens : Education, Santé, Justice, Sécurité et Défense.

- Financer cette politique en diminuant de façon ciblée de 10% la dépense publique, soit 150Md€, en respectant 3 principes : remettre l'Etat sur la stratégie (le Quoi et le Pourquoi ?) et laisser aux acteurs dans les territoires (les maires, les préfets, les entreprises, les branches professionnelles, etc.) le soin du « comment » atteindre les objectifs nationaux déclinés localement ; moins d'agents dans les bureaux et plus sur le terrain, « moins de gras et plus de muscles » ; ne jamais séparer le décideur du payeur afin de responsabiliser les acteurs, un maire élu démocratiquement sur un projet n'ayant au mieux la main que sur 40% de son budget par exemple.

3/ La guerre économique vous semble-t-elle aussi une affaire militaire ? Plus généralement, et en écho à une tribune dont vous fûtes signataire, les militaires doivent-ils s'engager davantage en politique ?

Oui, il y a de fortes analogies entre le monde économique et le monde militaire. Dans les deux cas, des acteurs aux intérêts divers, voire opposés, se confrontent dans une dialectique des volontés, dans une partie d'échecs à plusieurs acteurs, afin d'atteindre leurs objectifs respectifs. On y trouve les notions complémentaires de stratégie et de tactique, souvent confondues dans le monde civil. On y trouve également une nécessaire agilité permise par une chaîne de commandement simple et réactive, une connexion permanente aux réalités du terrain – via une interaction naturelle entre les échelons de décisions et les échelons opérationnels – et une autonomie laissée aux acteurs à partir du moment où ils savent situer leur action au regard des grands objectifs de leur organisation.

Oui, j'ai cosigné une tribune dans Le Figaro en 2015 pour dénoncer une discrimination dont font l'objet les militaires, à savoir une impossibilité pratique à s'engager dans le débat

d'idées. C'est statutairement possible, mais à travers l'interdiction qui leur est faite d'adhérer à un parti politique (les militaires sont les seuls citoyens concernés avec les préfets en fonction) et un détachement sans solde en cas d'élection, y compris sur une liste dans une commune de plus de 9000 habitants, ils sont condamnés, sauf exception, à des candidatures de témoignage. Cela me semble totalement incohérent et anachronique. Incohérent car pourquoi ces interdictions aux militaires et pas à d'autres dépositaires de fonctions éminemment régaliennes comme les magistrats ? Pourquoi cette différence de traitement entre un policier et un gendarme ? Anachronique car les militaires prouvent chaque jour et au péril de leur vie leur loyauté à la volonté politique du moment quelle qu'elle soit. Il n'y a jamais eu à proprement parler de coup d'état militaire en France en dépit des nombreuses vicissitudes de notre histoire, le 18 brumaire étant un coup d'Etat politique. En quoi des hommes et des femmes prêts à tout donner pour la défense de la terre de nos pères et de ses valeurs seraient-ils illégitimes à participer activement à la construction de la France de nos enfants ?

Oui, les militaires devraient pouvoir s'engager en politique comme tout citoyen, conformément à l'article Premier de notre Constitution qui stipule que « La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales. ». Et ce n'est pas qu'une question juridique. En effet, les militaires et anciens militaires sont des décideurs qui placent plus naturellement le collectif et les intérêts du pays au-dessus des contingences personnelles et partisans du moment en mêlant intégrité, désintéressement, courage et vision à long terme, faisant fi d'une logique politicienne de courte vue. Ce n'est ainsi par un hasard si la plupart des grands chefs d'Etat des pays démocratiques ont connu une solide expérience militaire comme Washington, Bonaparte, de Gaulle, Churchill, Eisenhower, Kennedy, Pompidou, etc.

4/ National, libéral, social. Le bâton de sourcier politique est-il nécessairement obligé de se laisser aimer par l'une seule de ces directions, ou l'heure d'une symbiose est-elle enfin arrivée ?

Je ne sais pas si l'heure de la symbiose est arrivée, mais elle est impérieuse ! A l'heure où l'on célèbre les 80 ans de la première réunion du Conseil national de la Résistance (CNR) le 27 mai 1943, la France a besoin d'un puissant projet de refondation, transpartisan car pragmatique, tout grand pays devant se réinventer tous les 50/100 ans. On l'a fait sous Bonaparte, en 1945 et il est l'heure de le faire aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que le modèle français n'est plus viable, pérenne. C'est une fuite en avant monétaire, budgétaire et financière d'un côté avec un pays qui est de moins en moins tenu de l'autre (sécurité, justice, etc.). Pour que nos compatriotes comprennent bien, la France est comme un ménage qui gagnerait 3000€ par mois et dépenserait 4500€... Cela ne peut pas durer, d'autant plus que nos créanciers (fonds de pensions, fonds souverains, banques d'affaires, assurances, etc.) sont majoritairement étrangers. Quand ils n'ont plus confiance en la capacité de la France à soutenir sa dette à long terme, la première conséquence est une prime de risques qui augmente, ce qui commence à être le cas aujourd'hui avec les intérêts de notre dette qui atteignent 50 Md€, soit l'équivalent du budget des armées ! Et la phase suivante consiste en une mise sous tutelle du pays par des instances supranationales (FME, BCE, FMI) le temps de rétablir nos comptes dans l'urgence. Et là, c'est l'épargne des Français qui est menacée, car leurs 6000 Md€ d'économies hors immobilier couvrent largement les 3000 Md€ de dette publique. Concrètement, et c'est prévu par la loi Sapin II de 2016, les épargnants ne pourraient plus disposer comme ils le souhaitent de leurs assurances-vie, de leurs livrets, etc., le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF) pouvant bloquer temporairement les mouvements de retraits.

Pour redresser le pays et évoquer l'effondrement précité, il

nous faut donc travailler à un projet capable d'embarquer une majorité de Français dans des réformes d'ampleur pour remettre à plat l'action publique, soit l'action de l'Etat, des collectivités locales et de la Sécurité sociale. Nous n'en avons pas pour notre argent ! Avec des prélèvements et des dépenses records, on devrait avoir les meilleurs services publics au monde. Or, chacun constate les dysfonctionnements grandissants de l'Ecole, de la Justice, de l'Hôpital, etc. Le nœud gordien du sursaut français consiste donc à améliorer grandement l'action publique tout en rétablissant nos comptes, soit 150 Md€ d'économies ciblées. Et c'est largement possible ! Mais pour cela, il faut bosser, soulever le capot de la machine Etat au sens large pour améliorer grandement l'efficacité et l'efficience de la dépense publique, dépenser beaucoup mieux en somme. Une hausse de la dépense publique sans réformes structurelles d'ampleur aurait même l'effet paradoxal de détériorer la qualité des services publics, l'essentiel des ressources additionnelles étant captées par l'administration de gestion, « les bureaux », le « Back Office », au détriment des agents sur le terrain au contact des administrés, agents détournés de leur mission par une suradministration première bénéficiaire de la manne publique. A dépense égale par rapport à la richesse produite (PIB), nous avons ainsi 30% d'administratifs en plus et 30% de soignants en moins dans nos hopitaux que les Allemands.

Le pragmatisme doit donc être la boussole d'un programme de refondation comme celui que [Nouvel Essor Français](#) met sur la table, « La haute politique n'étant que le bon sens appliqué aux grandes choses. » (Napoléon Bonaparte). Le général de Gaulle, qui a réfléchi à un puissant projet pour la France durant sa traversée du désert, était libéral, social, sociétal suivant les sujets et les moments avec un seul objectif : la grandeur et l'indépendance de la France. Il a à la fois rétabli les comptes et libéralisé l'économie avec le plan Pinay-Rueff, pris des mesures sociales avec la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, l'intéressement et la

participation et adopté des mesures sociétales avec la légalisation de la contraception pour les femmes en 1967.

5/ Qu'inspirent nos finances publiques à l'ancien conseiller à la Cour des Comptes ?

Comme évoqué supra, nos comptes ne sont plus tenus. C'est une fuite en avant monétaire, budgétaire et financière qui nous met entre les mains de la BCE et derrière l'Allemagne. Nous ne sommes plus souverains rien que par nos comptes ! Ce n'est pas un hasard si le général de Gaulle a tenu en priorité à les rétablir en 1958 alors que la France était, on l'oublie souvent, sous tutelle du FMI. Ce n'était pas par dogme libéral, mais pour avoir les coudées franches pour mener à bien sa politique industrielle, militaire et diplomatique. Aujourd'hui, le déficit public de la France, essentiellement celui de l'Etat, est équivalent à l'ensemble du déficit public de la zone euro ! Et oui, cela paraît surréaliste depuis Paris, mais de nombreux pays du continent sont en excédent budgétaire, à peine deux ans après la sortie de la crise sanitaire. Et plutôt que d'avoir le courage de mieux gérer l'argent public, sacré car l'argent des Français, on fait tourner la planche à billets pour éponger, « acheter » nos déficits. Mais nos créanciers s'impatientent et ces euros qui inondent la zone finissent par générer de l'inflation, la guerre en Ukraine ayant bon dos ! Il ne faut pas être prix Nobel en économie pour savoir que quand on « produit » plus de monnaie que de biens et services à vendre, ce sont les prix qui grimpent, la monnaie perdant de sa valeur.

6/ Quelle est la marge de manoeuvre d'une France au sein de l'UE sous évidente influence américaine ?

Certes, l'UE est une contrainte pour notre pays, mais cette contrainte est largement exagérée par certains. C'est même mentir aux Français que de dire qu'une sortie de l'UE et de la zone euro résoudrait nos problèmes comme par enchantement, nous dispenserait de tout effort. Ce n'est pas Bruxelles qui

nous empêche de remettre de l'ordre dans nos comptes publics, de réformer l'administration, de diminuer les impôts, taxes et cotisations sur les ménages et les entreprises, de reconquérir certains territoires perdus de la République, etc. Le cadre actuel permet à la France de défendre ses intérêts... à la condition que ses gouvernements le veuillent ! Par lâcheté ou par idéologie pro-Europe fédérale, nous nous mettons nous-mêmes des règles qui vont souvent bien au-delà de ce qui est exigé par l'Union. Il y a pléthore d'exemples : l'énergie, le logement, l'agriculture, l'environnement, etc. Les autres Etats montrent qu'il est possible de défendre ses intérêts sans quitter l'UE, l'Allemagne en tête, mais aussi le Danemark, la Pologne, la Hongrie, etc. La Cour constitutionnelle fédérale allemande se réserve ainsi le droit de déclarer inapplicable en Allemagne un acte juridique de l'Union européenne qui ne respecterait pas les « qualités inhérentes à l'identité constitutionnelle » protégées par la Constitution allemande ou qui outrepasserait les compétences de l'Union après avoir donné l'occasion à sa Cour de justice (CJUE) de statuer sur l'acte en question. Et si la France s'oppose à une mesure, qui pourra la contraindre ? L'UE sans la France est morte de fait.

Pour autant, il faut stopper le processus actuel d'approfondissement et d'élargissement qui engendre des transferts de compétences toujours plus nombreux à Bruxelles. On a ainsi des politiques qui disent qu'il faut donner plus de pouvoir aux acteurs sur le terrain alors qu'ils ne s'opposent pas, ou même cautionnent, ces transferts de compétences. C'est schizophrénique ! On reproduit les errements du centralisme français à Bruxelles. Si le jacobinisme a eu ses vertus, l'Etat ayant fait la Nation en France, exception mondiale, il n'est plus de mise aujourd'hui. La société est tellement complexe et évolue tellement vite qu'on est « condamné » à un girondisme pragmatique, soit laisser le « comment » atteindre localement les objectifs définis nationalement. On l'a vu pendant la crise de la Covid-19. Quand l'Etat a voulu tout

gérer en mode hospitalo-centré au début, ce fut un fiasco. Quand il a enfin fait confiance aux maires, aux préfets, aux entreprises, aux cliniques privées, aux médecins libéraux, cela a d'emblée mieux fonctionné.

Par conséquent, il faut en revenir à l'Europe souhaitée par le général de Gaulle, une Europe « levier d'Archimède » pour chaque Etat membre, soit une Europe confédérale, une Europe de nations souveraines qui mènent des projets en commun sur des sujets où ils n'ont pas individuellement la taille critique pour concurrencer des puissances comme la Chine ou les Etats-Unis. En résumé, il s'agit d'un Bruxit et non d'un Frexit !

7/ Vous paraît-il illusoire de réunir un peuple en faisant appel à...son intelligence, plutôt qu'en ayant recours à la séduction ou à l'usage de la force ?

Quand on est un démocrate sincère, on ne peut que faire confiance à l'intelligence collective, au bon sens des citoyens, le bon sens étant avec la bêtise la chose la mieux partagée. Ce n'est pas une question de diplôme ! La séduction et/ou la force peuvent permettre de gagner une bataille, de gagner à court terme à l'image de la réforme des retraites, mais on ne peut pas embarquer une nation dans un sursaut historique, aujourd'hui indispensable, sans miser sur la pédagogie, la sincérité, l'exemple afin de susciter la confiance et le respect.

Il est navrant de constater que des décideurs au plus haut niveau rejettent la faute sur les citoyens plutôt que de se remettre en cause face à leur incapacité à convaincre, se réfugiant souvent, comme tout mauvais chef, sur leur statut pour s'imposer. S'il suffisait d'être surdiplômé pour bien diriger au plus haut niveau, cela se saurait, on serait la première puissance européenne depuis au moins 40 ans ! L'Histoire montre que les qualités principales d'un grand dirigeant sont avant tout le courage, l'humilité et la lucidité, bien plus que ses diplômes ! Ce fut ainsi le cas de

Lech Walesa, électricien, qui a mené avec succès la transition de la Pologne vers la démocratie, mais aussi de Gerhard Schröder, initialement simple vendeur dans une quincaillerie, qui a mené les courageuses réformes qui ont lancé l'Allemagne sur 25 ans de prospérité. On pense également à Luiz Inacio Lula da Silva, ouvrier métallurgiste, qui a quitté le pouvoir après deux mandats consécutifs en 2010 avec plus de 80% d'opinions favorables ou à Pierre Bérégovoy, un des meilleurs ministres de l'économie de la Ve République bien que titulaire d'un simple CAP.

La promesse de notre République est que chaque Français a dans son berceau le grand collier de la Légion d'Honneur, l'attribut du chef de l'Etat. Tout le monde ne souhaite pas être président de la République, mais tout le monde peut l'être.

Pour autant, pour faire de la politique à haut niveau, il ne faut pas s'armer uniquement de grands principes, être « fleur bleue ». S'il faut avoir un projet clair et des idéaux, être animé par la soif de servir et le mépris de ceux qui se servent, il faut également être un excellent tacticien. On ne peut espérer arriver au pouvoir et y rester sans manœuvrer habilement. La ligne rouge est de ne jamais vendre son âme, de ne jamais déroger aux intérêts supérieurs de la Nation, de la Patrie et de la République, soit faire des compromis sans jamais verser dans la compromission. La politique politicienne n'a de sens qu'au service d'un grand dessein pour le pays, soit la tactique au service d'une stratégie. La tactique pour la tactique, c'est le macronisme, c'est comme marcher en évitant les obstacles sans savoir où on va...

Enfin, il faut aimer les Français. Il est à la mode aujourd'hui de dire, de façon plus ou moins sincère, qu'on aime la France, qu'on est patriote. En revanche, je n'entends jamais un politique dire qu'il aime ses compatriotes. Pourtant, c'est fondamental ! Un grand Homme politique n'est pas le premier de cordée ou encore moins le premier des

Français. C'est avant tout le premier serviteur de la Nation, celui qui va la représenter et la défendre bec et ongles, celui qui va « mouiller le maillot » pour les siens en étant à leur contact et à leur écoute en permanence, suivant en cela cette citation de Montesquieu : « Pour faire de grandes choses, il ne faut pas être un si grand génie ; il ne faut pas être au-dessus des hommes, il faut être avec eux. ».

La tâche est donc éminemment difficile et c'est pour cela que nous avons beaucoup de politiques qui pensent à la prochaine élection et très peu d'hommes ou de femmes d'Etat qui pensent à la prochaine génération. Cela demande des qualités difficilement conciliables en un seul individu : il faut à la fois avoir une vision de long terme au-dessus de la mêlée en étant habité par son pays, être humble, être lucide, être intègre et prendre autant de plaisir à boire une pinte au bar du coin en discutant Tiercé ou Ligue des champions de football qu'à échanger avec les grands de ce monde.

8/ Vous paraît-il intéressant de donner davantage de pouvoir aux régions, notamment dans la libre allocation qu'elles pourraient faire des moyens qui lui sont versés par l'Etat ?

Comme précédemment évoqué, le jacobinisme a eu ses vertus, mais il montre aujourd'hui ses limites. La société est tellement complexe et évolue tellement vite qu'il faut laisser de l'initiative aux acteurs de terrains, dont les conseils régionaux, pour déterminer les voies et moyens d'atteindre les objectifs nationaux déclinés localement, au regard des contraintes de chaque territoire.

Cependant, cela n'est viable qu'à deux conditions :

- définir clairement les responsabilités du Conseil régional et lui laisser la main sur son budget, soit lever l'impôt pour financer son projet ;
- revenir sur le découpage de la loi NOTRe de 2015 afin de donner aux Régions une véritable cohérence

socioéconomique et historique.

9/ La technologie nous permet aujourd'hui de contrefaire à peu près tout. Comment vous projetez-vous dans un monde où il sera bientôt impossible de distinguer le vrai du faux ?

Je ne suis pas aussi pessimiste. Toutes les innovations ont soulevé par le passé des craintes et peuvent être utilisées pour le meilleur ou pour le pire comme l'énergie nucléaire. A chaque mesure des contre-mesures à l'image de l'obus et de la cuirasse. On pourra développer des moyens pour continuer à distinguer le vrai du faux.

10/ On a l'impression qu'à part Sun Tzu, personne ne cite de stratège dont les enseignements soient applicables à la vie ordinaire du nombre. Nous dépanneriez-vous ?

Il est logique de Sun Tzu soit célèbre aujourd'hui car c'est le grand théoricien de la stratégie indirecte, soit quelque part le théoricien du soft power, de l'influence, de l'intelligence économique, dans une société qui abhorre désormais l'affrontement direct cher à Clausewitz. Mais Sun Tzu n'est pas le seul théoricien de la stratégie indirecte. Vous avez aussi le britannique Basil Liddell Hart, Mao, etc.

Et parmi les théoriciens de la stratégie directe, vous pouvez tirer des enseignements qui sont toujours très actuels comme les trois principes de Foch – liberté d'action, concentration des efforts et économies des moyens – ou cette citation de Napoléon Bonaparte « À la guerre les trois quarts sont des affaires morales ; la balance des forces réelles n'est que pour un autre quart. ».

11/ Connaissez-vous les écoles Espérances Banlieues, où les jeunes gens de toutes origines et parfois en situation d'échec scolaire, sont vouvoyés par leurs

professeurs, portent un uniforme et pratiquent chaque matin le lever des couleurs, apprennent à aimer son Histoire ? Serait-ce en germe le retour heureux de ce que fût il n'y a pas si longtemps l'école de la République ?

Tout à fait. Nous connaissons Espérance Banlieues et j'ai visité un de leurs sites. C'est effectivement impressionnant ce qu'ils arrivent à faire. Nous ne pouvons que rêver au déploiement de cette approche pédagogique partout en France.

L'Education nationale est l'institution malade de la République et pourtant si déterminante pour notre avenir. C'est une politique de long terme par excellence. Les résultats sont non seulement très mauvais, voire catastrophiques, mais c'est une véritable casse sociale au détriment des classes populaires qui subissent une double peine : des conditions de vie difficile et une école, du fait de la carte scolaire notamment, qui les enfonce dans la précarité et la reproduction sociale alors qu'elle devrait apparaître comme une planche de salut. Non seulement notre dépense intérieure d'éducation (DIE) est supérieure à la moyenne des pays développés (OCDE) pour des résultats inférieurs, mais les résultats moyens des enfants d'ouvriers, d'employés et de personnes sans emploi en France sont très en-deçà des résultats des enfants de même condition sociale dans les autres pays occidentaux. A l'inverse, les enfants de cadres ont des résultats équivalents à leurs homologues. Face à ce drame humain et social à grande échelle, il est toujours très surprenant de constater la frilosité, le refus de tout changement et le conservatisme du corps enseignant, d'autant plus qu'une majorité de ce dernier a le cœur à gauche et devrait donc se révolter devant une telle injustice.

Newsletter n°60 - 27 mai 2023

☐☐ Éditorial

Dans le bon sens

La Tribune nous apprenait ce matin que le Fonds France Nucléaire s'était porté au secours de la PME stratégique Segault. Le FFN, géré par le groupe de capital-investissement Siparex, « serait à la manoeuvre pour donner à Segault un actionnariat français. » C'est donc qu'un tel sursaut est possible et nous devons nous en réjouir. J'ai lu ça et là des remarques à ce sujet, ironiques, incroyables ou désabusées. Je comprends bien ce qui les motive mais je ne crois pas que nous rendions service à notre cause en réagissant ainsi. Tout ce qui va dans le bon sens doit d'abord être dûment salué et encouragé. Notre propos exigeant n'en sera que mieux fondé. Et il sera toujours temps de nous émouvoir, avec d'autant plus de poids, si ladite démarche s'avérait trompeuse, vaine ou fragile.

[Bertrand Leblanc-Barbedienne](#)

Nous recevons aujourd'hui [Patrice Huiban](#), qui est Président du [Nouvel Essor Français](#) et l'auteur d'[Osons changer le modèle français](#).



GRAND ENTRETIEN

PATRICE HUIBAN

Il faut en revenir à l'Europe souhaitée par le général de Gaulle.

□□ Le grand entretien

1/ Quel regard le St Cyrien que vous êtes porte-t-il sur l'état des techniques, moyens et outils dont dispose la France ?

Je ne sais pas si le regard d'un saint-cyrien est spécifique ?.

Quoi qu'il en soit, je pense que la situation actuelle du pays laisse un goût amer, le sentiment d'un immense gâchis tant le potentiel de la France est élevé de par sa géographie, ses talents scientifiques, les compétences de sa main-d'œuvre, l'esprit entrepreneurial qui y souffle à nouveau, condition sine qua non pour créer des richesses dans nos territoires et financer ainsi de façon pérenne et souveraine, et non pas l'endettement, notre prospérité, notre niveau de vie et tous les services associés (santé, éducation, justice, etc.).

Ce potentiel est plus que jamais élevé avec une population davantage prête au sursaut qu'il y a trente ans. Pourquoi ? Il y a un retour du patriotisme, une très bonne nouvelle en soi, c'est-à-dire une puissante attente de collectif, dans toutes les couches de la société. Il n'y a qu'à regarder les emballages des produits en rayon. Dès qu'il est né ne serait-ce que conçu en France, il y a un gros logo bleu-blanc-rouge. Le but des entreprises n'étant pas de faire du patriotisme pour du patriotisme, mais de faire prospérer un modèle économique, cela traduit une forte attente des citoyens remontée par toutes les études marketing, pour des raisons sociale et environnementale ou pour des raisons d'emploi, de compétitivité. Le « Made in France » rassemble ainsi au-delà des courants politiques, à droite comme à gauche.

Une première difficulté est que là où ce retour du patriotisme est le plus faible, c'est chez ceux qui sont payés pour porter l'étendard, pour sonner le tocsin du renouveau, à savoir les hauts-fonctionnaires que je connais bien pour en être, qui conseillent et irriguent le monde politique. Y règne majoritairement et a minima un conformisme résigné ou, pire, une logique post-nationale de dissolution de la Nation dans des ensembles supranationaux.

Au-delà, sur le fond, ce potentiel est gâché par une mauvaise gestion de l'argent public qui asphyxie le pays à petit feu, les marges de nos PME, qui emploient 70% des salariés dans nos territoires, et le pouvoir d'achat des actifs. A titre d'exemple, une étude KPMG de 2019 montre que le résultat net (par définition après impôts) d'une entreprise qui fait 34M€ de chiffre d'affaires est de 5M€ aux Pays-Bas, 4,4M€ en Allemagne, 3M€ en Italie et... 1M€ en France ! Et ces pays ne sont pas des enfers sociaux, mais au contraire des contrées qui affichent des indicateurs socio-économiques généralement meilleurs que les nôtres. Du côté des actifs et selon l'IFRAP, sur 100€ versés par les employeurs, les salariés français perçoivent 47€ contre 60€ en moyenne au sein de l'UE et 70€ en

Suisse, pays qui affiche des taux de pauvreté et même d'inégalités inférieurs aux nôtres.

2/ Avec Nouvel Essor Français, vous dites vouloir « changer le modèle » français. Peut-on vous demander le modèle que vous avez vous-même « en magasin » ?

Le modèle alternatif que l'on propose peut se résumer en trois axes.

- Faire vivre notre modèle social et environnemental de haut niveau en ramenant les prélèvements obligatoires (impôts, taxes et cotisations sociales) qui pèsent sur nos PME dans la moyenne européenne et en augmentant notre effort global de recherche, les pays les plus dynamiques sur le temps long (Corée du Sud, Allemagne, Etats-Unis notamment) y consacrant 3,5% à 4,5% de leur PIB contre 2,2% en France. De façon imagée, il s'agit de faire grossir le gâteau avant de partager les parts.
- Mettre des moyens sur le terrain dans les 5 fonctions de base attendues par les citoyens : Education, Santé, Justice, Sécurité et Défense.
- Financer cette politique en diminuant de façon ciblée de 10% la dépense publique, soit 150Md€, en respectant 3 principes : remettre l'Etat sur la stratégie (le Quoi et le Pourquoi ?) et laisser aux acteurs dans les territoires (les maires, les préfets, les entreprises, les branches professionnelles, etc.) le soin du « comment » atteindre les objectifs nationaux déclinés localement ; moins d'agents dans les bureaux et plus sur le terrain, « moins de gras et plus de muscles » ; ne jamais séparer le décideur du payeur afin de responsabiliser les acteurs, un maire élu démocratiquement sur un projet n'ayant au mieux la main que sur 40% de son budget par exemple.

3/ La guerre économique vous semble-t-elle aussi une affaire militaire ? Plus généralement, et en écho à une tribune dont vous fûtes signataire, les militaires doivent-ils s'engager davantage en politique ?

Oui, il y a de fortes analogies entre le monde économique et le monde militaire. Dans les deux cas, des acteurs aux intérêts divers, voire opposés, se confrontent dans une dialectique des volontés, dans une partie d'échecs à plusieurs acteurs, afin d'atteindre leurs objectifs respectifs. On y trouve les notions complémentaires de stratégie et de tactique, souvent confondues dans le monde civil. On y trouve également une nécessaire agilité permise par une chaîne de commandement simple et réactive, une connexion permanente aux réalités du terrain – via une interaction naturelle entre les échelons de décisions et les échelons opérationnels – et une autonomie laissée aux acteurs à partir du moment où ils savent situer leur action au regard des grands objectifs de leur organisation.

Oui, j'ai cosigné une tribune dans Le Figaro en 2015 pour dénoncer une discrimination dont font l'objet les militaires, à savoir une impossibilité pratique à s'engager dans le débat d'idées. C'est statutairement possible, mais à travers l'interdiction qui leur est faite d'adhérer à un parti politique (les militaires sont les seuls citoyens concernés avec les préfets en fonction) et un détachement sans solde en cas d'élection, y compris sur une liste dans une commune de plus de 9000 habitants, ils sont condamnés, sauf exception, à des candidatures de témoignage. Cela me semble totalement incohérent et anachronique. Incohérent car pourquoi ces interdictions aux militaires et pas à d'autres dépositaires de fonctions éminemment régaliennes comme les magistrats ? Pourquoi cette différence de traitement entre un policier et un gendarme ? Anachronique car les militaires prouvent chaque jour et au péril de leur vie leur loyauté à la volonté politique du moment quelle qu'elle soit. Il n'y a jamais eu à proprement parler de coup d'état militaire en France en dépit

des nombreuses vicissitudes de notre histoire, le 18 brumaire étant un coup d'Etat politique. En quoi des hommes et des femmes prêts à tout donner pour la défense de la terre de nos pères et de ses valeurs seraient-ils illégitimes à participer activement à la construction de la France de nos enfants ?

Oui, les militaires devraient pouvoir s'engager en politique comme tout citoyen, conformément à l'article Premier de notre Constitution qui stipule que « La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales. ». Et ce n'est pas qu'une question juridique. En effet, les militaires et anciens militaires sont des décideurs qui placent plus naturellement le collectif et les intérêts du pays au-dessus des contingences personnelles et partisans du moment en mêlant intégrité, désintéressement, courage et vision à long terme, faisant fi d'une logique politicienne de courte vue. Ce n'est ainsi par un hasard si la plupart des grands chefs d'Etat des pays démocratiques ont connu une solide expérience militaire comme Washington, Bonaparte, de Gaulle, Churchill, Eisenhower, Kennedy, Pompidou, etc.

4/ National, libéral, social. Le bâton de sourcier politique est-il nécessairement obligé de se laisser aimer par l'une seule de ces directions, ou l'heure d'une symbiose est-elle enfin arrivée ?

Je ne sais pas si l'heure de la symbiose est arrivée, mais elle est impérieuse ! A l'heure où l'on célèbre les 80 ans de la première réunion du Conseil national de la Résistance (CNR) le 27 mai 1943, la France a besoin d'un puissant projet de refondation, transpartisan car pragmatique, tout grand pays devant se réinventer tous les 50/100 ans. On l'a fait sous Bonaparte, en 1945 et il est l'heure de le faire aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que le modèle français n'est plus viable, pérenne. C'est une fuite en avant monétaire, budgétaire et financière d'un côté avec un pays qui est de moins en moins tenu de l'autre (sécurité, justice, etc.). Pour que nos

compatriotes comprennent bien, la France est comme un ménage qui gagnerait 3000€ par mois et dépenserait 4500€... Cela ne peut pas durer, d'autant plus que nos créanciers (fonds de pensions, fonds souverains, banques d'affaires, assurances, etc.) sont majoritairement étrangers. Quand ils n'ont plus confiance en la capacité de la France à soutenir sa dette à long terme, la première conséquence est une prime de risques qui augmente, ce qui commence à être le cas aujourd'hui avec les intérêts de notre dette qui atteignent 50 Md€, soit l'équivalent du budget des armées ! Et la phase suivante consiste en une mise sous tutelle du pays par des instances supranationales (FME, BCE, FMI) le temps de rétablir nos comptes dans l'urgence. Et là, c'est l'épargne des Français qui est menacée, car leurs 6000 Md€ d'économies hors immobilier couvrent largement les 3000 Md€ de dette publique. Concrètement, et c'est prévu par la loi Sapin II de 2016, les épargnants ne pourraient plus disposer comme ils le souhaitent de leurs assurances-vie, de leurs livrets, etc., le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF) pouvant bloquer temporairement les mouvements de retraits.

Pour redresser le pays et évoquer l'effondrement précité, il nous faut donc travailler à un projet capable d'embarquer une majorité de Français dans des réformes d'ampleur pour remettre à plat l'action publique, soit l'action de l'Etat, des collectivités locales et de la Sécurité sociale. Nous n'en avons pas pour notre argent ! Avec des prélèvements et des dépenses records, on devrait avoir les meilleurs services publics au monde. Or, chacun constate les dysfonctionnements grandissants de l'Ecole, de la Justice, de l'Hôpital, etc. Le nœud gordien du sursaut français consiste donc à améliorer grandement l'action publique tout en rétablissant nos comptes, soit 150 Md€ d'économies ciblées. Et c'est largement possible ! Mais pour cela, il faut bosser, soulever le capot de la machine Etat au sens large pour améliorer grandement l'efficacité et l'efficience de la dépense publique, dépenser beaucoup mieux en somme. Une hausse de la dépense publique

sans réformes structurelles d'ampleur aurait même l'effet paradoxal de détériorer la qualité des services publics, l'essentiel des ressources additionnelles étant captées par l'administration de gestion, « les bureaux », le « Back Office », au détriment des agents sur le terrain au contact des administrés, agents détournés de leur mission par une suradministration première bénéficiaire de la manne publique. A dépense égale par rapport à la richesse produite (PIB), nous avons ainsi 30% d'administratifs en plus et 30% de soignants en moins dans nos hopitaux que les Allemands.

Le pragmatisme doit donc être la boussole d'un programme de refondation comme celui que [Nouvel Essor Français](#) met sur la table, « La haute politique n'étant que le bon sens appliqué aux grandes choses. » (Napoléon Bonaparte). Le général de Gaulle, qui a réfléchi à un puissant projet pour la France durant sa traversée du désert, était libéral, social, sociétal suivant les sujets et les moments avec un seul objectif : la grandeur et l'indépendance de la France. Il a à la fois rétabli les comptes et libéralisé l'économie avec le plan Pinay-Rueff, pris des mesures sociales avec la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, l'intéressement et la participation et adopté des mesures sociétales avec la légalisation de la contraception pour les femmes en 1967.

5/ Qu'inspirent nos finances publiques à l'ancien conseiller à la Cour des Comptes ?

Comme évoqué supra, nos comptes ne sont plus tenus. C'est une fuite en avant monétaire, budgétaire et financière qui nous met entre les mains de la BCE et derrière l'Allemagne. Nous ne sommes plus souverains rien que par nos comptes ! Ce n'est pas un hasard si le général de Gaulle a tenu en priorité à les rétablir en 1958 alors que la France était, on l'oublie souvent, sous tutelle du FMI. Ce n'était pas par dogme libéral, mais pour avoir les coudées franches pour mener à bien sa politique industrielle, militaire et diplomatique. Aujourd'hui, le déficit public de la France, essentiellement

celui de l'Etat, est équivalent à l'ensemble du déficit public de la zone euro ! Et oui, cela paraît surréaliste depuis Paris, mais de nombreux pays du continent sont en excédent budgétaire, à peine deux ans après la sortie de la crise sanitaire. Et plutôt que d'avoir le courage de mieux gérer l'argent public, sacré car l'argent des Français, on fait tourner la planche à billets pour éponger, « acheter » nos déficits. Mais nos créanciers s'impatientent et ces euros qui inondent la zone finissent par générer de l'inflation, la guerre en Ukraine ayant bon dos ! Il ne faut pas être prix Nobel en économie pour savoir que quand on « produit » plus de monnaie que de biens et services à vendre, ce sont les prix qui grimpent, la monnaie perdant de sa valeur.

6/ Quelle est la marge de manoeuvre d'une France au sein de l'UE sous évidente influence américaine ?

Certes, l'UE est une contrainte pour notre pays, mais cette contrainte est largement exagérée par certains. C'est même mentir aux Français que de dire qu'une sortie de l'UE et de la zone euro résoudrait nos problèmes comme par enchantement, nous dispenserait de tout effort. Ce n'est pas Bruxelles qui nous empêche de remettre de l'ordre dans nos comptes publics, de réformer l'administration, de diminuer les impôts, taxes et cotisations sur les ménages et les entreprises, de reconquérir certains territoires perdus de la République, etc. Le cadre actuel permet à la France de défendre ses intérêts... à la condition que ses gouvernements le veuillent ! Par lâcheté ou par idéologie pro-Europe fédérale, nous nous mettons nous-mêmes des règles qui vont souvent bien au-delà de ce qui est exigé par l'Union. Il y a pléthore d'exemples : l'énergie, le logement, l'agriculture, l'environnement, etc. Les autres Etats montrent qu'il est possible de défendre ses intérêts sans quitter l'UE, l'Allemagne en tête, mais aussi le Danemark, la Pologne, la Hongrie, etc. La Cour constitutionnelle fédérale allemande se réserve ainsi le droit de déclarer inapplicable en Allemagne un acte juridique de

l'Union européenne qui ne respecterait pas les « qualités inhérentes à l'identité constitutionnelle » protégées par la Constitution allemande ou qui outrepasserait les compétences de l'Union après avoir donné l'occasion à sa Cour de justice (CJUE) de statuer sur l'acte en question. Et si la France s'oppose à une mesure, qui pourra la contraindre ? L'UE sans la France est morte de fait.

Pour autant, il faut stopper le processus actuel d'approfondissement et d'élargissement qui engendre des transferts de compétences toujours plus nombreux à Bruxelles. On a ainsi des politiques qui disent qu'il faut donner plus de pouvoir aux acteurs sur le terrain alors qu'ils ne s'opposent pas, ou même cautionnent, ces transferts de compétences. C'est schizophrénique ! On reproduit les errements du centralisme français à Bruxelles. Si le jacobinisme a eu ses vertus, l'Etat ayant fait la Nation en France, exception mondiale, il n'est plus de mise aujourd'hui. La société est tellement complexe et évolue tellement vite qu'on est « condamné » à un girondisme pragmatique, soit laisser le « comment » atteindre localement les objectifs définis nationalement. On l'a vu pendant la crise de la Covid-19. Quand l'Etat a voulu tout gérer en mode hospitalo-centré au début, ce fut un fiasco. Quand il a enfin fait confiance aux maires, aux préfets, aux entreprises, aux cliniques privées, aux médecins libéraux, cela a d'emblée mieux fonctionné.

Par conséquent, il faut en revenir à l'Europe souhaitée par le général de Gaulle, une Europe « levier d'Archimède » pour chaque Etat membre, soit une Europe confédérale, une Europe de nations souveraines qui mènent des projets en commun sur des sujets où ils n'ont pas individuellement la taille critique pour concurrencer des puissances comme la Chine ou les Etats-Unis. En résumé, il s'agit d'un Bruxit et non d'un Frexit !

7/ Vous paraît-il illusoire de réunir un peuple en

faisant appel à...son intelligence, plutôt qu'en ayant recours à la séduction ou à l'usage de la force ?

Quand on est un démocrate sincère, on ne peut que faire confiance à l'intelligence collective, au bon sens des citoyens, le bon sens étant avec la bêtise la chose la mieux partagée. Ce n'est pas une question de diplôme ! La séduction et/ou la force peuvent permettre de gagner une bataille, de gagner à court terme à l'image de la réforme des retraites, mais on ne peut pas embarquer une nation dans un sursaut historique, aujourd'hui indispensable, sans miser sur la pédagogie, la sincérité, l'exemple afin de susciter la confiance et le respect.

Il est navrant de constater que des décideurs au plus haut niveau rejettent la faute sur les citoyens plutôt que de se remettre en cause face à leur incapacité à convaincre, se réfugiant souvent, comme tout mauvais chef, sur leur statut pour s'imposer. S'il suffisait d'être surdiplômé pour bien diriger au plus haut niveau, cela se saurait, on serait la première puissance européenne depuis au moins 40 ans ! L'Histoire montre que les qualités principales d'un grand dirigeant sont avant tout le courage, l'humilité et la lucidité, bien plus que ses diplômes ! Ce fut ainsi le cas de Lech Walesa, électricien, qui a mené avec succès la transition de la Pologne vers la démocratie, mais aussi de Gerhard Schröder, initialement simple vendeur dans une quincaillerie, qui a mené les courageuses réformes qui ont lancé l'Allemagne sur 25 ans de prospérité. On pense également à Luiz Inacio Lula da Silva, ouvrier métallurgiste, qui a quitté le pouvoir après deux mandats consécutifs en 2010 avec plus de 80% d'opinions favorables ou à Pierre Bérégovoy, un des meilleurs ministres de l'économie de la Ve République bien que titulaire d'un simple CAP.

La promesse de notre République est que chaque Français a dans son berceau le grand collier de la Légion d'Honneur, l'attribut du chef de l'Etat. Tout le monde ne souhaite pas

être président de la République, mais tout le monde peut l'être.

Pour autant, pour faire de la politique à haut niveau, il ne faut pas s'armer uniquement de grands principes, être « fleur bleue ». S'il faut avoir un projet clair et des idéaux, être animé par la soif de servir et le mépris de ceux qui se servent, il faut également être un excellent tacticien. On ne peut espérer arriver au pouvoir et y rester sans manœuvrer habilement. La ligne rouge est de ne jamais vendre son âme, de ne jamais déroger aux intérêts supérieurs de la Nation, de la Patrie et de la République, soit faire des compromis sans jamais verser dans la compromission. La politique politicienne n'a de sens qu'au service d'un grand dessein pour le pays, soit la tactique au service d'une stratégie. La tactique pour la tactique, c'est le macronisme, c'est comme marcher en évitant les obstacles sans savoir où on va...

Enfin, il faut aimer les Français. Il est à la mode aujourd'hui de dire, de façon plus ou moins sincère, qu'on aime la France, qu'on est patriote. En revanche, je n'entends jamais un politique dire qu'il aime ses compatriotes. Pourtant, c'est fondamental ! Un grand Homme politique n'est pas le premier de cordée ou encore moins le premier des Français. C'est avant tout le premier serviteur de la Nation, celui qui va la représenter et la défendre bec et ongles, celui qui va « mouiller le maillot » pour les siens en étant à leur contact et à leur écoute en permanence, suivant en cela cette citation de Montesquieu : « Pour faire de grandes choses, il ne faut pas être un si grand génie ; il ne faut pas être au-dessus des hommes, il faut être avec eux. ».

La tâche est donc éminemment difficile et c'est pour cela que nous avons beaucoup de politiques qui pensent à la prochaine élection et très peu d'hommes ou de femmes d'Etat qui pensent à la prochaine génération. Cela demande des qualités difficilement conciliables en un seul individu : il faut à la fois avoir une vision de long terme au-dessus de la mêlée en

étant habité par son pays, être humble, être lucide, être intègre et prendre autant de plaisir à boire une pinte au bar du coin en discutant Tiercé ou Ligue des champions de football qu'à échanger avec les grands de ce monde.

8/ Vous paraît-il intéressant de donner davantage de pouvoir aux régions, notamment dans la libre allocation qu'elles pourraient faire des moyens qui lui sont versés par l'Etat ?

Comme précédemment évoqué, le jacobinisme a eu ses vertus, mais il montre aujourd'hui ses limites. La société est tellement complexe et évolue tellement vite qu'il faut laisser de l'initiative aux acteurs de terrains, dont les conseils régionaux, pour déterminer les voies et moyens d'atteindre les objectifs nationaux déclinés localement, au regard des contraintes de chaque territoire.

Cependant, cela n'est viable qu'à deux conditions :

- définir clairement les responsabilités du Conseil régional et lui laisser la main sur son budget, soit lever l'impôt pour financer son projet ;
- revenir sur le découpage de la loi NOTRe de 2015 afin de donner aux Régions une véritable cohérence socioéconomique et historique.

9/ La technologie nous permet aujourd'hui de contrefaire à peu près tout. Comment vous projetez-vous dans un monde où il sera bientôt impossible de distinguer le vrai du faux ?

Je ne suis pas aussi pessimiste. Toutes les innovations ont soulevé par le passé des craintes et peuvent être utilisées pour le meilleur ou pour le pire comme l'énergie nucléaire. A chaque mesure des contre-mesures à l'image de l'obus et de la cuirasse. On pourra développer des moyens pour continuer à distinguer le vrai du faux.

10/ On a l'impression qu'à part Sun Tzu, personne ne cite de stratège dont les enseignements soient applicables à la vie ordinaire du nombre. Nous dépanneriez-vous ?

Il est logique de Sun Tzu soit célèbre aujourd'hui car c'est le grand théoricien de la stratégie indirecte, soit quelque part le théoricien du soft power, de l'influence, de l'intelligence économique, dans une société qui abhorre désormais l'affrontement direct cher à Clausewitz. Mais Sun Tzu n'est pas le seul théoricien de la stratégie indirecte. Vous avez aussi le britannique Basil Liddell Hart, Mao, etc.

Et parmi les théoriciens de la stratégie directe, vous pouvez tirer des enseignements qui sont toujours très actuels comme les trois principes de Foch – liberté d'action, concentration des efforts et économies des moyens – ou cette citation de Napoléon Bonaparte « À la guerre les trois quarts sont des affaires morales ; la balance des forces réelles n'est que pour un autre quart. ».

11/ Connaissez-vous les écoles Espérances Banlieues, où les jeunes gens de toutes origines et parfois en situation d'échec scolaire, sont vouvoyés par leurs professeurs, portent un uniforme et pratiquent chaque matin le lever des couleurs, apprennent à aimer son Histoire ? Serait-ce en germe le retour heureux de ce que fût il n'y a pas si longtemps l'école de la République ?

Tout à fait. Nous connaissons Espérance Banlieues et j'ai visité un de leurs sites. C'est effectivement impressionnant ce qu'ils arrivent à faire. Nous ne pouvons que rêver au déploiement de cette approche pédagogique partout en France.

L'Education nationale est l'institution malade de la République et pourtant si déterminante pour notre avenir. C'est une politique de long terme par excellence. Les résultats sont non seulement très mauvais, voire

catastrophiques, mais c'est une véritable casse sociale au détriment des classes populaires qui subissent une double peine : des conditions de vie difficile et une école, du fait de la carte scolaire notamment, qui les enfonce dans la précarité et la reproduction sociale alors qu'elle devrait apparaître comme une planche de salut. Non seulement notre dépense intérieure d'éducation (DIE) est supérieure à la moyenne des pays développés (OCDE) pour des résultats inférieurs, mais les résultats moyens des enfants d'ouvriers, d'employés et de personnes sans emploi en France sont très en-deçà des résultats des enfants de même condition sociale dans les autres pays occidentaux. A l'inverse, les enfants de cadres ont des résultats équivalents à leurs homologues. Face à ce drame humain et social à grande échelle, il est toujours très surprenant de constater la frilosité, le refus de tout changement et le conservatisme du corps enseignant, d'autant plus qu'une majorité de ce dernier a le cœur à gauche et devrait donc se révolter devant une telle injustice.



☐☐ Mezze de tweets

"L'Europe est la tête de pont géostratégique FONDAMENTALE de l'Amérique." [#TêtedePont](#) ☐ <https://t.co/sXpD5YGkZK>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [May 26, 2023](#)

Le patron d'OpenAI menace de quitter l'Europe si la législation communautaire est trop restrictive. <https://t.co/j0WgGfVdRD>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [May 25, 2023](#)

La souveraineté ne commence t'elle pas par le fait d'être sa propre banque ? [#Bitcoin#BitcoinNode](#) [@SouveraineTech](#) ☐ <pic.twitter.com/ID8YGb6gxV>

– Mon petit doigt m'a dit (@RedPill_59) [May 25, 2023](#)

[@faure_t](#) président-fondateur la plateforme collaborative [@whaller_fr](#) appelle ici à une rupture avec le mimétisme technologique qui conduit notre pays à n'envisager l'innovation que dans un rapport de réplication avec les percées américaines. [#ChatGPThttps://t.co/nXTcb6mjQs](https://t.co/nXTcb6mjQs)

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [April 26, 2023](#)

Magnifique, quel renaissant espoir ! <https://t.co/9WgnHus2WV>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [May 24, 2023](#)

"Le bras de fer se durcit entre Madrid et Paris sur la question de l'hydrogène. Le gouvernement de Pedro Sanchez n'entend pas combler le déficit énergétique de l'Hexagone pour lui permettre la production d'« hydrogène rose », d'origine nucléaire." <https://t.co/08W8Pg9Uxq>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [May 24, 2023](#)

Le français [@Eviden_Security](#) a créé 43 des 500 supercalculateurs les plus puissants au monde. <https://t.co/yBAguEILYU>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [May 24, 2023](#)

Le ministère des Armées met un veto à la vente de Segault à l'américain Flowserve. <https://t.co/UgrcYcmFJm>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [May 24, 2023](#)

Quand la confidentialité des correspondances permet de passer "sous le radar des agences de renseignement". Un exemple probant en Suisse avec [@Ubcom_eu](#) ☐☐ <https://t.co/IIcXpfbUPf>

– Souveraine Tech (@SouveraineTech) [May 24, 2023](#)

Surtout, les USA n'attendent pas que leurs industriels démontrent qu'ils savent déjà faire. L'Etat dit : "on a confiance en vous, on vous passe commande, développez ce qu'il vous manque". Même chose chez les grosses boîtes US vis à vis des petites. Et ça, ça change TOUT. <https://t.co/zumKJzEtIk>

– Guillaume Champeau (@gchampeau) [May 22, 2023](#)

☐☐ Hors spectre



Le sommeil du roi Arthur – Edward Burne-Jones

L'Occidental, surtout l'Occidental moderne, apparaît comme essentiellement changeant et inconstant, n'aspirant qu'au mouvement et à l'agitation, au lieu que l'Oriental présente le caractère opposé.

René Guénon

Grand causou, petit faisou

Quand nous sommes enfants, certaines des paroles de nos aînés deviennent au fil des années comme des mantras. En psychologie, on parle d'introjections, processus par lequel des choses qui sont en dehors vont peu à peu être à l'intérieur de soi. Ces introjections sont l'héritage familial immatériel, celui qui forge notre rapport au monde, en

adéquation avec les pensées entendues, ou en opposition. Un de mes anciens mentors m'avait ainsi dit un jour que s'il était toujours en retard, c'était pour satisfaire sa mère. Quand il était enfant, elle lui demandait sans cesse de se dépêcher, et petit à petit, il s'était forgé l'idée qu'il ne la satisfaisait jamais autant que s'il faisait les choses au dernier moment, ce qui le forçait à se dépêcher.

Si je le soupçonne de s'être moqué de moi, il n'en reste pas moins que, comme tous, ce que j'ai entendu dans mon enfance a participé à ma construction. Et s'il est bien une chose que j'entendais souvent dans ma famille, depuis mes grand-parents maternels jusqu'à mes parents, tous bretons, c'est le leitmotiv « *Grand causou, petit faisou* ». Ces quatre mots-là ont assurément façonné mon rapport au monde comme « *Il faut savoir se retrousser ses manches* » est à la base même de ma détestation des chemises à manches courtes. À l'heure où les choses vont si vite, il est bon d'observer que la transmission intergénérationnelle continue à faire son œuvre. On ne grandit jamais aussi bien qu'en apprenant de nos aînés, c'est l'essence même de l'humanité, un continuum qui fait honneur à l'expérience et à la connaissance.

Or, depuis quelques années, comme tant d'autres, je suis consterné par l'incroyable place donnée aux causous dans les médias et sur les réseaux sociaux. Ceux-là n'ont pourtant pas (encore) fait grand-chose de leur vie. Ce sentiment est renforcé par une expérience de plus d'un quart de siècle auprès de très nombreux faisous (professionnels ou experts), qu'on entend trop peu causer. Conséquemment, parce que les convictions et les certitudes se fondent sur l'inexpérience, l'influence des premiers dans des décisions structurantes de notre pays conduit à de graves difficultés. Pourtant les seconds sont ceux, hommes et femmes, qui, sans le moindre doute possible, peuvent aider à guider, à condition qu'on leur accorde enfin la place qu'il est la leur.

[Sébastien Tertrais](#)

Ceux qui sont les Vrais Souverains

[Arnaud Montebourg](#), avocat, ancien ministre et depuis 2018 entrepreneur, vient de produire un podcast nommé « [Les Vrais Souverains](#) », dont deux premiers épisodes sont déjà disponibles. Un entretien conduit par [Sébastien Tertrais](#).

Dans le premier il retourne à la rencontre des anciens salariés d'Alstom à Belfort, entreprise rachetée par Général Electric en 2015 pour un montant de 13 milliards de dollars, dans le cadre de tractations révélatrices de la capacité de prédation de l'économie américaine et de l'importance de la loyauté des dirigeants des grandes entreprises françaises, dans le second il va à la rencontre de Horizom, un producteur de bambous, une plante magique qui pourrait contribuer à la séquestration du carbone et aux objectifs d'augmentation de la biomasse. Plus tôt en mars nous avons suivi avec beaucoup d'intérêt [la commission d'enquête parlementaire liée à la perte d'indépendance énergétique de la France](#) et [l'audition de l'ancien ministre](#), dont nous avons d'ailleurs [diffusé deux extraits percutants sur la notion de souveraineté](#). Nous avons naturellement pris attache auprès de ses collaborateurs afin de nous entretenir avec lui autour des enjeux de souveraineté. Nous avons le plaisir de vous partager ci-après l'entièreté de notre conversation, réjouissante et des plus motivantes.

ST : Après votre premier métier d'avocat, vous vous êtes engagé dans une carrière politique de haut rang, puis vous avez quitté votre mandat en 2015. Vous êtes

désormais entrepreneur. C'était important pour vous d'entreprendre ?

AM : Oui, parce qu'il y a l'indépendance et la liberté qui sont liées à mon tempérament et à mon histoire. C'était un vieux rêve, que je voulais réaliser depuis que j'étais étudiant, que je n'ai pas pu réaliser avant parce qu'il fallait aller travailler. J'étais juriste, et finalement la meilleure profession qui correspondait à mon tempérament et à ma carte d'identité intellectuelle c'était avocat, pour exercer en artisan solitaire. J'ai exercé ce métier pendant 7 ans, puis l'action politique m'a rattrapé. J'ai été élu à 34 ans et après je suis parti pour 20 ans, avec un parcours qui devait aller au bout, donc je suis allé au bout du parcours. Après, à 53 ans, je me suis dit que je devais pouvoir réaliser mes rêves.

ST : Vous avez quitté le projet de gouvernement avec Manuel Valls à la suite de désaccords sur plusieurs sujets, sont-ce eux qui vous ont motivé à « y aller » ?

AM : J'ai toujours été en désaccord avec les socialistes, mais dans l'exercice du pouvoir les désaccords ne sont plus théoriques, ils concernent la vie des gens, donc on a envie d'infléchir le cours de la force des choses, en se battant de l'intérieur, ce que j'ai fait. Mais j'ai compris au bout de nombreux combats perdus que c'est vain. À un moment j'ai su dans ma tête que j'avais déjà fait mes cartons. Pour un ministre de l'économie demander une inflexion majeure de la politique économique c'est quand même assez original. Tout cela a été maquillé derrière la fameuse cuvée du redressement, mais franchement la cuvée du redressement n'était rien à côté du réquisitoire que j'ai prononcé ce jour-là contre la politique économique que j'étais obligé d'appliquer, contre laquelle j'étais en désaccord. Lorsque je suis parti j'ai ressenti un grand soulagement.

ST : Cela vous a permis de sortir d'une situation de tension et de vous engager dans un combat pour lequel vous étiez prêt. Il est de notoriété publique que vous avez un certain attachement à la notion de vérité et qu'elle n'a pas été sans impact sur vos différents engagements.

AM : La politique a un rapport avec la vérité, vous ne pouvez pas traiter les problèmes si vous les déguisez, si vous mentez vous vous mentez à vous-même, vous ne traiterez pas le mal. C'est comme si un médecin faisait un mauvais diagnostic ou le dissimulait, et appliquait des placebos. Ça ne marche pas. Il faut vraiment regarder la vérité et les problèmes en face pour pouvoir les traiter.

Cette relation à la vérité, qui existe chez Pierre Mendès France, et qui m'avait été bien transmise par mon père, jeune militant radical qui s'était engagé derrière cet homme d'Etat, m'a beaucoup marqué. Dans la « République Moderne », qui est un livre qui a mon âge, Mendès France consacre un passage entier à la question de la vérité comme outil de résolution des problèmes communs. Il est évident que ne pas faire trop de concessions sur la vérité est un point central pour qui veut agir pour son pays. On peut faire de la politique pour d'autres motifs que celui de soutenir son pays, mais moi c'était ce que je cherchais. Le reste ne m'intéressait finalement qu'assez peu, l'essentiel était là.

ST : Un des cadres de la DREETS[1] me disait récemment qu'un homme politique ne parlait jamais aussi bien que lorsqu'il n'avait plus de mandat.

AM : Il est vrai que lorsque nous relisions certains interviews mes attachés de presse me disaient parfois qu'il fallait revoir certains passages, en affirmant que ça ne passerait pas. Je refusais, je ne pouvais pas faire trop de concessions. La manière de les dire pouvait être un peu corrigée, sur la forme il pouvait être fait des choses, mais quand il s'agissait des contenus je ne préfèrai ne pas trop

transiger. J'ai par exemple défendu la filière nucléaire, après Fukushima, dans un gouvernement de coalition avec les écologistes, j'ai lutté contre la bêtise des critères maastrichtiens de Bruxelles, j'ai dit aux dirigeants du CAC 40 qui trahissaient la France qu'ils se comportaient comme des flibustiers, j'ai soutenu le Made in France contre les ricanements de la classe dirigeante, mais ça n'est pas grave, il en reste quelque chose aujourd'hui.

ST : *Vous venez de publier deux premiers épisodes de votre Podcast « [Les Vrais Souverains \[2\]](#) », et après leur écoute je constate quelque chose de très marquant. Dans le premier, par exemple, vous êtes retourné voir les anciens de Belfort sur le site de General Electric, qui a racheté Alstom en 2015. Il s'agit de syndicalistes qui se sont mis à agir. Ils sont passés d'une logique de contestation et d'une grande déception à celui de l'action. Pensez-vous qu'il y a ici quelque chose à jouer ?*

AM : C'est le sens à donner à nos vies. Bien sûr qu'on peut être contre quelque chose dans un monde qu'on n'aime pas, le mieux pour résoudre cette conflictualité dans le monde actuel, c'est de construire l'alternative, montrer qu'elle est viable, pour nous-mêmes, pour ceux qui nous regardent, nos enfants et même tous ceux qui se demandent si un autre monde est possible. Oui, on peut le construire. À chaque fois qu'on montre une alternative, on fait la démonstration que c'est possible. C'est la résolution de la tension. Ces syndicalistes sont devenus entrepreneurs, ils ont eu raison de protester, ils ont raison de construire. Dans toute vie on a des périodes de refus, on peut être à la fois Antigone et ces princes, ces rois de micro-royaumes dans lesquels nous pouvons imposer notre forme de gouvernement, le gouvernement de nos vies. Et des millions de gouvernement de nos vies, tous différents, peuvent ensemble constituer le gouvernement d'un pays.

ST : À condition sans doute d'aider, de soutenir, de fédérer et de tisser des liens entre tous.

AM : C'est l'idée de ce podcast, qui promeut des gens ordinaires qui font des choses extraordinaires. Les honorer et les remercier me paraît indispensable.

ST : Lors de la très remarquée et utile commission d'enquête visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France vous avez parlé de souveraineté et de loyauté, en montrant votre attachement à ces valeurs. En quoi ont-elles à ce point du sens ?

AM : La France, c'est un pays qui a ce désir éperdu de vivre libre et indépendant. C'est d'ailleurs son histoire, c'est pour cette raison qu'elle s'est affranchie des monarques. La souveraineté est une conquête de la Révolution Française, c'est la liberté de choisir. Dans l'histoire et la géographie de la France, la liberté est une base dont nous sommes les inventeurs. C'est un mot qui n'existe pas dans certaines civilisations, comme en Chine par exemple. Ce mot a été inventé par l'Occident, et au cœur de l'Occident il y a la France, qui joue un grand rôle dans le monde. Cela fait partie de notre histoire. Donc évidemment la perte de souveraineté conduit à ce que vous soyez dans la main des autres, d'abord sur le plan économique.

Comme l'écrivait Adam Smith « On tient un pays soit par l'épée soit par la dette ». Face à l'épée nous avons fait face, il reste à traiter la dette. Qui sont nos créanciers et comment nous tiennent-ils ? Cette question, c'est la question fondamentale pour notre pays. Est-ce que nous avons le droit, dans la mondialisation, d'avoir un modèle social tel que nous l'avons imaginé, généreux ? Est-ce que nous avons le droit d'avoir un modèle environnemental différent, avant-gardiste ? Peut-être pas ? Peut-être qu'on ne le peut pas ? En tous cas cette souveraineté-là, elle se défend, elle se construit, c'est un ouvrage d'art, qui mute avec le temps et les siècles. Alors évidemment, dans ce cadre-là, pour construire cette

liberté, on a besoin d'unité. On a besoin de concilier les contraires. Et donc pour ça la loyauté est nécessaire. Vous ne pouvez pas mettre d'accord des gens qui ne sont pas d'accord sans loyauté, c'est à dire d'accord sur l'intérêt national. Vous ne pouvez pas faire cohabiter des gens qui sont structurellement dans des situations de s'affronter, les faire coopérer, sans cette loyauté. C'est le même sujet en fait, la liberté s'accompagne de loyauté.

ST : On assiste depuis quelques années aux soubresauts d'un pays qui se construit beaucoup contre. Le premier épisode de votre podcast montre l'écart important entre l'impression que les français seraient beaucoup contre, contre les réformes, contre les projets, contre le fait d'agir, et le fait que beaucoup de gens sont actifs et au service de projets utiles, avec des objectifs précis, riche de sens. Pensez-vous qu'il y a une prise de conscience suffisante pour aujourd'hui inverser la tendance et aller collectivement un plus de l'avant ?

AM : Il y a beaucoup de gens, parmi les protestataires, qui sont eux-mêmes des entrepreneurs. Ils entreprennent beaucoup dans leur vie, dans les associations, dans leur métier. Il n'y a pas d'un côté ceux qui protestent et de l'autre ceux qui font, parce qu'en fait on est contre quelque chose et on est obligé d'être pour autre chose. C'est invivable d'être toujours contre, parce qu'on se détruit. Et de la même manière c'est impossible d'être toujours pour, parce que là il y a un mensonge. C'est une répartition que chacun a en soi, différente bien sûr les uns des autres. Parfois c'est 50/50, parfois c'est 5/95, 70/30, on ne sait pas. Dans chaque être humain il existe une âme bâtisseuse, comme finalement dans l'abeille, il y a l'instinct de construction. Et puisque l'être humain est un individu social, il aime coopérer avec autrui. Et que fait-on de mieux, à plusieurs, que d'essayer de faire ciller, ou de donner un coup d'épaule à l'histoire ? Le rôle des masses, autrefois théorisé par le léninisme, c'est

aussi la construction par des communautés de projets qui dépassent l'individu, qui lui permettent de se réaliser. En France il existe de nombreux entrepreneurs, et dans la grande catégorie des entrepreneurs vous avez des entrepreneurs, ceux qui montent des entreprises, et ceux qui participent à la vie de ces entreprises, c'est-à-dire des millions et des millions de gens qui tous les jours construisent un outil commun. Donc je ne ferai pas la partition entre ceux qui disent non et ceux qui disent oui.

ST : Nous sommes dans une pleine phase de réindustrialisation, et aujourd'hui se tient le sommet « Chose France[3] ». Que pensez-vous de l'arrivée de capitaux étrangers en France pour notre réindustrialisation ?

AM : D'abord qui pourrait déplorer qu'il y ait des milliards qui viennent s'investir en France ? On ne peut que s'en réjouir. Mais je voudrais dire qu'il s'agit ici d'un symptôme de notre faiblesse. D'abord parce que nous avons 156 milliards de déficit annuel de commerce extérieur, c'est-à-dire que 156 milliards sortent chaque année du pays. Comme on ne produit plus ce qu'on consomme, qu'on produit beaucoup moins que ce qu'on consomme, on achète à l'extérieur, donc on a besoin qu'il y a des flux dans le sens contraire, c'est-à-dire qu'il y ait de l'argent qui rentre pour équilibrer nos impérities économiques.

Nous sommes un pays de plus en plus détenu par nos créanciers, c'est-à-dire nos investisseurs, lesquels viennent faire leur shopping dans nos entreprises, comme nous l'observons depuis maintenant quinze ans, et qui choisissent la France pour y investir. C'est un peu le côté reluisant de notre faiblesse. Et vous avez le côté beaucoup plus sombre, qui fait qu'aujourd'hui le monde entier vient acheter la France en pièces détachées parce qu'ils savent qu'on a besoin d'argent. Au fond tout ces éléments marquent une perte de contrôle de notre économie. Et un état d'urgence absolu face à notre

affaïssement économique.

ST : Que faudrait-il faire, ou engager, pour que la situation change ?

AM : Il faut se remettre rudement au travail, c'est le sens de la réindustrialisation. Ce n'est pas un slogan, ça ne peut même pas être une politique d'Etat, encore moins une politique d'attraction d'investissements étrangers, il faudrait qu'on soit capable de relocaliser sur le sol national entre 50 et 70 milliards de chiffre d'affaires. Voilà, vous connaissez le tarif. C'est un travail de Titan que même Jupiter ne peut réaliser seul. C'est une mobilisation nationale, une appropriation par tous les secteurs de la société, c'est-à-dire qu'il faut réformer le système bancaire, qui ne finance pas l'économie réelle. Il faut remobiliser l'épargne qui est gaspillée et qui part à l'étranger. Ça veut dire qu'il faut débureaucratiser les règles et les contraintes qui pèsent sur les entreprises, ça veut dire qu'il faut remobiliser la nation autour d'une seule cause, une grande cause nationale, qui s'appelle se remettre à produire en France. Parce que sinon on n'y arrivera pas, et nous nous appauvrirons cruellement.

ST : On a besoin d'acteurs industriels, mais nombre des décisions importantes à ce « produire en France » dépendent des acteurs politiques. Vous en avez été un de premier rang, vous êtes aujourd'hui un acteur économique, à titre privé. Avez-vous l'intention de jouer encore un rôle politique pour aider à accompagner ces changements ?

AM : Non, j'ai déjà beaucoup donné. Je considère que j'ai fait ce que je pouvais, dans le sens que j'espérais, avec des résultats qui sont contrastés. Je ne peux maintenant m'intéresser au pays qu'au travers de mes entreprises et des combats économiques qui sont les miens. C'est déjà pas si mal.

ST : Vous le savez maintenant de l'intérieur, toutes les entreprises se trouvent confrontées à des contraintes ou des lourdeurs administratives qui ne cessent de se complexifier. Que faudrait-il faire pour ne pas les fragiliser plus encore ?

AM : Je pense qu'il faut d'abord atrophier le système normatif qui vient de l'administration, qui est dépolitisée puisqu'il n'y a pas de contrôle politique sur l'administration en France, elle est en roue libre. C'est le grand problème de notre pays. Si je résume, dans un pays qui a inventé la liberté, quand même, on se retrouve dans une situation entre Kafka et Sacha Guitry, ou Alphonse Allais, qui consiste à découvrir que tout ce qui n'est pas autorisé deviendrait interdit, alors que normalement tout ce qui n'est pas interdit est de droit libre, et donc maintenant plus personne ne fait rien car se croit obligé de demander l'autorisation. Cette grave perversion du système juridique fait qu'il va falloir très rapidement imaginer une manière de se débarrasser d'une quantité considérable de réglementations qui ne sont pas seulement inutiles, mais aussi liberticides. Elle empêchent la société de prendre confiance en elle. Pour moi il faut faire confiance aux acteurs, sinon une société qui organise la défiance, qui imagine le délit derrière n'importe quelle pratique, c'est une société qui se meurt et se dévitalise. Pour ce travail de débureaucratization il faudrait qu'il y ait au vice-premier ministre qui ne fasse que ça, pendant cinq ans. Il conviendrait de le rendre numéro deux du gouvernement, avec autorité sur tous les autres. Je pense qu'on pourrait y arriver franchement ainsi.

ST : Pouvez-vous nous en dire plus sur la maladie qu'avaient plusieurs de vos anciens collaborateurs, la bruxellose ?

AM : (Rires) Ma grand-mère dans le Morvan se plaignait du fait que ses lapins avait la myxomatose. Lorsque mes collaborateurs revenaient de Bruxelles et qu'ils me disaient qu'on ne pouvait

pas faire telle ou telle chose, que la Commission Européenne n'autorisait pas telle ou telle autre chose, je leur ai répondu un jour « *Vous, il faut vous soigner d'urgence, vous avez la bruxellose. Vous êtes contaminés par une maladie qui est celle de la croyance que Bruxelles va décider à notre place.* »

ST : Aujourd'hui vous êtes associé dans dix entreprises, dans l'industrie et l'agriculture, deux piliers de notre pays. Que pensez-vous du fait qu'ils soient attaqués par des activistes et des militants qui, ne connaissent pas grand-chose, sont pourtant très sûrs d'eux et n'hésitent pas à conduire des actions qui fragilisent ces activités ?

AM : Les écologistes de la punition -et non de la construction- sont les conservateurs de la mondialisation actuelle, parce que le principal obstacle à l'écologie est que le lieu de production est très éloigné du lieu de consommation, il n'y a pas de lien entre le producteur et le consommateur. La première des écologies est celle qui produit sur place ce dont on a besoin. C'est la politique souverainiste. Il s'agit de réconcilier les circuits courts, par seulement dans l'alimentation mais dans tous les domaines. Faire coïncider les besoins des producteurs avec celui des consommateurs. Les écologistes qui empêchent la production sur place sont des révolutionnaires du statu quo, et les pires conservateurs de la mondialisation libérale. Finalement ils ne veulent pas qu'on extrait des mines des matériaux de la transition écologique, donc ils préfèrent faire de l'écologie sans en voir les conséquences. Ils ne veulent pas que l'agriculture, telle qu'elle est, fonctionne à un prix accessible, alors ils la rendent impraticable sur le sol national et leurs actions conduisent à l'importation. Ils empêchent tout investissement dont ils croient qu'ils porteraient atteinte à leurs principes alors qu'en vérité il sont des moyens de recréer des capacités de production sur place. On voit bien que cette écologie-là est l'écologie du

statu quo, celle qui fait reculer le monde, alors qu'on a besoin de faire grandement progresser l'écologie.

Par ailleurs je regrette une chose, qu'il n'y ait pas de débat sur tous les sujets techniques et scientifiques, parce que la science est totalement instrumentalisée et manipulée. J'ai cherché des médias qui traitent les problèmes et les dossiers sur le fond, mais il n'y en a pas dans les grands médias. Nous avons un soucis de débat public. Je ne suis pas contre qu'on débattenne des bassines, et on va découvrir que 70% des bassines sont indispensables, et que peut-être 30% d'entre elles sont indésirables.

ST : Dans les deux premiers épisodes de votre podcast chacun partage son expertise, tous les aspects d'un sujet sont abordés, politiques, techniques, scientifiques, emploi, ... Il répond donc à ce que vous attendiez.

AM : J'ai voulu donner la parole à des gens extraordinaires qui n'ont aucune chance d'être entendus dans le système médiatique actuel. C'est une espèce de contre-société de faiseurs, ou plutôt de faiseurs, des gens qui travaillent, qui construisent, selon des principes et des valeurs qui sont parfaitement identifiables, et qui concrétisent des projets. Évidemment cela suppose de croiser tous les domaines, écologie, sciences économiques, sociétal, les besoins de la société, les choix politiques, ce sont des démonstrateurs qu'il est possible de faire des tas de choses dans notre pays qui est peuplé de gens formidables, c'est tout ce que j'aime.

ST : Vous dites faiseurs plus que faiseurs ?

AM : Oui, parce que faiseur c'est négatif. Le faiseur c'est celui qui fait, car dans mon pays natal on disait : « il y a les faiseurs et les diseux ».

ST : Et alors, Monsieur Montebourg, qui sont donc les Vrais Souverains ?

AM : Les Vrais Souverains, ce sont ceux qu'on n'entend pas, mais qui font beaucoup pour reconstruire la France. C'est une société qui est liée par des liens invisibles, des liens de solidarité et d'entraide, composée de gens qui ne se connaissent pas. J'ai décidé qu'ils se donnent la main dans un lieu où ils pourront se découvrir les uns les autres. C'est ma contribution au débat public, une mise en valeur de nos efforts extraordinaires.

[\[1\]](#) Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

[\[2\]](#) Arnaud Montebourg part à la rencontre des Vrais Souverains, ceux qui se lèvent pour construire une France libre et souveraine, indépendante car elle prend son destin entre ses mains.

[\[3\]](#) Sommet instauré par le président Emmanuel Macron qui vise à présenter et expliquer aux grandes entreprises internationales les réformes menées pour favoriser l'activité économique de notre territoire.
<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/choose-france>